Projet « Gestion et approvisionnement de l'eau potable et l'assainissement avec des mesures d'hygiène au quartier Bankoko (Bunia) et environs » (EASI)

Financement : Katholische Zentralstelle für Entwicklungshilfe e.V., Misereor

Cofinancement : Protos/CIDRI

EVALUATION FINALE

RAPPORT FINAL

Réalisé par

SOCIETE DE MANAGEMENT ET ASSISTANCE (SMA SARL)
Recherche, Ingénierie, Evaluations, Etudes & Réalisations

BP 757 Abomey-Calavi Tel (00229) 90252359/97542699
Email: smaconseils@gmail.com

Mai, 2021

Sommaire

SOMMAIRE ..... **II**
LISTE DES DIAGRAMMES ..... **V**
LISTE DES PHOTOS ..... **V**
LISTE DES TABLEAUX ..... **V**
LISTES DES SIGLES ET ACRONYMES ..... **VI**

RESUME EXECUTIF ..... **VIII**

1. INTRODUCTION GENERALE **1**

1.1 CONTEXTE **1**
1.2 JUSTIFICATION DE LA MISSION **1**
1.3 OBJECTIFS DE LA MISSION **2**

2. BREVE PRESENTATION DU PROJET ET METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE **2**

2.1 ACCORD DE FINANCEMENT ET STRUCTURATION DU PROJET **2**
2.2 ANALYSE DES PROBLEMES QUE LE PROJET VISE A RESOUDRE **3**
2.3 PORTEE DE LA MISSION **4**
2.4 DEMARCHE DE CONDUITE DE LA MISSION **5**
2.5 ZONE D'INTERVENTION DU PROJET **6**
2.6 DIFFICULTES PENDANT LA COLLECTE **6**

3. FORMULATION ET MISE EN OEUVRE DU PROJET **7**

3.1 FORMULATION DU PROJET **7**
3.1.1 ANALYSE DU CADRE LOGIQUE ET DES CIBLES 7
3.1.2 PARTIES PRENANTES 8
3.1.3 ARTICULATION AVEC LES PROJETS ANTERIEURS 8
3.1.4 GESTION ADMINISTRATIVE ET ORGANISATIONNELLE DU PROJET 9
3.1.5 SUIVI EVALUATION 10
3.1.6 ANALYSE BUDGETAIRE 10
3.2 MISE EN ŒUVRE **12**
3.2.1 CONDUITE DE L'ACTION 12
3.2.2 ANALYSE DES INDICATEURS DE LA MISE EN ŒUVRE 12
3.2.3 PARTIES PRENANTES 15
3.2.4 CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT 15
3.2.5 GESTION DES INFRASTRUCTURES REALISEES 16
3.2.6 SUIVI EVALUATION 16
3.2.7 DIFFICULTES RENCONTREES 16
3.2.8 ACTIVITES NON ABOUTIES 17
3.2.9 EVOLUTION DE LA CONSOMMATION BUDGETAIRE 17

4. PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS 18

4.1 R1 L'ACCES A L'EAU POTABLE L'ASSAINISSEMENT DE BASE A AUGMENTE, CONFORMEMENT A LA VISION INTEGREE 18
4.1.1 ACCES A L'EAU 18
4.1.2 ACCES A L'ASSAINISSEMENT ET PACK GIRE 20
4.1.3 ACTIONS GIRE 23
4.2 R2 : LA GESTION LOCALE DES SYSTEMES D'EAU POTABLE (EXISTANTS ET DES NOUVEAUX) EN ITURI EST AMELIOREE 23
4.2.1 COREALISATION AVEC LE PROJET SAGE 23
4.2.2 REALISATIONS SPECIFIQUES A LA MISE EN PLACE DU RESEAU BANKOKO 23
4.2.3 GESTION PROVISOIRE DU RESEAU 24
4.3 R3 : UNE VISION INTEGREE DU SECTEUR DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT EST DEVELOPPEE ET EST PORTEE PAR LES ACTEURS CLES EN ITURI 27
4.4 LE ROLE DE CIDRI EVOLUERA VERS LE PLAIDOYER PROVINCIAL ET NATIONAL AU TRAVERS GROUPE SECTORIEL ET ECHANGERA DAVANTAGE SES EXPERIENCES AVEC D'AUTRES ACTEURS 28
4.4.1 CAPACITES DE PLAIDOYER 28
4.4.2 RENFORCEMENT MANAGERIAL 28
4.4.3 RENFORCEMENT DE LA POSITION DE CIDRI DANS UN MONTAGE MULTI ACTEURS 29
4.5 FACTEURS FAVORISANT L'OBTENTION DES RESULTATS 29

5. APPRECIATIONS DU PROJET 31

5.1 PERTINENCE 31
5.1.1 PERTINENCE PAR RAPPORT AUX POLITIQUES, STRATEGIES ET AUX DOCUMENTS DE PLANIFICATION STRATEGIQUES 31
5.1.2 PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS IDENTIFIES 32
5.1.3 PERTINENCE PAR RAPPORT AUX ATTENTES DES BENEFICIAIRES 32
5.2 EFFICACITE 32
5.2.1 R1 L'ACCES A L'EAU POTABLE L'ASSAINISSEMENT DE BASE ONT AUGMENTE, CONFORMEMENT A LA VISION INTEGREE 32
5.2.2 R2 LA GESTION LOCALE DES SYSTEMES D'EAU POTABLE (EXISTANTS ET DES NOUVEAUX) EN ITURI EST AMELIOREE 33
5.2.3 R3 : UNE VISION INTEGREE DU SECTEUR DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT EST DEVELOPPEE ET EST PORTEE PAR LES ACTEURS CLES EN ITURI 34
5.2.4 R4: LE ROLE DE CIDRI EVOLUERA VERS LE PLAIDOYER PROVINCIAL ET NATIONAL AU TRAVERS DU GROUPE SECTORIEL ET ECHANGERA DAVANTAGE SES EXPERIENCES AVEC D'AUTRES ACTEURS 34
5.2.5 SYNTHESE GLOBALE 35
5.3 EFFICIENCE 35
5.3.1 APPRECIATION DU RATIO TEP /TEF 35
5.3.2 GESTION DES PLANIFICATIONS 35
5.4 DURABILITE 36
5.4.1 DURABILITE DE L'APPROCHE D'INTERVENTION 36
5.4.2 DURABILITE TECHNIQUE 36
5.4.3 DURABILITE INSTITUTIONNELLE 37
5.4.4 DURABILITE SOCIOCULTURELLE 37

5.4.5 DURABILITE FINANCIERE 38
5.5 EFFETS 38
5.5.1 ATTEINTE DE L'OBJECTIF SPECIFIQUE 1 38
5.5.2 ATTEINTE DE L'OBJECTIF SPECIFIQUE 2 39
5.5.3 SATISFACTION DES BENEFICIAIRES 41
5.5.4 IMPRESSIONS DES ACTEURS 41
5.6 IMPACTS POTENTIELS 42
5.6.1 CONTRIBUTION A L'OBJECTIF GLOBAL 42
5.6.2 PRISE DE CONSCIENCE MANIFESTE DES AUTORITES 43
5.6.3 SERVICES PUBLICS DE L'EAU EN AMELIORATION 43
5.7 ASPECTS TRANSVERSAUX 44
5.7.1 GENRE ET INCLUSION SOCIALE 44
5.7.2 ENVIRONNEMENT 44
5.7.3 RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AUTORITES LOCALES 45
5.8 AUTRES ELEMENTS D'APPRECIATION 45
5.8.1 FORCES ET FAIBLESSES 45
5.8.2 IMPLICATION ET APPORTS DU GOUVERNEMENT DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET 46
5.9 QUELQUES DEFIS IMPORTANTS 46

6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 48

6.1 CONCLUSION 48
6.2 RECOMMANDATIONS 48
6.2.1 FORMULATION DU PROJET 48
6.2.2 MISE EN ŒUVRE 48
6.2.3 POUR LES INTERVENTIONS FUTURES 49
6.3 BONNES PRATIQUES ET LEÇONS APPRISES 49
6.3.1 BONNES PRATIQUES 49
6.3.2 LEÇONS APPRISES 50

7. ANNEXES 51

Liste des diagrammes

Diagramme 1 : Etapes de mise en œuvre de la mission 6
Diagramme 2 : Décomposition du budget suivant les rubriques 10
Diagramme 3 : taux d'encaissement sur les kiosques par rapport aux prévisions de recettes 25
Diagramme 4 : Pproportion de volume d'eau facturé par les kiosquiers 26
Diagramme 5 : Analyse des écarts de recettes par rapport à la prévision 27
Diagramme 6 : Processus de validation des produits 27
Diagramme 7 : Distance moyenne du ménage au point d'eau 41
Diagramme 8 : Temps moyen mis pour un tour de puisage 41
Diagramme 9 : Niveau de satisfaction des ménages du service public de l'eau 41

Liste des photos

Photo 1 : Reçu de versement des recettes de vente d'eau des kiosquiers 16
Photo 2 : Un kiosque à eau du réseau Bankoko fermé du fait du vandaliste sur le réseau 20
Photo 3 : Module de quatre (4) cabines et une chambre pour l'hygiène menstruelle à EP Ste Cécile et un raccordement en cours 21
Photo 4 : Deux Modules de quatre (4) cabines à EP Bankoko et un raccordement en cours 21
Photo 5 : Latrines familiales à double cabines dans un ménage à Bigo 22
Photo 6 : Une bénéficiaire de latrines de Bigo 22
Photo 7 : Des dalles Sanplat réalisées par CIDRI 22
Photo 8 : Réalisation de la gestion intérimaire (CIDRI) après huit (8) de gestion du réseau d'eau de Bankoko 24
Photo 9 : Fiche mentionnant les index de consommation en début et fin de journée 25
Photo 10 : Maquette d'un kiosque (Extrait de la brochure kiosque) 28
Photo 11 : Dispositif de lavage des mains en utilisation à l'école Ste Cécile 33

Liste des tableaux

Tableau 1 : Vue synoptique de projet EASI 3
Tableau 2 : Cibles et échantillons enquêtés 5
Tableau 3 : Analyse du cadre logique et des indicateurs SMART 7
Tableau 4 : financement du projet 10
Tableau 5 : Analyse des indicateurs de la mise en œuvre 13
Tableau 6 : Définition de facteurs dominants des indicateurs 14
Tableau 7 : Relations entre Résultats attendus et Indicateurs de mesure 14
Tableau 8 : Gestion des difficultés 17
Tableau 9 : Consommations budgétaires T1, T2, T3 et T4 17
Tableau 10 : Synthèse des travaux du réseau d'eau de Bankoko 18
Tableau 11 : Mise en évidence des écarts de réalisation 19
Tableau 12 : Synthèse des réalisations dans les écoles 20
Tableau 13 : Point des membres du groupe sectoriel 29
Tableau 14 : Synthèse des niveaux de réalisations des résultats 35
Tableau 15 : Estimation des ratios TEP/TEF 35
Tableau 16 : Situation des bénéficiaires suivant le genre 44

Listes des sigles et Acronymes

SIGLE	DEFINITION
ADIR	Action pour le Développement des Infrastructures d'eau potable en milieu Rural
AGC	Assemblée Générale Constitutive
BF	Borne Fontaine
CA	Conseil d'Administration
CAPA	Certificat d'Aptitude à la Profession d'avocat
CHA	Comités d'Hygiènes et d'Assainissement
CIDRI	Centre d'Initiation au Développement Rural en Ituri
COSA	Comité de Santé
CQ	Chef Quartier
DGD	Direction Générale de la coopération au Développement
DN	Diamètre Nominal
DPS	Division Provinciale de la Santé
DSCRP	Document Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
DTF	Dossier Technique et Financier
EA	Eau & Assainissement
EASI	Eau et ASsainissement en Ituri
EP	Ecole Primaire
GESB	Gestion d'Eau pour la Sauvetage de Bankoko
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
HAMS	Hygiène et Assainissement en Milieu Scolaire
HS	Très satisfaisant
IR	Indicateur de Résultats
MS	Modérément Satisfaisant
MYP	Multi Year Program
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OS	Objectif Spécifique
P	Pertinent
PHAST	Participatory Hygiene and Sanitation Transformation
PN	Pression Nominale
PVC	PolyVinyl Chloride
R	Résultat
RAF	Responsable Administratif et Financier
RDC	République Démocratique du Congo
SAGE	Structure d'Appui à la Gestion de l'Eau
SMA	Société de Management et Assistance
SMART	Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réalisable et Temporaire
SNHR	Service National d'Hydraulique Rural

SOCIT	Société Civile de l'Ituri
TDR	Termes de référence
UE	Union Européenne
UNIBU	Université de Bunia

Résumé exécutif

Objectif, portée et méthodologie de la mission

L'objectif de la mission était d'évaluer l'atteinte des objectifs et résultats escomptés du projet en termes de pertinence, d'efficience, d'efficacité, d'impact et de durabilité ; de traiter du renforcement de CIDRI et de fournir des recommandations, d'identifier les leçons apprises et les éventuelles bonnes pratiques pour aider les parties prenantes du projet dans l'amélioration de la stratégie et la mise en œuvre.

L'évaluation a porté une attention sur les facteurs majeurs qui ont favorisé l'atteinte des résultats et les faiblesses/obstacles qui ont freiné la progression vers l'atteinte de ces résultats. Elle a pris en compte les résultats tels que définis dans le cadre logique du projet.

L'approche adoptée a été participative, consultative et inclusive comme recommandée dans les termes de référence afin de saisir les opinions d'un large éventail de parties prenantes garantissant une collaboration étroite avec la coordination du projet, et les différentes parties prenantes au projet. Les échanges ont été réguliers tout au long de la mission par des entretiens directs, des mails ou des appels téléphoniques. La collecte de données a été mixte. L'évaluation a été plus qualitative que quantitative compte tenu de l'objectif visé par le projet et a porté sur 66 ménages, 12 gestionnaires de points d'eau dans le quartier de Bankoko, 2 écoles et 22 personnes ressources (liste en annexe). La collecte des données a couvert la période du 2 au 11 mars 2021.

La Société de Management et Assistance (SMA SARL) a fondé l'évaluation sur les commentaires directs des différentes parties prenantes, l'examen des documents disponibles et les visites sur le terrain afin d'apprécier au mieux les réalisations.

Conception/Formulation du projet

L'analyse du cadre logique indique un objectif global, deux objectifs spécifiques, et 4 résultats avec 7 indicateurs de réalisation pour impacter globalement toute la population de Bankoko, mais de façon prioritaire les avenues bénéficiaires des kiosques à eau, les 5 écoles bénéficiaires de diverses réalisations (construction de latrines scolaires, des toilettes femmes et des dispositifs de lavage des mains) et 1000 ménages pour les latrines familiales. Les parties prenantes de ce projet étaient : les partenaires (CIDRI, Protos) ; les structures d'appui (SAGE ; groupe sectoriel ; les églises) et les associations de développement. Le projet EASI vient en synergie aux actions entreprises par d'autres projets comme : MYP4, projet SAGE. Le projet était chapeauté par un Comité de Pilotage, présidé par CIDRI et composé des représentants de Protos (1), comités d`eau (2), autorités locales (2), structures étatiques (SNHR, REGIDESO), Services sanitaires étatiques (3), Société Civile (coordinateur de la SOCIT (Société Civile de l'Ituri). Le projet d'une durée proposée de 18 mois disposait d'un budget global de 483 933,78 euros dont 57% était financé par Misereor et les 43% restants par les partenaires (Protos et CIDRI).

Mise en œuvre du projet

Le projet EASI a démarré ses activités le 1er juillet 2018 par un état des lieux et une sensibilisation sur le démarrage des activités d'accès à l'eau potable par CIDRI et les autorités locales au niveau de la province. Ceux-ci ont sollicité la contribution de la population bénéficiaire dans la réalisation des travaux. Un recensement a été réalisé et un comité de gestion mis en place puis formé sur la gestion des réseaux suivant le modèle de gestion promu par la SAGE.

Toutes les parties prenantes prévues à la conception du projet ont été réellement impliquées pour diverses tâches concernant le projet, surtout par rapport aux activités de construction du réseau, la

population bénéficiaire a contribué à la réalisation des tranchées. CIDRI a assuré la gestion intérimaire. Le bidon de 20 litres est vendu à 100 FC par les kiosquiers qui bénéficient de 10% des recettes faites mensuellement. Des rapports narratifs trimestriels sont élaborés, deux audits financiers pour servir de preuves objectives à Misereor de l'utilisation correcte des fonds et une évaluation institutionnelle à CIDRI conduite par Join for Water.

La recrudescence des conflits par des milices armées ; la menace de la maladie à virus Ebola et l'avènement de la Covid-19 ont influé sur la durée du projet et ont conduit à une prolongation de 3 mois sur le calendrier initial. Par ailleurs, d'autres activités prévues relatives à l'hygiène et l'assainissement n'ont pas abouti.

Le budget est consommé à 90% de sa prévision avec un dépassement du budget prévisionnel alloué aux ressources humaines et aux frais d'administration (respectivement 117% et 107%).

Principaux résultats

Accès à l'eau : Le forum de quartier qui a connu la participation de jeunes dynamiques a été un atout pour la participation active de la population bénéficiaire du projet. Des ménages et même des autorités locales se sont impliquées pour la réalisation des travaux communautaires d'excavation des tranchées sur près de 18 km entre Ngongo et les différents points de desserte. Aussi ont été mises à la disposition du projet 17 portions de parcelles (2,5 x 2,5 m) soit 106,25 m² de parcelles pour ériger les kiosques. Les travaux complémentaires réalisés dans le cadre du projet concernent essentiellement la mise en place du réseau de transport de l'eau et de la distribution.

Accès à l'assainissement et pack GIRE
Trois écoles primaires (Agneau de Dieu, Bankoko et Ste Cécile) sur cinq ont bénéficié des installations prévues par le projet. Seulement 8 ménages ont pu réaliser les latrines familiales. Sur les 187 dalles de latrines familiales de type Sanplat qui ont été fabriquées 12 ont été distribuées à ces 8 ménages. Les activités d'ingénierie sociale ont démarré après le 30 avril 2020 dans les écoles comme au niveau des avenues. Ces activités ont consisté au suivi des groupes PHAST et HAMS mis en place pendant la mise en œuvre du programme 2014-2016 de Protos cofinancé par la DGD de la Belgique.
Quant aux actions GIRE, il a été noté l'installation de 3 pépinières à E.P. Nizi II ; la plantation de 4.742 arbres dont 730 à E.P. Nizi I & II, 1.012 à E.P. Bankoko et 3.000 arbres sur le terrain du campus de l'Université de Bunia (UNIBU).

La gestion locale des systèmes d'eau potable (existant et nouveaux) en Ituri est améliorée : ce résultat était en coréalisation avec certaines activités prévues par le projet SAGE. Il est à noter les rencontres d'information des comités de gestion ; l'accompagnement d'un avocat comme conseiller pour proposer un modèle d'association regroupant tous les comités de gestion à but non lucratif ; la validation d'un modèle et création de la structure d'appui à la gestion de l'eau (SAGE) ; la reconnaissance légale par les statuts notariés. Aussi des sessions de formation ont été organisées pour les comités de gestion ayant pour but de renforcer les connaissances de ces gestionnaires sur les aspects administratifs, financiers et techniques du réseau. Grâce à ces différentes formations, un manuel intitulé « manuel de référence pour les comités de gestion des réseaux autonomes d'eau potable dans la province de l'Ituri » a été élaboré servant de guide pour les comités d'eau, membres ou non de la SAGE, et toute personne responsable ayant au cœur le bon fonctionnement au quotidien des systèmes d'eau.
En ce qui concerne les activités propres à EASI, il y avait l'organisation d'une Assemblée Générale représentative du comité de gestion constituée de 36 membres qui a procédé à l'élection des 5 membres du Conseil d'Administration (CA) ainsi que le renforcement des capacités des membres du Conseil d'Administration ; la formation des opérateurs des kiosques. La gestion provisoire du réseau est assurée

par CIDRI. Après 8 mois de gestion, 25.733,62 USD ont été collectés sur les différents kiosques représentant 94,54% des prévisions attendues.

Une vision intégrée du secteur de l'eau potable et de l'assainissement est développée et est portée par les acteurs clés en Ituri : un diagnostic sur le secteur de l'eau a eu lieu dans cinq territoires de la province et a permis de recenser 2905 points d'eau et 38 réseaux sur les 5 territoires de la province de l'Ituri. Ces 38 réseaux ont permis de desservir 786 points de desserte publique, 591 points de desserte privée, 63 institutions et 15 industries. 18,32 % des ménages en Ituri sont utilisateurs directs de ces points de desserte.

Le rôle de CIDRI évoluera vers le plaidoyer provincial et national au travers du groupe sectoriel et échangera davantage ses expériences avec d'autres acteurs : La recherche-action conduite sur les points de desserte a permis la réalisation de trois prototypes de kiosques à eau sur le réseau Ngongo I dans le quartier de Mudzi-Pela à Bunia dont les résultats ont été jugés très satisfaisants par la communauté sur les questions de la quantité d'eau par personne, le temps d'attente, le coût de l'eau et la régularité de l'eau. Cette expérience a fait l'objet d'édition d'une brochure pour documentation.

CIDRI a bénéficié d'un accompagnement dans l'élaboration de manuel de procédures administratives et financières, dans la mise en place du logiciel comptable SAGE, et d'un outil informatisé pour le suivi de rapport financier des partenaires. Ce projet a contribué également à la mise en place du comité de pilotage, du groupe sectoriel et leur fonctionnement Aussi, le groupe sectoriel a bénéficié des modèles de gestion d'ADIR de Kinshasa et des expériences de Protos du Bénin et en Équateur.

Facteurs favorisant l'obtention des résultats : les facteurs qui ont permis d'aboutir à certains résultats sont : (i) la volonté affichée du gouvernement provincial ; (ii) la forte implication des autorités communales et du quartier ; (iii) l'expertise confirmée de CIDRI selon les personnes interrogées ; (iv) l'approche participative adoptée ; (v) la contribution de la population ; (vi) la contractualisation d'entreprises structurées et formalisées pour la construction des infrastructures de distribution d'eau potable et pour les infrastructures d'assainissement ; (vii) la loi portant l'eau promulgué le 31 décembre 2015.

Appréciation du projet

Pertinence

Plusieurs aspects et constatations justifient la pertinence de la mise en œuvre du projet EASI. Par rapport aux politiques, les textes de lois et les documents de planification stratégique, le projet, depuis sa conception jusqu'à son exécution est resté cohérent avec tous les textes de lois, qui régissent les secteurs de l'eau, de l'hygiène, de l'assainissement et l'organisation des entités territoriales décentralisées en République Démocratique du Congo (RDC). En effet, ce projet était pertinent car il était en adéquation avec les objectifs nationaux de développement, les politiques, stratégies, les besoins identifiés et les attentes des bénéficiaires finaux.

Le diagnostic réalisé dans le cadre du projet SAGE a montré que le problème d'accès à l'eau était plus profond et révèle un taux d'accès de 18,32% pour toute la province. Par conséquent, le besoin de l'eau est très urgent selon les personnes ressources rencontrées dans le cadre de la présente mission et particulièrement dans la ville de Bunia et ses environs. Aussi, il faut ajouter, les questions d'hygiène et d'assainissement qui sont très peu abordées dans les interventions antérieures où la complémentarité avec les actions d'hydrauliques constitue un des principes forts de la Politique Nationale d'Hygiène et d'Assainissement de Base de la RDC. Les attentes légitimes des bénéficiaires finaux sont de boire de

l'eau de très bonne qualité et de préserver la santé de leurs familles. On conclut donc que plusieurs raisons expriment la pertinence de projet.

Efficacité

Les différentes activités prévues par le projet pour répondre à l'accès à l'eau potable ont toutes été réalisées. Tous les systèmes installés fonctionnent et permettent désormais à la population de s'approvisionner en eau potable. Mais le volet hygiène et assainissement semble être oublié sur ce projet à tous les niveaux. Les résultats obtenus au niveau familial sont insignifiants.

La SAGE est créée et fonctionnelle avec des outils de management. Des outils de gestion sont mis en place mais peu exploités. La Gestion d'Eau pour le Sauvetage de Bankoko (GESB) a été légalement mise en place. Avec un rendement global de 68% sur les 15 kiosques en service de janvier à août 2020, la gestion intérimaire a doté la GESB d'un bureau équipé de mobiliers. Toutefois, des efforts restent à faire pour améliorer le rendement de la distribution au niveau de certains kiosques.

Le résultat 3 lié à une vision intégrée du secteur de l'eau potable et de l'assainissement est développé et est porté par les acteurs clés en Ituri avec des résultats modérément satisfaisant. La méthodologie adoptée au cours du diagnostic a contribué à une implication de tous les acteurs. Les différentes sensibilisations sur le projet et la mise en place du comité de pilotage et le groupe sectoriel, ont été déterminants pour obtenir l'engagement de l'ensemble des acteurs. La réalisation de ce diagnostic a permis de jeter les bases pour une meilleure gestion du secteur de l'eau dans le futur au niveau de la province de l'Ituri. Les activités prévues et conduites par les deux projets pour aboutir à l'obtention de ce résultat, ne sont pas suffisantes pour voir vraiment la vision intégrée se décliner.

Les différents organes (comité de pilotage, groupe sectoriel) ont fonctionné de façon régulière sous le leadership de CIDRI. La recherche-action portant sur les points de desserte permettant d'introduire un modèle innovant a permis de tester les kiosques expérimentaux mis en place dans le quartier Mudzi Pela et de conclure après une évaluation à sa bonne performance. Aussi, le partage d'expériences d'ADIR, du Bénin et de l'Equateur a bénéficié aux comités de gestion, a facilité la mise en place d'une association de deuxième degré (SAGE) en Ituri et a renforcé la position de CIDRI dans le secteur.

Efficience

L'efficience de la mise en œuvre est satisfaisante pour le volet eau, renforcement de capacité et la gestion optimale du réseau et modérément satisfaisant pour le volet hygiène et assainissement. Avec un ratio global TEP/TEF[1] de 0,86. Il est important de rappeler que certaines activités étaient sans budget et dépendaient essentiellement du projet SAGE. La principale source d'inefficience est relative aux activités liées à l'hygiène et l'assainissement qui sont partiellement exécuté.

Durabilité

La stratégie adoptée par CIDRI rassure la durabilité de l'accès à l'eau potable dans la province de l'Ituri. L'approche participative adoptée a rendu les tâches faciles et tout le monde s'est senti concerné par le projet. Toutefois, l'approche n'a pas permis de déclencher l'engagement de l'ensemble de ces acteurs pour le volet hygiène et assainissement qui est resté un peu le parent pauvre de cette mise en œuvre.

Sur le plan technique, la durabilité est probable. Tous les maillons en phase d'exploitation ont été pris en compte dans la mise en œuvre du projet. Par exemple, la communauté bénéficiaire a été invitée à réaliser les excavations suivant les dimensions règlementaires définies par le concepteur pour la pose

[1] TEF : Taux d'exécution Physique, TEF : Taux d'exécution Financière

des conduites. Cette démarche crée un savoir-faire au niveau de la communauté qui peut se mobiliser à tout moment pour accompagner les maintenances au niveau du réseau en cas de besoin.

Sur le plan institutionnel, l'avènement de la SAGE a renforcé l'organisation institutionnelle du secteur de l'eau dans la province de l'Ituri. La Gestion d'Eau de Sauvetage de Bankoko (GESB) est née dans un environnement organisé et structuré et a entamé sa formalisation suivant la loi 15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau afin d'adhérer à la SAGE, qui est le répondant des usagers et qui peut parler en leur nom partout où besoin sera (partenaires techniques et financiers, administrations locales etc.).

Sur le plan socioculturel, la population est satisfaite par rapport à ses attentes. Ce projet a une forte valeur ajoutée car l'approche de mise en œuvre a amené, les communautés à prendre le projet comme le leur et elles se sont activement impliquées dans sa réussite. Cela donne une garantie du regard de ces communautés au niveau des avenues afin d'assurer une meilleure gestion. Toutefois le comité de gestion devra être convaincu et s'engager afin d'assurer une meilleure santé à la population à travers les règles d'hygiène qui maintiendront l'eau toujours potable.

Sur le plan financier, si les revenus issus de la vente de l'eau des différents kiosques sont bien gérés et de façon transparente, ils sont capables de couvrir les charges d'exploitation, et de constituer des réserves pour assurer des investissements pour des extensions vers d'autres avenues qui ne sont pas encore bien desservies. Avec le rendement de 68% du réseau, les revenus mobilisés ont permis de doter le comité de gestion d'un local équipé de mobiliers. Six kiosques sur les 15 ont maintenu leurs pertes d'eau sur le réseau de distribution autour de 15%. Zela ngai na Pokwa avec un volume total de 1825 m^3 d'eau vendu (le volume le plus important de vente enregistré sur les 8 mois) a maintenu la perte au niveau du kiosque à 6%. Ce qui veut dire que ce soit possible de rendre le système encore plus performant en travaillant à minimiser les pertes d'eau sur l'ensemble du réseau afin d'améliorer la performance.

Effet

L'objectif spécifique 1 est partiellement atteint. L'accès à l'eau est atteint de façon significative. Un réseau et les kiosques en place permettent un accès sécurisé à l'eau potable à 28.676 personnes à un prix abordable. Par contre pour le volet assainissement l'objectif n'est pas totalement atteint. Les latrines ont été construites et mises en services dans les écoles au mois de mars 2021 tandis que dans les ménages elles sont encore en cours de finition.

Globalement, l'objectif spécifique 2 est atteint de façon significative. Toutefois, il est à noter que sur le niveau opérationnel, il est aussi partiellement atteint du fait des objectifs sur le volet hygiène et assainissement. Au niveau stratégique, le leadership de CIDRI dans la province se renforce par sa capacité à trouver des solutions innovantes aux préoccupations du secteur, à répondre aux sollicitations du gouvernorat sur les questions d'eau et d'assainissement, et à organiser le secteur.

62 % des ménages enquêtés ont le point d'eau à 200 m environ de leur domicile et 71% mettent une trentaine de minutes pour assurer un tour de puisage. Cette situation est en nette progression par rapport aux déclarations enregistrées pour la situation d'avant-projet qui stipulent que les femmes parcouraient des kilomètres à la recherche de l'eau avec tous leurs corollaires qui accompagnent. Après les statistiques, 97% de ménages sont satisfaits du service de l'eau dans leurs localités. Il n'était pas possible de mesurer le niveau de satisfaction des bénéficiaires par rapport à l'assainissement car le projet n'a pas vraiment abordé ce volet.

<u>Impacts potentiels et défis</u>

Comme impacts potentiels, on note : (i) accès sécurisé à 28.676 personnes soit 4.780 ménages dans les trois quartiers de Bankoko, Bigo, Opas et à Ndembomalabo, (ii) perspective de croissance de nombres de ménages desservis à travers la construction de 8 nouveaux kiosques grâce au financement de 50 000 euros de la Fondation Roi Baudouin sur le réseau de Bankoko (iii) existence de la GESB légalement créée avec une gestion aux normes, (iv) administrations provinciale et locale qui répondent aux besoins des comités de gestion, et enfin (v) appuis efficaces et efficientes de la SAGE aux différents comités de gestion.

Prise de conscience manifeste des autorités : Depuis le démarrage de la mise en œuvre du projet SAGE, le regard porté par les autorités à divers niveaux sur le secteur de l'eau dans la province a commencé par changer et pour cause le calvaire des communautés qui a touché la sensibilité de ces acteurs qui s'est remarqué dans l'engagement des autorités dans la mise en œuvre du présent projet.

Défis : (i) la sécurité dans la province ; (ii) une meilleure gestion de la ressource en eau ; (iii) une tarification de l'eau pour un juste prix ; (iv) le renforcement de la présence du gouvernorat dans le secteur en s'appuyant sur le plan sectoriel ; (v) la politique en harmonie avec la croissance démographique.

Recommandations : (i) Définir des indicateurs SMART, (ii) Renforcer le volet GIRE, (iii) Améliorer la performance de la gestion du réseau, (iv) Préserver et renforcer les acquis de la gestion du réseau, (v) Sensibiliser les communautés sur les gains en consommant de l'eau potable, (vi) Repenser la démarche de mise en œuvre de l'hygiène et l'assainissement, (vii) Renforcer le dispositif de suivi-évaluation, (viii) Verser les activités non exécutées sur le volet assainissement dans EASI II, (ix) Faire de la gestion du réseau d'eau de Bankoko, une référence en matière de gestion communautaire dans la province de l'ituri et en RDC.

1. Introduction générale

1.1 Contexte

En RDC, seul un habitant sur cinq a accès à l'eau potable. Les causes sont nombreuses : faiblesse des moyens financiers du secteur, délabrement des installations existantes, mauvaise gestion des réseaux, explosion démographique non contrôlée des villes et de leur périphérie (CTB RD Congo, 2010). Ceci est confirmé par le diagnostic réalisé par CIDRI et ses partenaires entre 2015 et 2017 dans le cadre du projet SAGE qui révèle que l'accès à l'eau potable est 18, 32% dans la province de l'Ituri. Fort de ses 900 666 habitants (population estimée en 2015)[2], la ville de Bunia, fait l'objet d'une forte croissance démographique et un élan d'urbanisation élevé connaît une demande forte en eau potable par la population. Jusqu'en 2015, la ville était desservie par 2 grands systèmes d'eau : (i) le système de REGIDESO qui donne de l'eau pour le centre-ville, mais malheureusement connait beaucoup de pannes et ne peut pas toujours garantir une bonne qualité ; et (ii) un grand système Ngongo I qui est géré par un comité de gestion amène l'eau vers les quartiers de Mudzi Pela depuis plus de 30 ans. Ce réseau Ngongo I disponible était dimensionné et construit pour 18.000 personnes et n'arrivait donc pas à satisfaire les besoins des 76.313 bénéficiaires actuels. Cependant la question d'approvisionnement en eau potable ne restait pas le seul problème de cette population, elle était aussi confrontée aux problèmes liés à l'hygiène et à l'assainissement de leur environnement.

La construction de cette adduction vers le quartier de Bankoko (captage des sources et construction des infrastructures dans cette zone) a commencé en 2015, mais à ce moment la réalisation de la conduite principale et du système de distribution n'a pas pu être réalisée pour des raisons administratives/légales. En effet, les démarches pour bénéficier de l'exonération de l'acquisition des équipements hydrauliques dans le cadre du projet SAGE n'avaient pas abouti avant le terme dudit projet.

C'est dans cette optique que CIDRI et Protos, fidèles à leurs engagement de contribuer à l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans la province de l'Ituri, ont élaboré le projet ***« Gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs »*** et ont bénéficié du financement de la **Katholische Zentralstelle für Entwicklungshilfe e.V**. à travers **Misereor** et cofinancé par **Join For Water** (grâce aux financements du gouvernement belge et de l'Union européenne).

1.2 Justification de la mission

Du 01/07/2018 au 31/03/2020 le projet ***« Gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs »*** ou encore projet de gestion de l'Eau et l'Assainissement en Ituri (EASI) Ngongo II, a été mis en œuvre dans le but de contribuer à pérenniser l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement par une professionnalisation de la gestion et l'application des pratiques de l'approche de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans la province de l'Ituri, République Démocratique du Congo (RDC). D'importantes réalisations ont été faites au bénéfice des populations cibles dans la ville de Bunia et ses environs.

Comme dans la plupart des projets financés par Misereor, une évaluation finale externe était prévue afin d'apprécier la mise en œuvre et les résultats obtenus à terme, l'appropriation par les différents acteurs à la fin de l'action, et de formuler des recommandations. Des enseignements nécessaires sont tirés et capitalisés dans les interventions futures.

[2] https://www.caid.cd/index.php/donnees-par-villes/ville-de-bunia/?domaine=fiche

L'évaluation a porté sur l'ensemble des interventions du projet. Elle a pris en compte les résultats tels que définis dans le dossier technique du projet. Tous les aspects de mise en œuvre du projet étaient, couverts par l'évaluation c'est à dire les aspects techniques et financiers sur toute la durée du projet.

L'évaluation du projet a été faite suivant les critères de pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité aux différents niveaux (économico-financier ; institutionnel ; environnemental ; technologique ; socio-culturel et politique). Les questions additionnelles précisées dans les TdR étaient également prises en compte. L'évaluation devrait permettre également de répondre au niveau de renforcement de CIDRI et fournir des éléments sur la capacité de CIDRI à autonomiser ses fonctions les plus pertinentes et réalistes.

En pratique, il s'agissait de mesurer le statut global de mise en œuvre, les acquis pour les bénéficiaires et les administrations locales, les forces et faiblesses de la mise en œuvre, les bonnes pratiques et leçons apprises des modalités de réplicabilité, la durabilité des acquis. L'analyse a permis de ressortir les facteurs majeurs qui ont favorisé l'atteinte des résultats, les faiblesses/obstacles qui ont freiné sa progression et les approches de solutions.

Les termes de référence ont fait aussi une proposition sur le caractère participatif et inclusif de la conduite de la mission et le séquençage des activités qui est prise en compte dans la présente évaluation.

1.3 Objectifs de la mission

Les principaux objectifs de l'évaluation finale étaient les suivants :

- ☞ Fournir aux partenaires du projet ***« Gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs »*** des informations suffisantes qui leur permettront de faire une juste appréciation sur la pertinence du projet et sur l'atteinte de ses objectifs et résultats escomptés en termes de pertinence, d'efficience, d'efficacité, d'impact et de durabilité ;
- ☞ Traiter du renforcement de CIDRI dans l'évaluation ;
- ☞ Fournir des recommandations, identifier les leçons apprises et les éventuelles bonnes pratiques pour aider les parties prenantes du projet dans l'amélioration de la stratégie et la mise en œuvre des phases suivantes pour l'atteinte des objectifs.

2. Brève présentation du projet et méthodologie de mise en œuvre

2.1 Accord de financement et structuration du projet

Après la notification de l'acceptation du projet, l'accord de financement a été consacré par la signature du contrat entre le demandeur Protos et le partenaire financier Misereor sous le numéro 148-038-1011 ZG pour une période de 24 mois.

La recrudescence des conflits par des milices armés et l'avènement de la Covid-19 sont à la base des arrêts momentanés des activités du projet et partant, ont influé sur le calendrier ou la durée du projet, ce qui a conduit à une prolongation de 3 mois (rapport de clôture).

Le projet était structuré autour de 4 principaux résultats pour impacter globalement toute la population de Bankoko, mais de façon prioritaire les avenues bénéficiaires des kiosques à eau, les 5 écoles bénéficiaires de diverses réalisations et 1000 ménages pour les latrines familiales. Le tableau ci-dessous donne une présentation synoptique du projet.

Tableau 1 : Vue synoptique de projet EASI

Titre de projet	*Gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs*		
Financement	Katholische Zentralstelle für Entwicklungshilfe e.V., Misereor & Protos/CIDRI		
Numéro du projet	148-038-1011 ZG		
Zone d'intervention géographique	Province de l'Ituri (république démocratique du Congo)		
Date de début du projet	01 juillet 2018	Date de fin du projet	30 septembre 2020
Consortium d'exécution	Coordonnateur de l'action : Protos Structure en charge de la mise en œuvre : CIDRI-ONG		
Personne de contact	) Belgique : Harald van der Hoek (Protos, Gent)) Ouganda : Lieven Peeters, Coordonnateur Régional Protos Grands Lacs		
Groupes cibles	Population de Bankoko (28.000 personnes)		
Bénéficiaire finaux	) 28.100 personnes pour l'eau potable) 1000 ménages soit 6000 personnes bénéficiant de latrines familiales) 5 écoles primaires (Agneau de Dieu ; Baraka au quartier Kanyasi ; Sainte Cécile au Quartier Bankoko ; EP Bankoko ; Mont Bleu		
Objectif du développement du projet	**Objectif global :** contribuer à pérenniser l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement par une professionnalisation de la gestion et l'application des pratiques de l'approche GIRE **Objectif spécifique** : OS1 : Augmenter l'accès à l'eau potable ainsi que l'hygiène et l'assainissement dans la zone de Ngongo II, non seulement par la construction des ouvrages, mais aussi en élaborant une gestion appropriée en incluant les différents acteurs : société civile, consommateurs, autorités publiques, autres acteurs de développement etc. et en renforçant le rôle de chacun. OS2 : A la fin du projet, les capacités de CIDRI sont renforcées tant au niveau opérationnel, qu'au niveau stratégique.		
Principaux résultats attendus	**R1** L'accès à l'eau potable l'assainissement de base a augmenté, conformément à la vision intégrée **R2** La gestion locale des systèmes d'eau potable (existants et des nouveaux) en Ituri est améliorée **R3** Une vision intégrée du secteur de l'eau potable et de l'assainissement est développée et est portée par les acteurs clés en Ituri **R4** Le rôle de CIDRI évoluera vers le plaidoyer provincial et national au travers groupe sectoriel et échangera davantage ses expériences avec d'autres acteurs		
Principales activités	1. Finalisation d'un nouveau système d'eau à Bankoko- Ngongo II 2. Ecoles assainies avec pack GIRE 3. Autres activités autour d'hygiène et assainissement 4. Réunions et échanges entre comités de gestion 5. Réunions avec Comité de Pilotage 6. Capacités de plaidoyer 7. Renforcement managérial 8. Renforcement de la position de CIDRI dans un montage multi acteurs		
Valeur totale du projet	511 336,50 USD	Subventions Misereor	63%

Source : Document du projet

2.2 Analyse des problèmes que le projet vise à résoudre

L'accès à l'eau potable et à des infrastructures d'assainissement de qualité constitue un véritable problème pour cette population de Bunia qui croît de jours en jours.

La REGIDESO, structure publique qui gère les réseaux d'eau potable en milieu urbain, n'est pas en mesure de suivre cette croissance effrénée due en partie à l'afflux des populations fuyant la guerre et les conflits interethniques. L'espace à desservir est trop large, tandis que les ressources financières sont rares. En milieu rural, le SNHR (Service National d'Hydraulique Rurale) n'a pas non plus les moyens nécessaires pour remplir sa mission. Le réseau de la REGIDESO dans le périmètre urbain et de Ngongo I, soutenus par quelques forages privés constituent les seuls équipements d'approvisionnement au niveau de la ville. Comme souligné dans le dossier technique de ce projet, les réseaux sont à la limite de leur saturation laissant de nombreuses populations à leur sort.

Au sein des communautés, l'observance des règles d'hygiène est quasi inexistante. Elles sont pour la plupart du temps exposées à de nombreux cas de maladies. Les risques liés à l'utilisation de l'eau de surface des rivières ou des sources non aménagées et à des pratiques non hygiéniques sont suffisamment sérieux et dangereux (source de maladies hydriques chroniques). Fort de ces constats des défis majeurs ont été formulés. Il s'agit de :

Du point de vue de la santé :

- ☞ Augmenter l'accès à l'eau potable en quantité suffisante à proximité de la population pour que celle-ci n'utilise plus de l'eau de surface des rivières ou des sources non aménagées ;
- ☞ Augmenter l'accès à l'assainissement par la réalisation des dispositifs de base telles que des latrines améliorées (à fosse ventilées) au niveau des ménages et des écoles ;
- ☞ Promouvoir des comportements hygiéniques au niveau des ménages et des écoles ;
- ☞ Diminuer la corvée des femmes et des enfants pour la quête de l'eau

Du point de vue sociale :

- ☞ Augmenter le « Pouvoir » et la fierté de la communauté. En effet, le fait d'avoir de l'eau chez soi grâce à un nouvel équipement hydraulique et d'avoir impliqué la communauté dans son exécution et sa gestion, crée une conscience de soi-même, une solidarité et un esprit communautaire qui peuvent être des catalyseurs pour d'autres initiatives ;
- ☞ Admettre la parité des droits entre les hommes et les femmes dans l'exécution et la gestion de l'œuvre public ;
- ☞ Développer une coexistence harmonieuse entre les groupes ethniques autour des acquis du projet.

2.3 Portée de la mission

L'évaluation finale a porté sur la mise en œuvre des activités du projet et la performance de celui-ci en tenant compte des résultats, des objectifs et des effets accomplis et en utilisant les critères d'évaluation de pertinence, d'efficacité, d'efficience, de durabilité et d'impact.

Au cours de cette évaluation, un accent particulier a été mis sur la contribution du projet à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau en général ; la pérennisation de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement en particulier d'une part et comment les capacités de CIDRI sont renforcées tant au niveau opérationnel, qu'au niveau stratégique d'autre part.

Globalement, il a été question de ressortir les facteurs majeurs qui ont favorisé l'atteinte des résultats et les faiblesses/obstacles qui ont freiné la progression vers cette atteinte. Elle a pris en compte les résultats tels que définis dans le cadre logique du projet. Tous les aspects de mise en œuvre du projet sont couverts par l'évaluation y compris les aspects techniques et financiers sur toute la durée du cycle de mise en œuvre du projet. Les impacts sur les personnes non ciblées, ainsi que la survenue d'autres impacts et la

pérennisation des actions étaient analysés. Les thèmes transversaux comme les partenariats, et le genre n'étaient pas occultés.

2.4 Démarche de conduite de la mission

Les réalisations du projet en fonction des résultats intermédiaires et immédiats attendus ont été appréciées en toute indépendance en utilisant les critères énumérés au point 3. L'approche adoptée a été participative, consultative et inclusive comme souhaitée dans les termes de référence afin de saisir les opinions d'un large éventail de parties prenantes garantissant une collaboration étroite avec la coordination du projet, et les différentes parties prenantes au projet. Les échanges ont été réguliers tout au long de la mission par des entretiens directs, des mails ou des appels téléphoniques. La collecte de données a été mixte. L'évaluation a été assez qualitative, mais l'amélioration de la qualité du service public de l'eau et l'accès à l'hygiène et l'assainissement au niveau des bénéficiaires finaux, nous a amené à faire un sondage dans cette population. Donc une collecte quantitative légère a été adoptée, d'où la méthode de collecte mixte. La collecte de données a porté sur 66 ménages, 10 gestionnaires de points d'eau dans les quartiers de Bunia à travers un entretien structuré avec l'application CSentry de CSPRO et 22 personnes ressources (liste en annexe).

Pour la conduite des entretiens structurés, 2 enquêteurs ont été identifiés et formés avec l'appui de CIDRI. La formation s'est déroulée le 4 mars 2021 au siège de CIDRI. Les deux enquêteurs ont été répartis dans les avenues du quartier Bankoko à Bunia et ses environs pour l'administration des questionnaires aux groupes cibles bénéficiaires (ménages, écoles, gestionnaires des points d'eau et observations). Les entretiens ont été conduits par le chef de mission avec les différentes personnes ressources. La collecte des données a couvert la période de collecte du 2 au 11 mars 2021. Le tableau ci-dessous présente le point des personnes ressources et bénéficiaires enquêtés.

Tableau 2 : Cibles et échantillons enquêtés

Cibles	Taille	Observation
CIDRI, centre d'initiation au développement rural en Ituri	5	Coordonnateur de l'action, responsable suivi évaluation, RAF, Mobilisatrice sociale, Chef département technique
Join For Water – Protos	4	Représentant résident actuel, Chargé de programme actuel, Représentant Résident au moment de mise en œuvre du projet, Collaborateur du service programme au siège en Belgique
Autorités locales	3	Bourgmestre Mbunya, Bourgmestre Shari, CQ Bankoko,
Comités de gestion de réseaux d'adduction	1	Président CA GESB,
Groupe sectoriel eau et assainissement	3	Point focal villages assainis, DPS, Cluster Wash
Ménages	66	
Société civile	1	Coordonnateur Provincial
Comité de pilotage	4	Point focal villages assainis DPS, Administratrice du territoire Irumu, Cluster Wash
Membres fondateurs de la SAGE, & membres actuels de l'exécutif de la sage	2	Coordonnateur de la SAGE, Président du CA SAGE,
Superviseurs en eau et assainissement des zones de santé	1	Sup EA zone de Santé Bunia
Ecoliers	20	
Enseignants	3	Enseignant Ste Cécile et EP Bankoko
Gestionnaire des points d'eau	12	
Visite de terrain à Bunia		Latrines Ste Cécile, Agneau de Dieu, latrines ménages, site de production des dalles Sanplat

L'observation directe a été au cœur de la mission afin d'apprécier l'effectivité des changements survenus dans la pratique des acteurs.

SMA-Conseils a fondé l'évaluation sur les commentaires directs des différentes parties prenantes et l'examen des documents disponibles et les visites sur le terrain afin d'apprécier au mieux les réalisations quant à l'amélioration des connaissances. Le croisement des points de vue des acteurs dans une approche pluridisciplinaire afin de mettre l'accent sur le changement le plus significatif a été effectué. Une rigueur est tenue à l'analyse des indicateurs du cadre logique suivant le genre (besoins des femmes et des couches vulnérables) et les résultats qualitatifs obtenus sur le terrain. Les recommandations et conclusions sont basées sur des informations triangulées ou sur des évidences.

Trois grandes phases ont caractérisé la démarche de mise en œuvre de la mission :

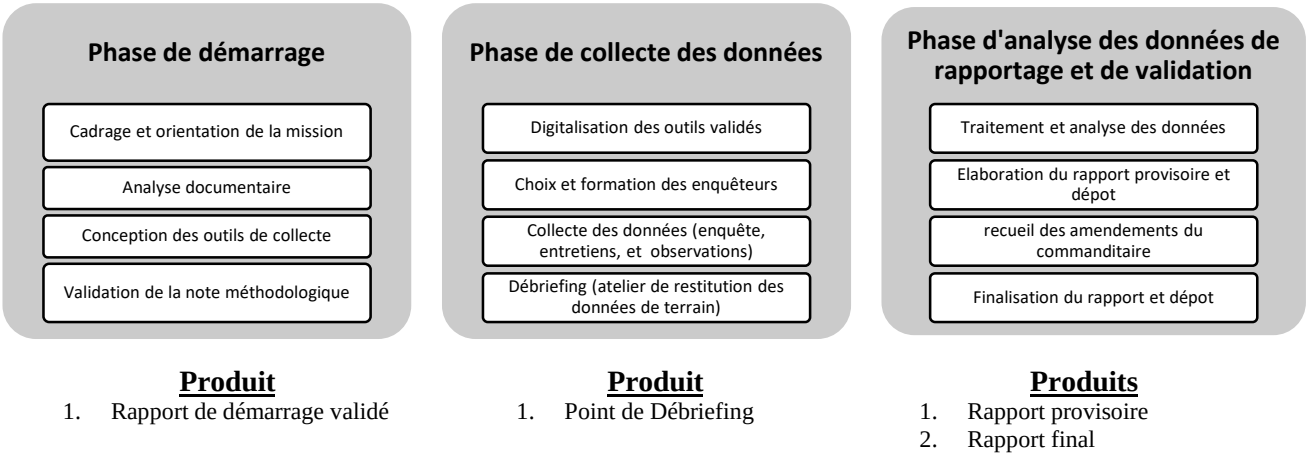


Diagramme 1 : Etapes de mise en œuvre de la mission

2.5 Zone d'intervention du projet

D'une superficie de 576 km², la ville de Bunia vient d'être séparée du territoire d'Irumu suite au démembrement de nouvelles provinces. Elle est donc limitée au Nord par la collectivité, chefferie de Baboabokoe tronçon Mudzipela, à l'Est par la chefferie de Bahema Banywagi tronçon Mandro et Zumbe, à l'Ouest par les collectivités de Bahema d'Irumu et au Sud afin, par Baboabokoe axe Dhele. Elle est constituée de douze quartiers qui comptent dans leur ensemble 309 avenues dont le quartier Bankoko. Les coordonnées de Bankoko à l'entrée de Rond-Point CAPA sont de 01°33.728' N et de 030°14.290' E et au terminus, à l'entrée de l'abattoir de 01°32.861' N et 030°12.979 E[3].

2.6 Difficultés pendant la collecte

Un peu avant la descente de la mission à Bunia pour la phase de collecte des données, le réseau a été victime de vandalisme de la part des groupes armés qui ont privé toute la population de Bankoko et ses environs d'eau potable sur plusieurs semaines. Pendant les 10 jours que nous avons séjournée dans le milieu, aucune goutte d'eau n'a coulé des robinets des 17 kiosques installés sur le réseau.

Aussi, la mission n'a pas pu effectuer le déplacement vers Ngongo pour visiter les infrastructures réalisées dans le cadre de ce projet à savoir les captages de source, les chambres collectrices, la chambre de départ. Toutefois, les autorités sont à pieds d'œuvre pour rétablir la sécurité dans cette zone et par conséquent de l'eau.

[3] Dossier technique du projet

3. Formulation et mise en oeuvre du projet

3.1 Formulation du projet

3.1.1 *Analyse du cadre logique et des cibles*

L'analyse du cadre logique indique un objectif global, deux objectifs spécifiques, et 4 résultats avec 7 indicateurs de réalisation. Le tableau ci-dessous présente l'analyse des indicateurs suivant les critères SMART.

Tableau 3 : Analyse du cadre logique et des indicateurs SMART

Résultats attendus	**Indicateurs de résultat**	Spécifique	Mesurable	Réalisable (Archivable)	Pertinent (relevant)	Temporellement défini
R1 L'accès à l'eau potable l'assainissement de base ont augmenté, conformément à la vision intégrée	IR1 Nouveau système gravitaire d'eau potable construites à Bankoko	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	IR3 Nombre d'écoles qui ont des installations sanitaires et peuvent les opérer selon l'approche GIRE	Non	Oui	Oui	Oui	Non
	IR4 La situation de la santé dans la zone cible s'est améliorée	Non	Non	Non	Oui	Non
R2 La gestion locale des systèmes d'eau potable (existants et des nouveaux) en Ituri est améliorée	IR2 Les systèmes tarifaires introduits fonctionnent durablement et couvrent les coûts (revenus comme dépenses (planifiées))	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
R3 Une vision intégrée du secteur de l'eau potable et de l'assainissement est développée et est portée par les acteurs clés en Ituri	IR5 Les différents Comités d'eau sont chapeautées par la SAGE et ont obtenu un statut légal pour opérer les installations	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
R4 Le rôle de CIDRI évoluera vers le plaidoyer provincial et national au travers groupe sectoriel et échangera davantage ses expériences avec d'autres acteurs	IR6 CIDRI a installé des routines internes fiables qui assurent le pilotage impeccable de la mise en œuvre du projet, l'administration et la coopération financière	Oui	Non	Oui	Oui	Non
	IR7 CIDRI s'est mis en réseau avec d'autres acteurs ayant ainsi amélioré la gestion du savoir dans le secteur de l'eau et Ituri. Les acteurs peuvent obtenir des informations de soutien au sujet de questions pertinentes relatives au suivi du projet ou d'autres questions relevant du secteur d'eau et/ou passer ces informations a d'autres acteurs	Non	Non	Oui	Oui	Non

L'analyse de ce tableau montre que plusieurs indicateurs ne sont pas mesurables. Certains sont très généraux comme « IR4 : La situation de la santé dans la zone cible s'est améliorée ». L'obtention de cet indicateur serait à long terme donc pas à l'échelle de la durée d'intervention de ce projet.
Au-delà de ces éléments clés, quelques points importants retiennent l'attention. La plupart des indicateurs sont composites et rend complexe leur mesure. Comme exemple on a :

IR3 Nombre d'écoles qui ont des installations sanitaires et peuvent les opérer selon l'approche GIRE,

IR5 Les différents Comités d'eau sont chapeautés par la SAGE et ont obtenu un statut légal pour opérer les installations.

La formulation du résultat R2 apparait beaucoup plus comme un objectif qu'un simple résultat à atteindre car il doit être l'aboutissement de plusieurs résultats dont : (i) la SAGE est créée et

fonctionnelle, (ii) des outils de management des Comités de gestion sont mis en place et exploités. Autrement le seul indicateur à utiliser pour la mesure de R2 n'est pas suffisant pour l'appréhender dans toute sa complexité.

Après analyse du DTF, il ressort que :

Le projet vient compléter les actions inachevées d'autres projets

Le projet prévoit un renforcement des capacités de CIDRI ainsi que le renforcement de sa position stratégique parmi les acteurs du secteur de l'eau

La plupart des activités contribuant à l'obtention des résultats attendus (2,3,4) sont conduites en synergie avec le projet SAGE

On note une bonne cohérence entre les activités prévues et les différents résultats attendus

3.1.2 *Parties prenantes*

Le projet s'est inscrit dans une logique d'augmentation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base par les populations ainsi que la promotion des comportements hygiéniques au niveau des ménages de Bankoko et écoles et a placé les bénéficiaires au cœur de l'action. Ces bénéficiaires à travers les sages des villages et les chefs coutumiers ont contribué à la mobilisation des communautés tant physiques que financière. Aussi les écoles ont contribué à la conscientisation des enfants en vulgarisant l'avantage de la consommation d'une eau potable et d'un environnement sain.

Les deux partenaires de mise en œuvre pour coordonner l'ensemble des actions :

- **CIDRI** : Centre d'Initiation au Développement Rural en Ituri, une organisation non-gouvernementale de développement en Ituri spécialisée dans les études et les travaux d'adduction d'eau potable, les aménagements de sources villageoises et les formations relatives à la gestion des ouvrages hydrauliques.
- **Protos** coordonne l'action et donne un appui de renforcement à CIDRI, aux services d'état, aux comités de gestion et à la société civile.

Les structures suivantes ont eu une influence sur la mise en œuvre du projet. Il s'agit de :

- La structure d'appui SAGE : Acteur clé dans le Groupe Sectoriel, représentant les usagers à travers des comités de gestion dans le dialogue avec les autorités (locales), les services étatiques et les autres parties prenantes.
- Le groupe sectoriel à travers les réunions de concertation avait pour but d'initier le dialogue entre les acteurs ; d`identifier les priorités à court et long termes, et de faire des propositions sur les points clés et les rôles et tâches spécifiques des différents acteurs à inclure dans le Plan Sectoriel.
- Les Eglises : elles véhiculeront les messages de sensibilisation à leurs fidèles et feront passer des communiqués ponctuels relatifs à l'organisation des travaux communautaires.
- Autres acteurs comme les associations de développement et le Comité de Santé (COSA) ont été aussi ciblés.

3.1.3 *Articulation avec les projets antérieurs et contemporains*

Le projet EASI vient compléter les actions entreprises dans d'autres projets : MYP3 et 4, projet SAGE

Le MYP 3 (2014-2016) de Protos cofinancé par la DGD de la Belgique a permis de réaliser

Pour l'accès à l'eau :

- Captage de 9 sources avec un débit de 5 litres par seconde
- 4 chambres collectrices d'une capacité de 1 m³ chacune
- 1 chambre de sédimentation/départ avec un temps de retenu de 1 heure
- Protection de l'aire des sources contre l'érosion
- Construction de 3 kiosques à eau en expérimentation
- Plan de situation zones des sources
- Profil en long
- Plans de situation de distribution (17 kiosques)

Concernant l'accès à l'assainissement et les connaissances sur l'hygiène et la santé :

- Création, formation et accompagnement de 5 groupes PHAST pour une population de 26.700 personnes
- Création, formation et accompagnement de 4 groupes HAMS pour 3080 écoliers

La requête introduite en décembre 2015, pour une exonération des taxes de douanes pour l'importation des équipements et matériaux hydrauliques a été obtenue le 6 octobre 2017.

Dans le cadre du MYP 4 de Protos cofinancé par le gouvernement belge (DGD) (2017-2021) :

5 groupes PHAST pour une population de 28.000 personnes
4 groupes HAMS pour 3 080 élèves ont été formés et accompagnés

Les réalisations relatives à l'hygiène et l'assainissement dans le cadre du projet MYP3 et MYP4 de Protos n'ont pas précisé les zones d'implémentation de ces actions.

Dans le cadre du projet SAGE (Structure d'Appui à la Gestion de l'Eau), une structure de deuxième degré[4] a été créée, qui regroupe les Comités de gestion et qui les représente dans le groupe sectoriel et défend leurs intérêts devant des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux. En même temps, cette Structure aide les Comités à mieux gérer leur patrimoine afin d'améliorer l'accès à l'eau pour la population. Le projet SAGE a contribué à la mise en place du réseau de Bankoko à travers le financement partiel des travaux/équipements suivants :

- Achat de matériels hydrauliques pour la réalisation des travaux
- Excavation de tranchées pour les conduites sur les tronçons rocailleux
- Piquetage, reprofilage et pose de conduites.

3.1.4 *Gestion administrative et organisationnelle du projet*

La collaboration entre les deux acteurs Protos et CIDRI s'est inscrite dans une convention de partenariat signée par les deux parties. La gestion administrative et financière a obéi aux dispositions contenues dans le manuel de procédures en vigueur chez Protos et adoptés par Protos et CIDRI qui fait le point sur l'organisation du système de suivi, les procédures de décaissement et la répartition des responsabilités.

Le projet a été chapeauté par un Comité de Pilotage, présidé par CIDRI et composé des représentants de Protos (1), Comites d`eau (2), Autorités Locales (2), structures étatiques (SNHR, REGIDESO), Services Sanitaires étatiques (3), Société Civile (coordinateur du SOCIT (Société Civile de l'Ituri). Ce comité s'est réuni 2 fois par an pour approuver le plan d'action, amender la stratégie si nécessaire et

4 Structure de deuxième degré = organisation faîtière englobant les petites organisations, expérience est inspirée sur la publication coopérer pour pérenniser, https://www.protos.ngo/sites/default/files/publications/files/cooperer_pour_perenniser-2011.pdf

approuver les résultats de la période précédente. Des personnes ressources pourraient être invitées à participer au Comité de Pilotage pour aider dans les réflexions stratégiques.

Une équipe de mise en œuvre à compétence multidisciplinaire complémentaire a compris :

CIDRI : a mis en place un personnel de 10 personnes (coordinateur de CIDRI, Chef département technique, Chef département social, Chargé suivi et évaluation, Hydraulicien, Mobilisatrice sociale responsable financier, une caissière, Un chauffeur et un gardien) tous à temps partiels avec des taux de charge différents.

Protos : a mis à disposition un coopérant technique

3.1.5 *Suivi-évaluation*

Le suivi-évaluation a été caractérisé par les éléments suivants :

- Une réunion de présentation et programmation a été organisée avec l'ensemble des acteurs clés, pour lancer le projet
- La base du suivi était le **cadre logique et le plan d'action**
- Une feuille de suivi décrivant la méthode et l'outil à utiliser pour mesurer l'indicateur précisant le responsable de l'indicateur
- **Un comité de pilotage** a veillé à la conformité du projet et à l'esprit du DTF du projet en proposant des actualisations au niveau du contenu du projet
- Une **évaluation finale** externe a traité les questions d'efficacité, d'efficience, d'impact, de durabilité et de l'appropriation par les différents acteurs à la fin de l'Action, et a formulé des recommandations pour les interventions futures de CIDRI
- Le projet a été soumis aux **audits financiers** selon les procédures de Misereor

3.1.6 *Analyse budgétaire*

Le tableau présente les sources de financement suivant chaque rubrique. Globalement Misereor a contribué 57% contre 43% par Protos et CIDRI, mobilisé sous forme de levier à partir d'autres projets.

Tableau 4 : financement du projet

N°	Grandes rubriques	MISEREOR/KZE	Protos/ CIDRI	total
1	Constructions	186 831,65	108 872,97	295 704,62
2	Dépenses non-récurrentes (investissements)	1 150,00	0,00	1 150,00
3	Coûts de personnel	50 947,54	39 773,13	90 720,66
4	Dépenses récurrentes	9 300,00	38 075,00	47 375,00
5	Administration	16 640,00	20 343,50	36 983,50
6	Évaluation	12 000,00	0,00	12 000,00
	Total	276 869,18	207 064,59	483 933,78
	proportion	57%	43%	

Source : DTF

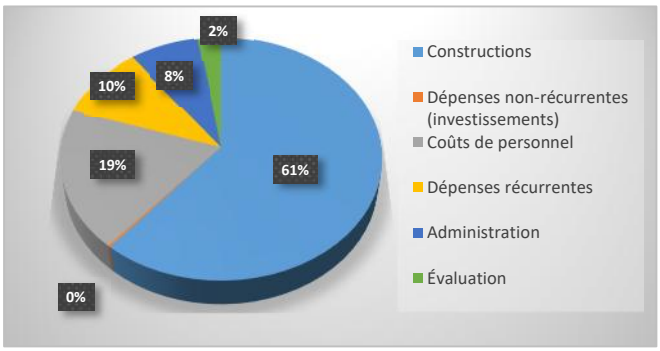


Diagramme 2 : Décomposition du budget suivant les rubriques

L'analyse du diagramme 2 montre que l'essentiel du financement a été consacré à la construction des ouvrages d'eau et d'assainissement au profit des bénéficiaires (ménages, écoles) à hauteur de 61% suivi du coût du personnel 19%. Le projet d'une durée de 27 mois (après prolongation) disposait d'un budget

global de 483 933,78 euros. Le projet a prévu la mise à disposition de terrain par le répondant juridique sous forme de contribution locale hors budget.

3.2 Mise en œuvre

3.2.1 *Conduite de l'action*

Le projet a démarré le 1er juillet 2018 et a pris fin le 30 septembre 2020. La conduite du projet s'est déroulée comme suit : (i) la visite conjointe CIDRI et autorités locales au niveau du quartier pour une reconnaissance des lieux : la phase initiale du projet a mis l'accent sur le démarrage des travaux de construction de la conduite principale et du système de distribution de l'adduction d'eau Ngongo II avec pour objectif de transférer le système de distribution d'eau le plus rapidement possible afin de fournir un soutien au comité de gestion au cours du projet. Ce démarrage rapide des travaux s'est fait également par la mobilisation des populations bénéficiaires pour leur contribution à la réalisation des travaux ; (ii) recensement de toute la population pour savoir qui ont tous ces besoins ; (iii) Ainsi, un comité a été installé dès le début pour sensibiliser la population de porte à porte en leur montrant l'importance d'avoir de l'eau potable, des toilettes, de faire le lavage des mains pour préserver la qualité de l'eau potable qui sera mis à leur disposition etc. ; (iv) Les trois écoles primaires privées et une école conventionnée ont été visitées. (iv) la mise en place des infrastructures d'eau et d'assainissement (toilettes construites suivies d'une formation sur l'utilisation de ses latrines).

A la suite de cette mise en route, une concertation a eu lieu avec les intervenants du secteur de l'eau pour décider de l'organisation de la structure de gestion des infrastructures d'eau. Le comité de gestion a été mis en place puis formé sur la gestion des réseaux suivant le modèle de gestion promu par la SAGE.

3.2.2 *Analyse des indicateurs de la mise en œuvre*

Il a été remarqué que les indicateurs utilisés dans les rapports de progrès ne sont pas les mêmes que ceux utilisés dans le document de formulation du projet. Le tableau ci-dessous présente l'analyse de ces indicateurs.

Tableau 5 : Analyse des indicateurs de la mise en œuvre

Indicateurs	Spécifique	Mesurable	Réalisable (Archivable)	Pertinent (relevant)	Temporellement défini	Commentaires
Indicateur 1a) : valeur cible convenue (en fin de projet) : 28.100 personnes auront un accès sécurisé à l'eau potable, à proximité de leurs logements et avec un temps d'attente de moins de 30 minutes	N	O	O	O	O	Indicateur agrégé qui prend en compte l'accès physique aux populations car couvrant une zone géographique, mais intègre également le facteur distance et le facteur temps de marche pour le puisage
Indicateur 1b) : Les structures administratives de l'ouvrage fonctionnent de manière durable (les tarifs sont établis et calculés de façon à couvrir les coûts ; tout le monde paye selon les règlements)	N	N	O	O	N	Cet indicateur est plus qualitatif que quantitative. Il est complexe. Sa mesure va dépendre de plusieurs facteurs à savoir l'environnement d'exercice, les outils mis en place, l'exploitation individuelle de chaque outil.
Indicateur 1c) : Cinq écoles ont des installations sanitaires (une d'entre elles Ecosan) et peuvent les gérer selon le système GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau)	N	N	N	O	N	Cet indicateur a une partie quantitative et une partie qualitative (volet GIRE). Ce qu'on veut mesurer dans le volet GIRE n'est pas clair. Ce qui rend l'indicatif complexe et irréalisable
Indicateur 1d) : 1000 ménages ont construit des latrines avec l'aide de Sanplat et les utilisent régulièrement. Les latrines sont propres (savon et eau sont disponible en permanence)	N	O	N	O	N	Pour faciliter la mesure, cet indicateur peut être scindé en trois indicateurs : - construction d'ouvrages - utilisation de l'ouvrage - entretien de l'ouvrage
Indicateur 1e) : Les différents comités de gestion d'eau potable sont chapeautés par la SAGE et ont obtenu un statut légal pour opérer les installations	N	O	O	O	O	Pour faciliter la mesure, cet indicateur peut être scindé en deux indicateurs : - mise en place de la SAGE - reconnaissance légale des comités de gestion
Indicateur 1f) : CIDRI a mis en place des procédures internes de contrôle sûres/fiables qui assurent le pilotage impeccable de la mise en œuvre du projet, de l'administration et de la coopération financière	N	O	O	O	O	Cet indicateur comporte la mise en place des procédures internes et l'exploitation de ces procédures

Il ressort de l'analyse de ce tableau que les indicateurs ne sont pas SMART. Ils sont tous des indicateurs agrégés car comportant plusieurs facteurs à mesurer à la fois. Pour faciliter l'analyse, il serait souhaitable de les désagréger. Mais, la désagrégation va nécessiter la définition des valeurs de référence et cibles de chaque sous-indicateur. Afin de rester conforme à l'esprit des indicateurs renseignés au cours de la mise en œuvre, la mission a fait l'option de prendre en compte le facteur dominant dans l'indicateur agrégé suivant le tableau ci-après :

Tableau 6 : Définition de facteurs dominants des indicateurs

Indicateurs	Facteurs dominants	Valeurs de référence	Valeurs cibles
Indicateur 1a) : valeur cible convenue (en fin de projet) : 28.100 personnes auront un accès sécurisé à l'eau potable, à proximité de leurs logements et avec un temps d'attente de moins de 30 minutes	Nombre de personnes ayant accès à l'eau potable	4.800	28.100
Indicateur 1b) : Les structures administratives de l'ouvrage fonctionnent de manière durable (les tarifs sont établis et calculer de façon à couvrir les coûts ; tout le monde paye selon les règlements)	Le comité de gestion de l'ouvrage fonctionne	0	1
Indicateur 1c) : Cinq écoles ont des installations sanitaires (une d'entre elles Ecosan) et peuvent les gérer selon le système GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau)	Ecole disposant des installations sanitaires	0	5
Indicateur 1d) : 1000 ménages ont construit des latrines avec l'aide de Sanplat et les utilisent régulièrement. Les latrines sont propres (savon et eau sont disponible en permanence)	Nombre de dalles de latrines Sanplat mis à disposition des ménages	0	1000
Indicateur 1e) : Les différents comités de gestion d'eau potable sont chapeautés par la SAGE et ont obtenu un statut légal pour opérer les installations	Nombre de comités ayant un statut légal	0	8
Indicateur 1f) : CIDRI a mis en place des procédures internes de contrôle sûres/fiables qui assurent le pilotage impeccable de la mise en œuvre du projet, de l'administration et de la coopération financière	Procédures internes mises en place	0	1

Aussi, les indicateurs ne sont pas rattachés aux résultats attendus dans le document de projet. Pour faciliter l'appréciation, la mission a essayé de rattacher les six indicateurs aux résultats attendus. Ce qui donne le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : Relations entre Résultats attendus et Indicateurs de mesure

Résultats attendus	Indicateurs de mesure
R1 L'accès à l'eau potable et l'assainissement de base a augmenté, conformément à la vision intégrée	Indicateur 1a) : valeur cible convenue (en fin de projet) : 28.100 personnes auront un accès sécurisé à l'eau potable, à proximité de leurs logements et avec un temps d'attente de moins de 30 minutes
	Indicateur 1d) : 1000 ménages ont construit des latrines avec l'aide de Sanplat et les utilisent régulièrement. Les latrines sont propres (savon et eau sont disponible en permanence)
	Indicateur 1c) : 5 écoles ont des installations sanitaires (une d'entre elles Ecosan) et peuvent les gérer selon le système GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau)
R2 La gestion locale des systèmes d'eau potable (existants et des nouveaux) en Ituri est améliorée	Indicateur 1b) : Les structures administratives de l'ouvrage fonctionnent de manière durable (les tarifs sont établis et calculer de façon à couvrir les coûts ; tout le monde paye selon les règlements)
R3 Une vision intégrée du secteur de l'eau potable et de l'assainissement est développée et est portée par les acteurs clés en Ituri	Indicateur 1e) : Les différents comités de gestion d'eau potable sont chapeautés par la SAGE et ont obtenu un statut légal pour opérer les installations
R4 Le rôle de CIDRI évoluera vers le plaidoyer provincial et national au travers groupe sectoriel et échangera davantage ses expériences avec d'autres acteurs	Indicateur 1f) : CIDRI a mis en place des procédures internes de contrôle sûres/fiables qui assurent le pilotage impeccable de la mise en œuvre du projet, de l'administration et de la coopération financière

3.2.3 *Parties prenantes*

Tous les acteurs prévus dans la conception ont été mis à contribution dans la mise en œuvre. On a successivement :

Les populations bénéficiaires : ce sont les habitants de Bankoko qui bénéficieront de la construction du réseau d'eau et des infrastructures d'assainissement de base (Sanplats). Ils ont participé activement à la mise en place du réseau notamment par l'excavation des tranchées devant recevoir les conduites.

Elèves des écoles bénéficiaires : il s'agit des élèves des écoles bénéficiaires de la construction de toilettes. Ils sont également les bénéficiaires des formations sur l'Hygiène et l'Assainissement en Milieu Scolaire (HAMS) et ont participé aux activités de reboisement.

Autorités locales : il s'agit du gouvernement provincial qui a dirigé les réunions pour trouver des solutions aux situations bloquant l'évolution des travaux et du chef quartier et des chefs des avenues qui se sont impliqués dans la conscientisation de leurs administrés pour qu'ils libèrent le passage pour la tranchée à travers leurs champs ainsi que les négociations dans le cadre de dédommagement des cultures de surface arrachées.

CIDRI : il a coordonné sur le terrain l'ensemble des activités, en passant par une mobilisation sociale des populations bénéficiaires et le contrôle des activités de construction d'infrastructures réalisées.

Protos coordonnateur de l'action, donne son appui au processus et s'accorde avec CIDRI sur les décisions importantes avant leur mise en œuvre.

3.2.4 *Construction des infrastructures d'eau et d'assainissement*

La construction des infrastructures d'eau (finalisation du réseau d'eau) et d'assainissement (construction des toilettes et fabrication des Sanplats) étaient les activités prépondérantes du projet devant impliquer et impacter directement les bénéficiaires finaux. La construction du réseau d'eau a connu une participation active de la population bénéficiaire à travers l'excavation des tranchées.

Les autres travaux ont été confiés à des entreprises spécialisées. Il est à préciser que les contrats faits avec ces entreprises concernaient uniquement la main d'œuvre. L'approvisionnement des chantiers était totalement exécuté par CIDRI.

3.2.5 *Gestion des infrastructures réalisées*

La gestion du système d'eau réalisé est assurée par CIDRI en sa qualité de gestionnaire intérimaire. Il s'appuie sur les kiosquiers mis en place dans le cadre du projet pour la vente de l'eau.

Le bidon de 20 litres est à 100 FC. Après la vente, ces kiosquiers versent les recettes à CIDRI contre reçu. Ces kiosquiers bénéficient de 10% des recettes faites mensuellement. Les pertes enregistrées par rapport aux prévisions de recettes (sur la base des relevés de compteurs) sont prises en charges par ces kiosquiers après les recettes suivantes. La coordination de CIDRI a travaillé en collaboration avec les autorités du quartier et le comité de gestion élu. La remise du réseau à la GESB en cours de préparation conformément à la loi.

Les toilettes réalisées sont sous la responsabilité des écoles bénéficiaires qui ont été appuyées à travers la formation dont ont bénéficiés les groupes HAMS.

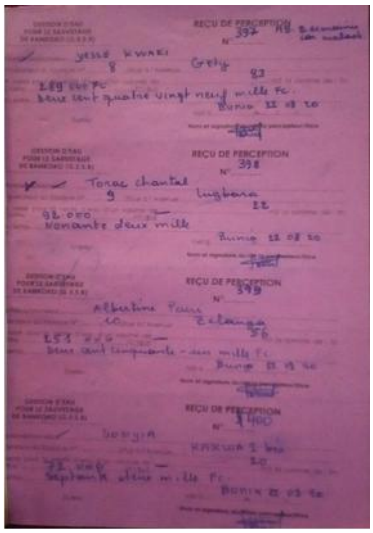


Photo 1 : Reçu de versement des recettes de vente d'eau des kiosquiers

3.2.6 *Suivi-évaluation*

Elaboration des rapports techniques et financiers : des rapports narratifs trimestriels étaient élaborés pour faire le point de la progression. Ces rapports permettaient de renseigner sur l'évolution des indicateurs de résultats et de l'objectif spécifique. En dehors de ces rapports narratifs trimestriels, il y avait également des rapports financiers trimestriels.

Quatres audits financiers ont été réalisés par Mukasa Yiga & Company pour les périodes du 1er juillet au 30 décembre 2018, du 1er janvier au 30 juin 2019, du 1er juillet au 31 décembre 2019 et du 1er janvier au 30 septembre 2020 avec pour objectifs de fournir à Misereor une preuve objective de l'utilisation correcte des fonds mis à la disposition du projet.

Evaluation institutionnelle de CIDRI : Join for Water/Protos, représenté par son Directeur Vincent Volckaert, accompagné de Tom Mestdagh, responsable service administration et financier de Protos Gent et Faith Ainebyona, assistante administrative Protos Région des Grands Lacs, a effectué une mission auprès de CIDRI pour une évaluation institutionnelle.

Evaluation finale externe : objet de ce rapport.

3.2.7 *Difficultés rencontrées*

De nombreuses difficultés ont été rencontrées au cours de la mise en œuvre. La principale restait l'insécurité dans la province. En effet, la situation sécuritaire reste encore très fragile dans la région du fait de la recrudescence des conflits par des milices armés.

La menace de la maladie à virus Ebola et l'avènement du Covid-19 ont été également des obstacles à la base des arrêts momentanés des activités du projet et ont influé sur le calendrier ou la durée du projet. Ceci a conduit à une prolongation de 3 mois sur le calendrier initial issu de la convention de financement du projet.

Il est à noter également quelques difficultés de compréhension entre les différents acteurs intervenant dans le secteur de l'eau. Il s'agit notamment du désaccord entre l'équipe de gestion du projet et Caritas Bunia concernant la gestion des réseaux d'eau.

Tableau 8 : Gestion des difficultés

	Difficultés	Approche de solutions
1	Résurgence de l'insécurité et travaux communautaires pour creuser la tranchée arrêtés au mois de juin 2019	Inversement de la planification par l'intensification des activités dans la zone de distribution : négocier des portions des parcelles pour la construction des kiosques Planification des activités en fonction des mises à jour sécuritaires
2	Vandalisme de la canalisation de la conduite principale au niveau du village de Ndembomalabo (96 ménages)	Implication du village de Ndembomalabo (96 ménages) dans le projet par l'installation d'un point d'eau pour avoir la coopération de ses habitants qui ont accepté d'œuvrer pour la protection des matériaux hydrauliques
3	Désaccord sur la gestion future du réseau de Bankoko	Recours à l'autorité provinciale qui a tranché en faveur du respect de la loi du 15/026 du 31 décembre 2015

3.2.8 *Activités non abouties*

Quelques activités prévues dans le cadre logique n'ont pas connu de réalisation ou n'ont pas été menées à terme. Il s'agit de :

- Construction des latrines d'EP Baraka non effectuée
- Fabrication et distribution des Sanplat à peine démarrés aux ménages
- Formation et support du groupe de théâtre (Drama groups) pour sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement non réalisée

3.2.9 *Evolution de la consommation budgétaire*

Le tableau ci-dessous présente le niveau d'exécution financière du projet. Le niveau d'exécution globale s'établit autour de 90%.

Tableau 9 : Consommations budgétaires T1, T2, T3 et T4

				Dépenses					Exécution Financière (EF)				
	Rubriques	Cout prév. (euros)	Cout prév. (USD)	T1	T2	T3	T4	Total	EF (T1)	EF (T2)	EF (T3)	EF (T4)	EF Global
1.	Construction d'infrastructures	295 705	312 449	108 705	48 307	76 965	56 551	290 528	35%	15%	25%	18%	93%
2.	Ressources humaines	90 721	95 858	27 835	24 451	32 263	27 502	112 051	29%	26%	34%	29%	117%
3.	Équipement et fournitures	1 150	1 215	-	115	664	-	779	0%	9%	55%	0%	64%
4.	Administration	36 984	39 078	5 251	11 774	15 452	9 395	41 872	13%	30%	40%	24%	107%
5.	Activités de projet (Formations et missions)	47 375	50 058	2 068	4 923	4 529	3 090	14 610	4%	10%	9%	6%	29%
6.	Evaluation externe	12 000	12 679	-	-	-	-	-	0%	0%	0%	0%	0%
	Total	483 934	511 336	143 859	89 570	129 873	96 537	459 839	28%	18%	25%	19%	90%

L'analyse de ce tableau montre que les investissements ont été exécutés de façon plutôt proportionnelle au niveau des quatre tranches (varient entre 18% et 28%). On remarque également que l'exécution des rubriques relatives aux ressources humaines et aux frais d'administration a dépassé le budget prévisionnel alloué à ces rubriques (respectivement 117% et 107%). Il est important de rappeler que le projet a bénéficié de 3 mois de rallonge du fait de l'insécurité qui a freiné la mise en œuvre de certaines activités et pourrait justifier le dépassement de ces frais.

4. Principaux résultats obtenus

4.1 R1 L'accès à l'eau potable et l'assainissement de base a augmenté, conformément à la vision intégrée

4.1.1 *Accès à l'eau*

4.1.1.1 Mobilisation de la population

La mobilisation sociale de la population a été une activité prépondérante pour la réalisation du système d'eau. Elle a démarré par l'organisation d'un forum de quartier auquel, le coordonnateur de CIDRI a été invité pour expliquer à la population notamment les groupements des jeunes les tenants et les aboutissants dudit projet et la contribution qui est attendue de leur part. Ce forum de quartier a eu un écho assez favorable auprès des ménages et des autorités locales qui se sont impliquées pour la réalisation des travaux communautaires d'excavation des tranchées sur près de 18 km entre Ngongo et les différents points de desserte (kiosques à eau, BF) soit près de 8100 m^3 de déblais et de remblais après la pose des conduites.

La compréhension du bien-fondé du projet a amené la communauté de Bankoko et environs à mettre à la disposition du projet 17 portions des parcelles (2,5 x 2,5 m) soit 106,25 m^2 de parcelles pour ériger les kiosques.

4.1.1.2 Acquisition et transport des matériaux et matériels hydrauliques

Après l'accord de l'exonération parvenu à CIDRI le 6 octobre 2017, un appel à candidatures a été lancé pour recueillir divers devis pour la livraison de ces matériaux. L'évaluation de ces offres a permis de retenir le fournisseur Multiple Industries soumis à l'approbation de Misereor avant la contractualisation. Parallèlement, un autre processus a été lancé pour assurer le transport de ces matériaux de Kampala jusqu'à Bunia. La même entreprise a été retenue pour assurer le transport avec 4 camions. Les matériaux ont été livrés par Multiple en décembre 2018, mais les articles n'ont été reçus que début 2019 dans l'entrepôt de Bunia loué par le CIDRI à cause d'un problème de confiscation d'un camion par l'armée congolaise après accusation du chauffeur d'avoir écrasé et tué un militaire.

4.1.1.3 Mise en place des infrastructures

Les travaux complémentaires réalisés dans le cadre du présent projet ont concerné essentiellement la mise en place du réseau de transport de l'eau et de la distribution. Le tableau ci-dessous fait la synthèse de l'ensemble des travaux du réseau Bankoko

Tableau 10 : Synthèse des travaux du réseau d'eau de Bankoko

	Réalisations	Financement
Zone de production	9 sources d'eau captées	Programme 2014-2016 de Protos cofinancé par la DGD de la Belgique
	4 collecteurs ou chambres collectrices de 1 x 1 m³ : 2 à Jingunga et 2 à Djukou	
	1 chambre de sédimentation et de départ ayant une dimension extérieure de 9 m de long, 3,90 m de large et 0,6 m d'hauteur avec un temps de retenu d'1 h	
	1 compteur et une vanne de tête de DN 110 mm installés dans la chambre de vanne et compteur	
	4.363,13 m, soit 753 tuyaux en PVC utilisés de DN 50 à 75 mm pour le raccordement aux sources	

	76302 m² des aires de captages sont protégés par les champs de paspalum contre les érosions régressives dues aux ruissellements des eaux de pluies torrentielles	
	18 sources d'eau captées pour porter le nombre total de sources captées à 27 dont 16 au site Jingunga et 11 à Djukou donnant un débit total de 5 l/sec soit 18 m³/h	Projet EASI
Conduite principale	21.715,85 m, soit 3.745 tuyaux en PVC de DN 140 PN 10 à DN 40 PN 10	Projet EASI
	2 brises charges construites,	
	2 vidanges	
	1 ventouse construite à 3.663,5 m de la CD	
	30 m de la traversée protégée du pont de la rivière Shari, 39 m de la Ngezi et 22 m du ravin chez Lutula	
	103 m des traversées protégées des routes	
	23 vannes d'arrêt installées	
	16 logettes construites sur les vannes d'arrêt	
	9 butées d'ancrage construites avec une longueur moyenne de 6,5 m par butée	
	01 réservoir de 3 m³ à Ndembomalabo sur la ligne de conduite principale pour 576 personnes	
Zone de distribution	17 kiosques à eau construits, raccordés en eau potable et équipés de compteurs avec trois robinets chacun	Projet EASI
	2.320 m de canalisation en tuyaux PVC de DN 50 PN 10 à DN 25 PN 10	
	17 logettes construites sur les vannes d'arrêts vers les kiosques	

Le tableau ci-dessous présente le point des écarts par rapport au plan de recollement.

Tableau 11 : Mise en évidence des écarts de réalisation

Equipements	***Approuvé selon le contrat***	***Selon le plan de recollement***	***Réalisations***	***Ecarts***	***Justifications***
Un réseau d'adduction	21.773 m	21.715,85 m	21.715,85 m	Aucun	
Réseau de distribution			2.320 m		
Brise charge	2 pce	-	2 brises charges construites	Aucun	
Traversée protégée de rivière	Pont Shari 36 m Pont Ngezi 39 m	Pont Shari 36 m Pont Ngezi 39 m	30 m de la traversée protégée du pont de la rivière Shari, 39 m de la Ngezi et 22 m du ravin chez Lutula	-6 m de la traversée protégée du pont de la rivière Shari + 22 m du ravin chez Lutula	Les 6 m (3m de part et d'autre) constituent une protection supplémentaire dans la terre ferme avec la gaine galvanisée. - 22 m traversée=non prévue dans le dossier initial, mais concerne une construction pour laquelle un aval de bailleur a été obtenu
Traversée protégée route	Traversée route bitumée Rd-point CAPA 25 m	Traversée route bitumée Rd-point CAPA 25 m	103 m des traversées protégées des routes	+ 78 m des traversées protégées des routes	Les 78 m correspondent aux passages des routes dans les avenues dans la zone de distribution.
Ventouse	5 pce	5 pce	1 ventouse construite	-4 ventouses construite	La mise en place des autres n'est plus jugé indispensable.
Vidange	6 pce	5 pce	2 vidanges	-3 vidanges	
Vanne d'arrêt	3 pce	4	23 vannes d'arrêt installées		
Kiosque	17 pce	17	17 kiosques à eau construits, raccordés en eau potable et équipés de	Aucun	

			compteurs avec trois robinets chacun		
Logette	31 pce	31	16 logettes construites sur les vannes d'arrêt 17 logettes construites sur les vannes d'arrêts vers les kiosques	+ 2 logettes	Voir explication sur ventouse et vidange.
		Butée d'ancrage + traversée ravins.	9 butées d'ancrage construites		
		Un réservoir de 3 m³+ 1 BF	01 réservoir de 3 m³ + 1BF	Aucun	

Ce point des réalisations du projet présente des légères différences avec les prévisions et au plan de recollement du projet. Les justifications sont apportées dans le tableau. La plupart de ces écarts permettaient de s'adapter aux réalités de terrain. Il faut citer essentiellement les traversés des routes dans les avenues et la nécessité de mettre en place un point d'eau à Ndembomalado afin de prendre en compte les besoins de cette communauté traversée par le réseau.

Photo 2 : Un kiosque à eau du réseau Bankoko fermé du fait du vandalisme sur le réseau

4.1.2 *Accès à l'assainissement et pack GIRE*

4.1.2.1 Niveau écoles

Le tableau ci-dessous présente la synthèse des réalisations dans les écoles retenues

Tableau 12 : Synthèse des réalisations dans les écoles

Ecoles	***Prévisions***	***Réalisations***	***Ecarts***	***Justification***
Agneau de Dieu	2 blocs à 4 portes, urinoir, chambre d'hygiène, lavages mains	1 bloc de quatre cabines de toilettes Ecosan avec une cabine pour hygiène menstruelle un raccordement en eau potable en cours + 2 dispositifs de lavages des mains	***Il reste à réaliser*** 1 blocs à 4 portes, + urinoir + raccordement à achever	L'ouvrage prévu pour Agneau de Dieu a été remplacé par un bloc de toilettes Ecosan afin d'avoir les deux modèles innovants
Baraka	2 blocs à 8 portes, urinoir, 2 chambres d'hygiène pour filles, lavage mains	***Rien n'a été exécuté***	***Il reste à réaliser*** 2 blocs à 8 portes, urinoir, 2 chambres d'hygiène pour filles, lavage mains	Adduction ne pouvait pas atteindre lors de ce projet = zone hors projet.
Sainte Cécile	2 blocs à 2 portes Ecosan, urinoir, chambre	1bloc de quatre cabines de toilettes Ecosan avec	***Pas d'écarts***	

	d'hygiène pour filles, lavage mains	une cabine pour hygiène menstruelle un raccordement en eau potable + 2 dispositifs de lavages des mains		
Bankoko	2 blocs à 4 portes, urinoir, chambre d'hygiène pour filles, lavage mains	2 blocs de latrines à 4 cabines chacune avec fosse septique à avec un raccordement en eau en cours+ 2 dispositifs de lavages des mains.	***Pas d'écarts***	
Mont Bleu	2 blocs à 2 portes Ecosan, chambre d'hygiène pour filles, lavage mains	Un raccordement de E.P	***Pas réalisé*** 2 blocs à 2 portes Ecosan, chambre d'hygiène pour filles, lavage mains	Une réalisation similaire de latrines a déjà été effectuée sur le site par un autre intervenant. Donc, une nouvelle réalisation de latrines ne se justifient pas.

Photo 3 : Module de 4 cabines et une chambre pour l'hygiène menstruelle à EP Ste Cécile et un raccordement en cours

Photo 4 : Deux modules de 4 cabines à EP Bankoko et un raccordement en cours

Ainsi, trois écoles sur cinq ont bénéficié des installations prévues par le projet.

4.1.2.2 Niveau ménage

187 dalles de latrines familiales de type Sanplat ont été réalisés dont 12 ont été distribuées à 8 ménages sur une prévision de 1000. Certains ménages ont reçu deux dalles pour réaliser des doubles cabines comme le montre la photo 5. Ceci montre un taux extrêmement faible de mise à disposition des dalles de type Sanplat (1,2%).

Photo 5 : Latrines familiales à double cabines dans un ménage à Bigo

Il est important de rappeler qu'au cours de la mise en œuvre, les orientations ont évolué visant à introduire le marketing de l'assainissement afin de faire des recettes à partir des dalles fabriquées.

Photo 6 : Une bénéficiaire de latrines de Bigo

Photo 7 : Des dalles Sanplat réalisées par CIDRI

4.1.2.3 Ingénierie sociale

Les activités d'ingénierie sociale n'ont démarré qu'après le 30 avril 2020 aussi dans les écoles qu'au niveau des avenues. Ces activités ont consisté au suivi des groupes PHAST et HAMS mis en place pendant la mise en œuvre du MYP3 de Protos cofinancé par la DGD de la Belgique. Il faut signaler que les écoles ont été successivement fermées pendant plusieurs mois à cause de la pandémie du Covid-19.

Au niveau des écoles, il est à retenir une (i) mise en place des comités d'hygiène et d'assainissement et des clubs HAMS dans les trois écoles bénéficiaires des réalisations, (ii) une reprise progressive des

animations par les clubs HAMS et (iii) une identification et sensibilisation des écoles primaires pour le programme « Ecole assainie » ou « HAMS » au niveau de E.P. Bankoko, Ste Cécile et Agneau de Dieu.

Au niveau des avenues, il a été réalisé : (i) la redynamisation de 4 comités d'hygiène et d'assainissement et constitution d'un CHA dans les avenues à Bankoko, (ii) la réalisation des sensibilisations communautaires en fonction des besoins.

4.1.3 *Actions GIRE*

Quelques actions GIRE ont été notées. Elles concernent la mise en place de pépinières scolaires et la formation des élèves :

- 3 pépinières ont été installées à E.P. Nizi II (1.680 plantules) où 20 élèves sont formés et une pépinière communautaire à Tsere (20.000 plantules) ;
- 4.742 arbres plantés dont 730 à E.P. Nizi I & II, 1.012 à E.P. Bankoko et 3.000 sur le terrain du campus de l'Université de Bunia (UNIBU).

4.2 R2 : La gestion locale des systèmes d'eau potable (existants et des nouveaux) en Ituri est améliorée

Certaines activités prévues dans ce projet sont en coréalisation avec le projet SAGE et d'autres spécifiques à la mise en place du réseau Bankoko.

4.2.1 *Coréalisation avec le projet SAGE*

Il est à retenir essentiellement : (i) l'organisation de différentes rencontres d'information des comités de gestion sur la nécessité de se mettre ensemble dans un même creuset pour trouver des solutions ensembles aux différentes préoccupations, (ii) l'accompagnement d'un avocat conseils pour proposer un modèle d'association sans but lucratif pour regrouper tous les comités de gestion, (iii) la validation d'un modèle et création de la structure d'appui à la gestion de l'eau (SAGE), (iv) la conduite des démarches nécessaires pour la reconnaissance légale par les statuts notariés 880/2018 avec une autorisation provisoire de fonctionnement N° 01/JAPM/ 0104/CAB/ PROGOU/ P.I./2018, Formulaire 92).

D'autre part, plusieurs sessions de formation ont été organisées à l'intention des comités de gestion portant sur la gestion administrative et financière du réseau, puis la gestion technique du réseau. Ces différentes formations ont été capitalisées dans un manuel intitulé ***« Manuel de référence pour les comités de gestion des réseaux autonomes d'eau potable dans la province de l'Ituri*** ». Il est destiné aux comités d'eau, qu'ils soient ou non membres de la SAGE, et aussi à ceux qui sont responsables du bon fonctionnement au quotidien de différents systèmes d'eau.

Depuis la mise en place de la SAGE en 2018, aucune rencontre n'a pu être organisée pour tenter d'analyser et résoudre des problèmes des systèmes de gestion à travers des réunions thématiques de la SAGE.

4.2.2 *Réalisations spécifiques à la mise en place du réseau Bankoko*

Après la mise en place du réseau, la communauté de Bankoko a été accompagnée par CIDRI pour la mise en place des différentes structures devant assurer la gestion du réseau. Il s'est agi de :

- L'organisation de l'Assemblée Générale Constitutive (AGC) pour l'élection des membres du Conseil d'Administration du réseau de Bankoko et la validation des documents statutaires (statuts, règlement intérieur). Cette activité s'est bouclée par l'élection et la mise en place d'une Assemblée Générale représentative constituée de 36 membres qui a procédé à l'élection des 5 membres du Conseil d'Administration (CA) ainsi que la formation des membres du Conseil d'Administration. Ensuite les démarches sont en cours pour une reconnaissance officielle de la Gestion d'Eau pour le Sauvetage de Bankoko, GESB en sigle et son adhésion à la SAGE.
- Ensuite, il a été procédé à la formation des opérateurs des kiosques à travers un recyclage de ces derniers sur la lecture et le calcul des index de compteurs ainsi qu'une formation sur les tâches, les documents à tenir, le code de conduite, la manipulation des composantes techniques des kiosques.

4.2.3 *Gestion provisoire du réseau*

La gestion provisoire du réseau est assurée par CIDRI, le temps que la GESB ait la reconnaissance officielle par les autorités provinciales. Après cette reconnaissance officielle, le réseau sera remis à l'autorité provinciale qui a son tour va le transférer à la GESB suivant une convention de gestion suivant l'article X de la loi 15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau. Cette gestion provisoire a permis de doter la Gestion d'Eau de Sauvetage de Bankoko (GESB) d'un bureau construit en dur et équipé de mobiliers. Jusqu'à fin septembre 2020, 25.733,62 USD ont été collectés sur les différents kiosques après 8 mois de gestion. Ce qui représente 94,54% des prévisions attendus.

Photo 8 : Bureau de la GESB réalisé après 8 mois de gestion du réseau d'eau de Bankoko

4.2.3.1 Gestion de l'eau au niveau des kiosques

Le paiement cash au volume est la règle. Tous les kiosques ouvrent à 7h et ferment entre 18 h et 19 h. Des fiches sont mises à la disposition des kiosquiers pour relever en début et de fin de journée. Ce qui permet de déterminer les consommations au niveau de chaque kiosque. Toutes les pannes sont systématiquement prises en charge par le gestionnaire du réseau qui déploie les techniciens pour la cause.
92% des kiosquiers sont satisfaits de la gestion des interventions techniques sur le réseau.

Photo 9 : Fiche mentionnant l'index de consommation en début et fin de journée

4.2.3.2 Analyse des recettes

Le diagramme ci-dessous présente la situation des taux d'encaissement opérés de janvier à août 2020 soit 8 mois de recettes au niveau de 15 kiosques sur 17. Ces taux d'encaissement sont calculés par rapport à la prévision de recettes.

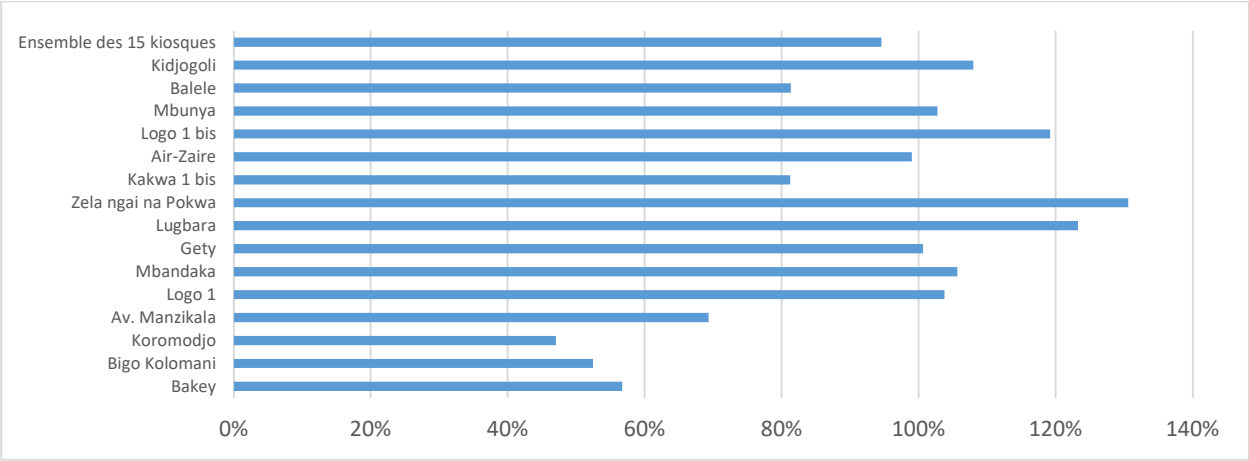


Diagramme 3 : taux d'encaissement sur les kiosques par rapport aux prévisions de recettes

L'analyse de ce diagramme montre que ce taux varie de 47% à Koromodjo à 130% à Zela ngai na Pokwa. Les dépassements au-delà de 100% s'expliquent par la prise en compte de deux pertes d'eau à savoir :

- La majoration du récipient de puisage de 20 l pour le puisage qui est comptabilisé pour 25 l soit 20% de perte tolérée ;
- La prise en compte d'une perte de 10% supplémentaire sur les 80% considérés portent la perte globale tolérée à 28%. Ce qui signifie qu'au niveau de chaque kiosque, les recettes exigibles correspondent à 72% des recettes qu'engendreront les volumes d'eau réellement débités.
- Globalement, les recettes au niveau du réseau s'établissent à 94,54%.

Encadré 1 : Explication des 28% des pertes d'eau tolérées sur le réseau de distribution.

Les récipients utilisés pour le puisage par la communauté ont une contenance de 20 litres. Mais pour calculer le nombre de récipients vendu, on considère la capacité du récipient à 25 litres. Cela signifie

qu'on tolère une perte de 5 l d'eau par récipient de 20 litres (ou autrement, on fait don de 5 litres d'eau par recipient au kiosquier).
Une fois, le nombre de récipients vendu sur la base de 25 litres calculé, on fait une réduction de 10% avant de determiner le montant exigible au kiosquier sur la base du volume d'eau qui a transité par le compteur.
Les 5 litres font 20 % de 25 litres concédé au kiosquier. Ensuite, les 10% des 80% considérés font 8%. Ce qui fait un total de 28% concedé aux kiosquiers qui ne sont pas exigibles.
En conclusion 28% des volumes d'eau ayant transité par les compteurs ne sont pas exigibles aux kiosquiers en terme de recettes.

4.2.3.3 Analyse du rendement du réseau

Pour mieux apprécier la performance de la distribution, il est important de définir le rendement de la distribution au niveau de chaque kiosque. Le diagramme ci-dessous présente l'évolution de ce rendement au niveau des kiosques

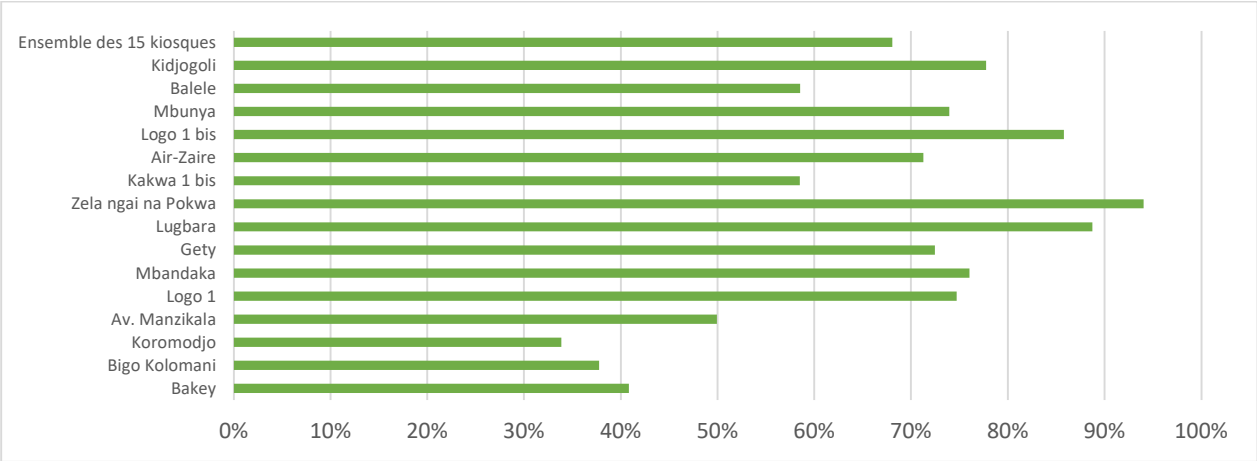


Diagramme 4 : Proportion de volume d'eau facturé par les kiosquiers

Ce rendement est calculé à partir du volume d'eau qui transite par le compteur et le volume d'eau déclaré vendu aux ménages par les kiosquiers.

L'analyse du diagramme ci-dessous montre que le rendement de distribution varie de 34% à Koromodjo à 94 % à Zela ngai na Pokwa. Le rendement global du réseau est de 68%. Ce grand écart entre les différents kiosques fait soupçonner soit des défaillances techniques au niveau de certains kiosques (compteurs, réseaux) ou des fausses déclarations de vente. Ce rendement ne prend pas en compte les pertes entre la production et le compteur des kiosques

4.2.3.4 Analyse des écarts

Le diagramme 5 met en évidence les manques à gagner au niveau des différents kiosques. L'analyse de ce diagramme montre que six kiosques sont dans une situation critique. Il s'agit de Koromodjo, Bigo Kolomani, Bakey, Avenue Manzikala, Kakwa1 Bis et Balele. Ces six kiosques présentent en moyenne un manque à gagner de 37,45% sur les prévisions de recettes et n'ont déclaré que 45% du volume d'eau qui a débité par leurs compteurs. Ces pertes sont énormes et méritent plus d'attention.

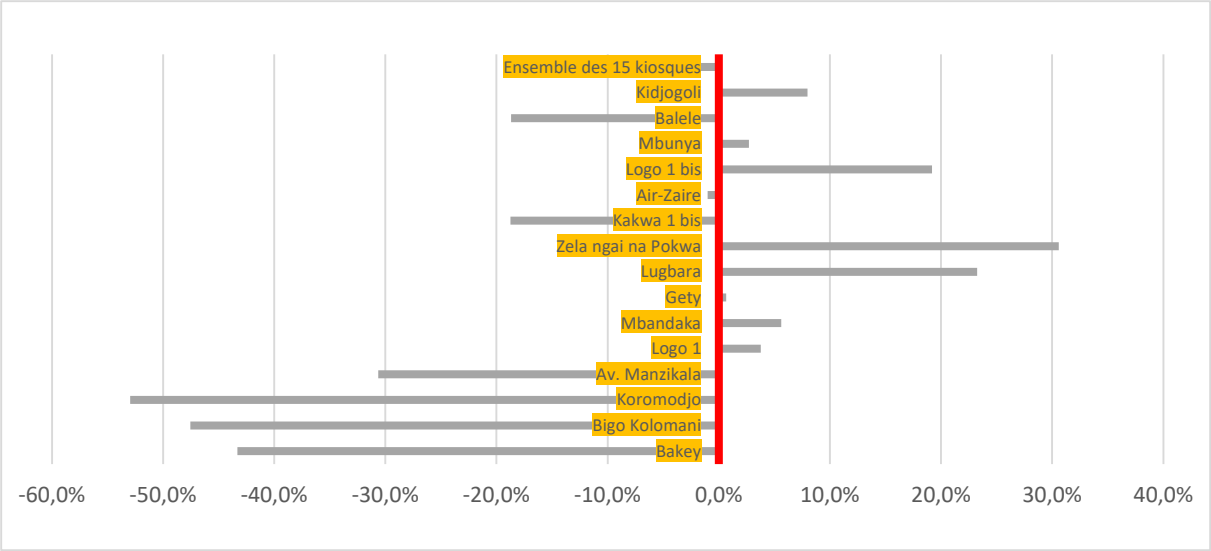


Diagramme 5 : Analyse des écarts de recettes par rapport à la prévision

Si avec un rendement de 68% pour le réseau, les revenus permettent d'ériger le bureau pour la GESB, cela signifie qu' une bonne exploitation pourrait garantir une viabilité financière de ce réseau. Ce réseau a la capacité de s'auto-renforcer s'il est bien géré. Toutefois, il est important de s'assurer que le débit pourrait permettre d'alimenter les kiosques supplémentaires en guise de renforcement.

4.3 R3 : Une vision intégrée du secteur de l'eau potable et de l'assainissement est développée et est portée par les acteurs clés en Ituri

Les activités permettant d'aboutir à l'obtention de ce résultat sont en mise en œuvre en synergie avec le projet SAGE. Il est à retenir fondamentalement que :
Les deux organes à savoir le comité de pilotage, et le groupe sectoriel mis en place à la suite du projet SAGE ont tenu plusieurs sessions pour statuer sur des préoccupations permettant le progrès des activités au niveau des deux projets (SAGE et EASI).

Le diagramme ci-dessous présente le processus de validation des différents documents produits dans le cadre de l'avancement des deux projets.

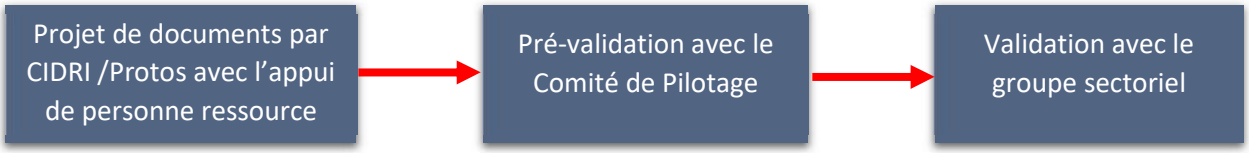


Diagramme 6 : Processus de validation des produits

Ceci indique un niveau de maturation des décisions avant leur soumission au groupe sectoriel.

La conduite à terme du processus de diagnostic du secteur a été tenue dans les cinq territoires de la province. Ce diagnostic a permis de recenser 2905 points d'eau et 38 réseaux sur les 5 territoires de la province de l'Ituri. Ces 38 réseaux ont permis de desservir 786 points de desserte publique, 591 points de desserte privée, 63 institutions et 15 industries. 18,32 % des ménages sont utilisateurs directs de ces points de desserte. Les informations collectées sur ces systèmes concernent le fonctionnement, les modalités de gestion, la qualité de l'eau, la tarification de l'eau, l'hygiène et l'assainissement autour de ces points de desserte. Plusieurs ateliers ont été organisés à cet effet. Les grandes conclusions du diagnostic ont été validées avec les 43 membres du groupe sectoriel.

4.4 Le rôle de CIDRI évoluera vers le plaidoyer provincial et national au travers le groupe sectoriel et il échangera davantage ses expériences avec d'autres acteurs

4.4.1 *Capacités de plaidoyer*

Il est important de rappeler que pendant le MYP 3 (2014-2016), de nombreuses préoccupations ont été notées au niveau des réseaux existants notamment Ngongo I. Techniquement, ces préoccupations se résumaient à l'insuffisance de l'eau au niveau des points de desserte (notamment des bornes fontaines à un seul robinet) occasionnant une longue file d'attente et limitant la disponibilité d'eau à 4 litres/ jour/personne dans la ville de Bunia et ses environs. Cette problématique a été documentée par CIDRI auprès de 700 usagers d'eau, 50 privés et a été confirmée. Partant de cette situation, il a été retenu d'introduire les kiosques à eau comme modèle novateur visant la satisfaction des utilisateurs d'eau du réseau et ensuite de comparer la gestion d'un système classique équipé de borne fontaine et d'un système à kiosque à eau. Cette recherche-action a eu le mérite d'obtenir la participation et la collaboration des parties prenantes à savoir le comité et le personnel de gestion de Ngongo, la Caritas Développement de Bunia, les représentants des usagers de l'eau de l'adduction de Ngongo I, le cluster WASH, les journalistes, les chefs de quartiers et sous quartiers, CIDRI et Protos. Cette recherche-action a permis la réalisation de trois prototypes de kiosques à eau sur le réseau Ngongo I dans le quartier de Mudzi-Pela. L'évaluation des réalisations auprès des usagers un mois après la mise en service de deux premiers kiosques a conclu à la satisfaction des usagers sur les questions de la quantité d'eau par personne, le temps d'attente, le coût de l'eau et la régularité de l'eau. Cette expérience a fait l'objet d'édition d'une brochure pour documenter cette expérience.

Photo 10 : Maquette d'un kiosque (Extrait de la brochure kiosque)

Il est important de noter qu'au cours de la mise en œuvre des travaux communautaires d'excavation pour la mise en place des différentes canalisations, un film (± 10 minutes) a été réalisé pour montrer la participation active de la population aux travaux de mise en place du réseau d'adduction d'eau à Bankoko.

4.4.2 *Renforcement managérial*

La formation au niveau de la gestion administrative et financière a été réalisée. En effet, CIDRI a bénéficié d'un accompagnement dans l'élaboration de manuel de procédures administratives et financières, dans la mise en place du logiciel comptable SAGE (à ne pas confondre avec le projet et la structure SAGE), et d'un outil informatisé pour le suivi du rapport financier des partenaires. CIDRI a également participé à des échanges sur la lutte contre la corruption et l'anti-fraude. Il est à retenir que d'autres besoins en formations ont été identifiés au niveau de CIDRI et transmis à Protos pour prise en compte dans les interventions futures.

4.4.3 *Renforcement de la position de CIDRI dans un montage multi acteurs*

Il est important de rappeler que le même comité de pilotage est utilisé pour les projets SAGE et EASI. Le renforcement de la position de CIDRI dans le secteur a été effectif à travers l'appui à l'organisation du comité de pilotage du projet SAGE et la mise en place du groupe sectoriel de l'eau et assainissement promu par le projet SAGE. Ainsi, CIDRI a conduit l'installation d'un comité de pilotage de 11 membres qui a fait les orientations stratégiques au projet (suivi des activités, amendement des produits d'étapes, point des résultats des pré-enquêtes de tous les 5 territoires). Il a été suivi de la constitution du groupe sectoriel composé des différents acteurs dans le secteur dont les services déconcentrés (SNHR et REGIDESO). Au total 43 sont membres de ce creuset.

Tableau 13 : Point des membres du groupe sectoriel

N°	Services étatiques provinciaux		Autorités locales		Organisations locales		Partenaires techniques et financiers du secteur	
1	Division genre, famille et enfant	1	Mairie	1	SCS (Société Civile santé)	1	Cluster WASH	2
2	Environnement	1	Communes	6	SOCIT	1	CIDRI	1
3	Service de l'énergie	1	Territoires	5	Comite de Gestion (CdG)	17	Protos	1
4	REGIDESO	1					ACBE	1
5	SNHR	1						
6	Service du plan	1						
7	DPS	1						
Total		**7**		**12**		**19**		**5**

Source : extrait du rapport d'évaluation SAGE

CIDRI a animé un atelier à l'attention du Groupe sectoriel du Projet SAGE du 25 au 27 Septembre 2017 à Muhito. Au cours de cet atelier, un exposé a été fait par Mr Joseph Tshimanga d'ADIR (Action pour le Développement des Infrastructures en milieu Rural) qui a partagé l'expérience de la gestion d'eau par les ASUREP à Kinshasa. Quant aux modèles de gestion pour une structure de deuxième degré, Mr Joseph Tshimanga, fort des expériences des structures de deuxième degré avec les ASUREP et FEDASU, a partagé aux membres du GSEA leurs facteurs de succès et les points d'attention qui risquent de mettre en mal le processus. Ce projet a permis pour la première fois en Ituri de mettre davantage l'accent sur ces aspects importants et d'acquérir de l'expérience. A cela, il faut ajouter, les expériences de Protos du Bénin et de l'Équateur qui ont été partagées avec le groupe sectoriel.

Protos et CIDRI n'ont pas pu participer et partager leurs expériences sur la structure SAGE au cours d'une rencontre qui devrait être organisée par Misereor à Goma. La rencontre a été annulée au dernier moment à cause de l'épidémie d'Ebola au Nord-Kivu.

4.5 Facteurs favorisant l'obtention des résultats

Après analyse de la mise en œuvre aux regards des résultats attendus, les facteurs suivants ont été identifiés pour avoir favorisé l'obtention des résultats mentionnés :

- **Volonté affichée du gouvernement provincial** : Au cours de la mise en œuvre, ce dernier s'est montré très engagé et déterminé à la cause du projet en trouvant des solutions aux obstacles rencontrés et la mésentente par rapport à la gestion du réseau.
- **Forte implication des autorités communales et du quartier** : La nouvelle Loi de l'Eau est très claire sur les responsabilités des autorités locales, ainsi celles-ci se sont engagées pour jouer leur partition afin qu'aboutissent les objectifs du projet EASI notamment l'appropriation du projet par la communauté et leur mobilisation pour leurs contributions en nature.

- **Expertise confirmée de CIDRI selon les personnes interrogées** : ses nombreuses expériences et sa bonne maitrise des enjeux du secteur de l'eau font de lui un acteur de référence incontournable. Cette bonne maitrise a permis de faire aboutir rapidement le projet malgré les nombreuses difficultés.
- **Approche participative** (Forum de quartier sur le projet, campagne de sensibilisation des communautés) : la démarche d'implication adoptée dès le début de la mise en œuvre et les différentes séances de sensibilisations et de réflexion organisées dans le cadre de la mise en œuvre ont été concluantes. Ce qui a permis, l'implication effective de ces différents acteurs.
- **Contribution de la population** : la population a servi de main d'œuvre dans la réalisation des tranchées pour la pose des canalisations sur 75% des longueurs (ménages indisponibles payaient 5 USD). Cette implication effective de la population bénéficiaire a été un facteur prépondérant. Aussi reconnaissant être bénéficiaire du projet, elle a libéré certains domaines pour l'implantation des kiosques et la traversée des tuyaux.

- **Contractualisation d'entreprises structurées et formalisées pour la construction des infrastructures de distribution d'eau potable et pour les infrastructures d'assainissement** : la signature de contrat avec des entreprises spécialisées pour la construction des infrastructures a permis d'avoir un travail de qualité. Aussi, en cas de malfaçons dans la construction, la réparation était effectuée aux frais de l'entreprise au lieu de recourir encore au subside du projet.

- **Loi portant l'eau promulguée le 31 décembre 2015** : cette loi est venue mettre de l'ordre et a doté le secteur d'une boussole qui facilite les interventions. Elle a en son article 32 permis aux usagers de s'organiser en association locale conformément à la loi, en vue de la gestion, de la mise en valeur, de la protection de la ressource en eau et de la protection contre les catastrophes. Elle a à travers les chapitres 2 et 3 du titre 5, organisé le service public de l'eau. Ce qui a permis à la coordination du projet de mettre en place cette association sans but lucratif avec l'accompagnement des autorités.

5. Appréciations du projet

5.1 Pertinence

5.1.1 *Pertinence par rapport aux politiques, stratégies et aux documents de planification stratégiques*

Le projet EASI est resté en parfaite cohérence avec les textes règlementant le secteur de l'eau, l'hygiène et l'assainissement et l'organisation des entités territoriales décentralisées en République Démocratique du Congo (RDC).

La vision de la politique nationale d'hygiène et d'assainissement de base de la RDC est d'offrir à toutes les couches de la population des services d'eau, hygiène et assainissement performants, accessibles et crédibles. Parmi les principes qui fondent cette politique, il y a 5 qui montrent la cohérence du projet avec cette politique, il s'agit de (i) la décentralisation selon lequel l'Etat transfère une grande partie de ses compétences en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement aux collectivités locales, (ii) l'approche par la demande qui appelle la communauté à manifester leurs besoins d'amélioration du niveau de vie comme un droit fondamental auprès du Gouvernement, (iii) la participation communautaire qui appelle la communauté à s'impliquer dans la conception des projets, la prise de décision, dans la planification, le financement, le choix des technologies, la construction, la promotion de l'hygiène et l'exploitation des installations hydro-sanitaires (maintenance, pérennisation, appropriation) , (iv) la communication pour un changement social et de comportement par lequel la communauté, l'autorité et les individus adoptent les attitudes et les pratiques favorables au changement des normes sociales et individuelles dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement, (v) l'obligation d'associer systématiquement un volet H/A à tout projet d'hydraulique conformément au DSCRP II.

L'article 11 alinéa 14 (la construction et l'exploitation des microcentrales pour la distribution d'énergie électrique ; l'aménagement des sources et forages de puits d'eau) et l'article 73 alinéa 8 (la construction et l'exploitation des minicentrales pour la distribution d'énergie électrique ; l' installation des panneaux solaires ; l'aménagement des sources et les forages de puits d'eau pour la distribution) de la loi organique n° 08/016 du 07 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et leurs rapports avec l'Etat et les Provinces ont attribué respectivement à la ville et au secteur /chefferies la compétence d'offrir l'eau à leur populations respectives. Ces compétences ont été reprises dans la loi n° 15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau en ses articles 72 et 73.

L'article 72 de la loi n° 15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau, attribue les responsabilités de maître d'ouvrage au gouvernement provincial et le collège exécutif de l'entité territoriale décentralisée qui est responsable du développement, de la réhabilitation et de l'extension des installations et des services avec les mesures de protection nécessaires à leur bon fonctionnement. L'article 73, reconnait la responsabilité de maître d'ouvrage dans le cas des réseaux autonomes de service public d'approvisionnement en eau, (sources et points d'eau aménagés et des installations ponctuelles de prélèvement, en particulier les puits et forages avec ou sans pompe manuelle) aux associations d'usagers ou aux comités locaux d'eau dont les modalités d'exécution sont fixées par un arrêté provincial pris en Conseil des ministres. Le projet a contribué à l'opérationnalisation de ces responsabilités en faisant de la maitrise d'ouvrage par les entités territoriales décentralisées, et les usagers d'eau une réalité. Le projet a amené chaque partie à s'approprier de la présente loi qui régit l'eau dans le pays et a amené chaque acteur à jouer pleinement son rôle en prenant une part active à chaque étape de la mise en œuvre du projet et chacun dans les limites de ses compétences et attributions. Le projet a fait du réseau de

Bankoko, un exemple type en accompagnant les usagers de l'eau à se conformer à l'article 73 de la présente loi afin de prendre la gestion du réseau suivant une convention entre l'autorité provinciale et l'association des usagers.

5.1.2 *Pertinence par rapport aux besoins identifiés*

Le diagnostic réalisé dans le cadre du projet SAGE a montré que le problème d'accès à l'eau était plus profond et révèle un taux d'accès de 18,32% pour toute la province. La ville de Bunia, chef-lieu de la province et fort de ses 900 666 habitants, fait l'objet d'une forte croissance démographique et d'un élan d'urbanisation élevé occasionnant une demande forte en eau potable par la population. Jusqu'au démarrage du projet SAGE en 2015 qui a mis en place les infrastructures au niveau de la zone de production du réseau de Bankoko, la ville était desservie par grands systèmes d'eau : (i) le système de REGIDESO qui donne de l'eau pour le centre-ville, mais, malheureusement connait beaucoup de pannes et ne peut pas toujours garantir une bonne qualité ; et (ii) un grand système Ngongo I géré par un comité de gestion qui amène l'eau vers les quartiers de Mudzi Pela depuis plus de 30 ans avec une population qui a plus que quadruplé. Le besoin de l'eau est très urgent selon les personnes ressources rencontrées dans le cadre de la présente mission.

A ces besoins d'eau, il faut ajouter les questions d'hygiène et d'assainissement qui étaient très peu abordées dans les interventions antérieures et qui constituent un des principes forts de la Politique Nationale d'Hygiène et d'Assainissement de Base de la RDC.

5.1.3 *Pertinence par rapport aux attentes des bénéficiaires*

Les attentes légitimes des bénéficiaires finaux sont de boire de l'eau de très bonne qualité et de préserver la santé de leurs familles. Ces attentes exprimées par les différentes communautés rencontrées ont été prise en compte par les actions du projet, c'est à dire l'amélioration de l'accès à l'eau dans les différentes avenues du quartier Bankoko. Ces attentes ont été portées par les autorités locales et les bénéficiaires et ils se sont activement impliqués pour que le projet aboutisse.

Il faut reconnaitre que dans les faits, les attentes en matière d'hygiène et l'assainissement ne sont pas exprimées de la même manière.

En conclusion, le projet EASI est pertinent car il est en adéquation avec les objectifs nationaux de développement, les politiques, stratégies, les besoins identifiés et les attentes des bénéficiaires finaux.

NOTATION : Pertinent (P)

5.2 Efficacité

5.2.1 *R1 : L'accès à l'eau potable et l'assainissement de base a augmenté, conformément à la vision intégrée*

Aux regards des résultats obtenus, on peut dire que l'efficacité de la mise en œuvre est très partagée sur chaque volet de ce résultat. Les différentes activités prévues pour aboutir à l'accès à l'eau pour produire le résultat attendu sont toutes réalisées en dehors de quelques raccordements de l'eau dans les écoles. Tous ces systèmes ont été mis en service et fournissent de l'eau et permettent à la population de s'y approvisionner. Pour y parvenir, le projet a mis très tôt les bénéficiaires au cœur de l'action, par l'organisation du forum de quartier auquel le coordonnateur de CIDRI, responsable de la mise en œuvre, a pris part et a éclairé la jeunesse, cheville ouvrière de la contribution locale à s'approprier du projet.

Tous les acteurs impliqués se sont engagés pour accompagner les différentes interventions et produire des orientations pour les cas de blocages rencontrés. La conduite de ce projet ne s'est pas faite sans difficulté notamment le vandalisme du réseau à Ndembomalado et la prise de décision d'intégrer cette frange de la société dans le réseau a permis de mettre fin définitivement à ce sabotage.

L'organisation des communautés pour assurer la conduite de l'excavation pour la pose des conduites est assez déterminante. Tous les ménages ont été impliqués. Ceux qui étaient indisponibles payaient 5 USD pour permettre d'entretenir les différentes équipes. Les services provinciaux ne sont pas restés en marge des actions, notamment les services cadastraux pour la libération des espaces pour les domaines traversés par les conduites d'eau. Toutes ces actions conjuguées et cohérentes ont permis d'aboutir aux résultats.

Les résultats obtenus à terme rencontrent le consentement de l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre notamment les autorités locales qui n'ont pas cessé d'exprimer leur satisfaction par rapport à la conduite des activités.

Par contre le volet hygiène et assainissement semble être oublié sur ce projet à tous les niveaux. La logique selon laquelle, les infrastructures d'eau doivent être en place avant de démarrer les actions d'hygiène et d'assainissement ont abouti au démarrage de quelques actions de mobilisation sociale qu'après avril 2020 en faveur de l'hygiène et de l'assainissement. Que ce soit au niveau des écoles que des ménages, l'accès n'est pas encore effectif. Douze dalles Sanplat ont été distribuées, mais leur mise en place n'est pas encore achevée dans tous les ménages bénéficiaires. Au niveau des écoles, les latrines ont été mis en services en mars 2021. Toutes les interventions dans les écoles (constructions de diverses infrastructures) ne sont intervenues qu'en 2020. Seuls les dispositifs de lavage de mains sont retrouvés en utilisation par les écoliers au passage de la mission.

Photo 11 : Dispositif de lavage des mains en utilisation à l'école Ste Cécile

En synthèse le niveau de réalisation de ce résultat est de 62%.

Notation de l'efficacité : Très satisfaisant (HS) pour le volet eau et Modérément insatisfaisant (MU) pour le volet hygiène et assainissement

5.2.2 *R2 : La gestion locale des systèmes d'eau potable (existants et des nouveaux) en Ituri est améliorée*

Comme il a été rappelé un peu plus haut, la mise en œuvre de ce projet est complémentaire au projet SAGE. Aussi, la formulation du résultat R2 apparait beaucoup plus comme un objectif à atteindre qu'un simple résultat à obtenir car il doit être l'aboutissement de plusieurs résultats dont : (i) la SAGE est créée et fonctionnelle, (ii) des outils de management des comités de gestion sont mis en place. Aujourd'hui, la SAGE est créée, mais n'est pas fonctionnelle, les outils de management des comités de gestion sont mis en place, mais ne sont pas exploités par tous les comités. Toutefois, il est important de reconnaitre que le réseau de Bankoko mis en place dans le cadre de ce projet a connu une gestion suivant les principes de gestion retenus selon lesquels les différents comités de gestion ont été formés. La Gestion

d'Eau pour le Sauvetage de Bankoko (GESB) est créée et le processus de sa reconnaissance officielle est en cours. Le fait de confier la gestion provisoire à CIDRI qui est une organisation expérimentée dans l'accompagnement des comités de gestion est une bonne chose, car le résultat présenté par cette gestion intérimaire a montré qu'il est possible de gérer ces réseaux d'eau et de tirer beaucoup de revenus. Avec un rendement global de 68% sur les 15 kiosques en service de janvier à août 2020, la gestion intérimaire a doté la GESB d'un bureau équipé de mobiliers. Toutefois, des efforts restent à faire pour améliorer le rendement de la distribution au niveau de certains kiosques.

Globalement, ce résultat est exécuté à 100%

Notation de l'efficacité : Satisfaisant (S) pour le réseau de Bankoko, Modérément satisfaisant (MS) pour l'ensemble des autres réseaux

5.2.3 *R3 : Une vision intégrée du secteur de l'eau potable et de l'assainissement est développée et est portée par les acteurs clés en Ituri*

Le diagnostic a été conduit de façon assez méthodique avec une forte implication des acteurs depuis le sommet (le gouvernorat) jusqu'à la base (zone de santé). Les séances d'information conduites sur le projet et la mise en place du comité de pilotage et du groupe sectoriel ont été déterminantes pour obtenir l'engagement de l'ensemble des acteurs. Au cours des enquêtes, les superviseurs eau et santé ont été les éclaireurs des enquêteurs déployés sur le terrain suivant l'instruction du médecin chef de la division provinciale de la santé. Les résultats obtenus au terme de ce diagnostic rencontrent le consentement de l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre.

Les activités prévues et conduites par les deux projets pour aboutir à l'obtention de ce résultat, ne sont pas suffisantes pour voir vraiment la vision intégrée se décliner. Même si la politique Nationale pour l'Hygiène et l'Assainissement de Base souhaite une prévision systématique du volet hygiène et assainissement dans tous les projets hydrauliques, et que le présent projet en a tenu compte, dans sa mise en œuvre la priorité a été donné à l'eau. La démarche de mise en œuvre globale du projet n'a pas répondu à cette vision intégrée.

Globalement, ce résultat est exécuté à 100%

Notation de l'efficacité : Modérément satisfaisant (MS).

5.2.4 *R4: Le rôle de CIDRI évoluera vers le plaidoyer provincial et national au travers du groupe sectoriel et échangera davantage ses expériences avec d'autres acteurs*

Les différents organes (comité de pilotage, groupe sectoriel) ont fonctionné de façon régulière sous le leadership de CIDRI. La recherche-action portant sur les points de desserte permettant d'introduire un modèle innovant a permis de tester les kiosques expérimentaux mis en place dans le quartier Mudzi Pela. Cette recherche-action a fait l'objet d'une documentation permettant de fournir aux différents acteurs dans le secteur la démarche harmonieuse permettant de parvenir à la conclusion sur la bonne performance de ce modèle. Les différents partages d'expériences d'ADIR, du Bénin et de l'Equateur ont facilité la mise en place d'une structure de deuxième degré en Ituri et a renforcé la position de CIDRI dans le secteur.

En synthèse le niveau de réalisation de ce résultat est de 100%

Notation de l'efficacité : Satisfaisant (S).

5.2.5 *Synthèse globale*

Le tableau ci-dessous montre un niveau de réalisation globale de 77%.

Tableau 14 : Synthèse des niveaux de réalisations des résultats

Résultats	Niveau de réalisation	Pondération	Niveau de réalisation globale
R1	62%	60%	77%
R2	100%	15%	
R3	100%	15%	
R4	100%	10%	

5.3 Efficience

Le budget global de l'action était de 511 336 USD. Au 30 septembre 2020, la consommation du projet était de 459 839 USD soit 90% du budget global.

Deux facteurs sont essentiels pour apprécier l'efficience du projet. Il s'agit de l'utilisation des ressources financières par rapport aux réalisations (coût des réalisations) d'une part et la gestion de la planification des activités d'autre part.

5.3.1 *Appréciation du ratio TEP /TEF*

Pour apprécier la qualité de la planification budgétaire (cohérence entre les quantités de ressources et les valeurs cibles des indicateurs de départ), il a été déterminé les ratios TEP/TEF[5].

Tableau 15 : Estimation des ratios TEP/TEF

TEP	TEF	TEP /TEF
77%	**90%**	**0,86**

Source : Estimation, SMA Sarl, mars 2021

L'examen du tableau montre que ce ratio est de 0,86. Il est important de rappeler que certaines activités sont sans budget et dépendent essentiellement du projet SAGE. La principale source d'inefficience est relative aux activités liées à l'hygiène et l'assainissement qui sont partiellement exécutées.

5.3.2 *Gestion des planifications*

La mise en œuvre du projet a connu de nombreuses difficultés qui sont hors de la portée de l'équipe de mise en œuvre et qui n'ont pas permis l'exécution des planifications à temps.

L'insécurité au niveau de la province qui focalise toutes les attentions jusqu'à ce jour au niveau des autorités provinciales. Il y a eu des déplacements de la population à l'intérieur de la province suite à la violence. Ce qui a entrainé un arrêt momentané de certaines activités pour se concentrer sur celles qui sont dans le périmètre de la ville de Bunia. Pour l'équipe du projet et les parties prenantes il y avait des risques importants à circuler dans les zones de réalisation. Elle a freiné l'exécution de

[5] TEF : Taux d'exécution Physique, TEF : Taux d'exécution Financière

nombreuses activités comme l'organisation de certaines rencontres et l'exécution de la pose de la conduite principale.

La complexité administrative n'a pas permis d'avoir la reconnaissance légale et l'autorisation d'exercice à bonne date pour la SAGE. Cela a influé sur la mise en place de l'exécutif de la SAGE. Toutefois, il faut reconnaitre que des dispositifs anticipatifs n'ont pas été suffisamment pris afin que le personnel recruté attende la reconnaissance légale pour démarrer officiellement les activités au niveau de la SAGE.

Il est important de noter l'option faite par la coordination du projet de terminer les activités d'accès à l'eau potable avant de démarrer celles relative à l'hygiène et l'assainissement. A cela, il faut ajouter la fermeture des écoles à plusieurs reprises du fait de la pandémie liée au Covid-19 et la fièvre hémorragique à virus Ebola, qui n'ont pas permis de démarrer la mobilisation sociale afin de faciliter l'appropriation des interventions et la demande des dalles pour la réalisation des latrines familiales

Notation de l'efficience : Satisfaisant (S) pour le volet eau, renforcement de capacités et la gestion optimale du réseau, Modérément satisfaisant pour le volet hygiène et assainissement (MS)

5.4 Durabilité

La durabilité se réfère à la probabilité que les bénéfices de l'intervention se maintiennent après la fin de celle-ci.

5.4.1 *Durabilité de l'approche d'intervention*

De l'analyse de la démarche de mise en œuvre du projet, on déduit que l'approche développée par CIDRI garantit des sentiers de pérennisation pour le volet accès à l'eau. La promotion de la démarche participative et le dialogue entre acteurs du secteur de l'eau (structures déconcentrées, décentralisées, société civile, partenaires de mise en œuvre, bénéficiaires) ont guidé toute l'implémentation du projet. Elle a consisté à une appropriation du projet par les bénéficiaires et les autorités locales et provinciales et a connu l'implication active de chacun de ces acteurs, dans leurs sphères de contributions respectives. Cette appropriation du projet a amené le chef du quartier Bankoko, avec l'appui du Bourgmestre de Mbunya, à inviter le coordonnateur de CIDRI à venir présenter le projet EASI au cours d'un forum de quartier pour avoir aussi le soutien des associations de jeunes. Ceci a porté ses fruits par l'engagement de ces derniers dans l'exécution des tranchées pour la pose des canalisations.

Toutefois, l'approche n'a pas permis de déclencher l'engagement de l'ensemble de ces acteurs pour le volet hygiène et assainissement qui est resté un peu le parent pauvre de cette mise en œuvre. La tentation de changement d'approche de mise à disposition des dalles Sanplat a connu un peu de balbutiements.

NOTATION de la durabilité de l'approche de mise en œuvre : Moyennement probable (MP)

5.4.2 *Durabilité technique*

Sur le plan technique, la communauté bénéficiaire a été invitée à réaliser les excavations suivant les dimensions règlementaires définies par le concepteur pour la pose des conduites. Cette démarche crée un savoir-faire au niveau de la communauté qui peut se mobiliser à tout moment pour accompagner les maintenances au niveau du réseau en cas de besoin. Aussi, ces travaux sont suivis par les futurs techniciens du comité de gestion pour les maintenances au niveau du réseau. L'organisation au profit de comités de gestion d'une session de formation sur la gestion technique du réseau, à laquelle le comité de gestion de la GESB a pris part, présente un avantage comparatif et permet à ces membres d'être

mieux outillés pour gérer le réseau. La formation des opérateurs des kiosques a porté en grande ligne sur la connaissance de la composante d'un kiosque à eau, sur les tâches d'un opérateur de kiosque, les registres/outils à tenir, le contenu du contrat avec le concessionnaire et la lecture de l'index compteur (rapport final EASI). Ceci rend ces kiosquiers plus aptes à gérer les kiosques dans la durée. En somme, tous les maillons techniques en phase d'exploitation ont été pris en compte dans la mise en œuvre du projet.

NOTATION de la durabilité technique : Probable (L)

5.4.3 *Durabilité institutionnelle*

Sur le plan institutionnel, la Gestion d'Eau de Sauvetage de Bankoko (GESB) est née dans un environnement organisé et structuré et a entamé en même temps sa formalisation suivant la loi 15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau afin d'adhérer à la SAGE qui est le répondant des usagers qui peut parler en leur nom partout où besoin sera face aux partenaires techniques et financiers, aux autorités provinciales et locales. Il est important de rappeler que l'avènement de la SAGE a renforcé l'organisation institutionnelle du secteur de l'eau dans la province de l'Ituri

Actuellement la gestion provisoire est assurée par CIDRI. La GESB va recevoir le transfert de la gestion de l'autorité provinciale, une fois que l'ensemble de ces documents sont à jour et conforme à la loi. Elle va définir la première association légalement reconnue qui prendra les charges de la gestion d'un réseau des mains de l'autorité provinciale suivant l'article X de ladite loi.

De ce fait, la gestion pourra bénéficier du suivi rigoureux des autorités et la GESB pourra bénéficier de leur appui en cas de besoin.

NOTATION de la durabilité Institutionnelle : Probable (L)

5.4.4 *Durabilité socioculturelle*

La forte attente de la population est le service continu de l'eau limitant le temps du tour de puisage (temps maison - point d'eau, temps d'attente sur les points d'eau, le temps de puisage et le temps point d'eau - maison). La mise en œuvre de ce projet a apporté l'eau au cœur des avenues répondant à ce besoin de limitation du temps de tour de puisage. Aussi, la mise en place des kiosques a amélioré le confort de puisage au sein de la communauté.

Socialement, le projet a une forte valeur ajoutée car l'approche de mise en œuvre a amené les communautés à prendre le projet comme le leur et se sont activement impliquées à sa réussite. Cela donne une garantie du regard de ces communautés au niveau des avenues afin d'assurer une meilleure gestion.

Pour contribuer à une certaine durabilité sociale, il faudra aussi faire la promotion d'une culture de reddition de comptes au niveau du comité de gestion. La population devra comprendre à quoi les ressources collectées servent afin d'accompagner les responsables dans les dynamiques qu'ils mettront en place pour l'épanouissement du secteur.

Toutefois, il est important de rappeler les efforts que le comité de gestion doit faire pour assurer l'hygiène de cette eau qui sera puisée au niveau des kiosques, et dont la potabilité n'est pas garantie

jusqu'à la consommation. Ce comité devra être convaincu de s'engager afin d'assurer une meilleure santé à la population

Notation de la durabilité sociale *:* Probable (L)

5.4.5 *Durabilité financière*

L'achat de l'eau sur les différents kiosques est un gage pour l'amélioration continue du service public de l'eau. Bien géré et de façon transparente, ces revenus issus de la gestion de ces kiosques sont capables de prendre en charge les charges d'exploitation, et de constituer des réserves pour assurer des investissements pour des extensions vers d'autres avenues n'ont encore bien desservies. Avec le rendement de 68% du réseau, les revenus mobilisés ont permis de doter le comité de gestion d'un local équipé de mobiliers.

Six kiosques sur les 15 ont maintenu leurs pertes autour de 15%. Zela ngai na Pokwa avec un volume total de 1825 m^3 d'eau vendu, le volume le plus important de vente enregistré sur les mois, a maintenu la perte au niveau du kiosque à 6%. Ce qui veut que ce soit possible de rendre le système encore plus performant en travaillant à minimiser les pertes sur l'ensemble du réseau afin d'améliorer la performance.

NOTATION de la durabilité financière : Probable (L)

5.5 Effets

5.5.1 *Atteinte de l'objectif spécifique 1*

OS 1 : Augmenter l'accès à l'eau potable ainsi que l'hygiène et l'assainissement dans la zone de Ngongo II, non seulement par la construction des ouvrages, mais aussi en élaborant une gestion appropriée en incluant les différents acteurs : société civile, consommateurs, autorités publiques, autres acteurs de développement etc. et en renforçant le rôle de chacun.

L'objectif spécifique est partiellement atteint :

Le volet accès à l'eau est atteint de façon significative. Le réseau d'eau de Bankoko est mis en place avec tous les points de desserte prévus. L'ensemble de ces points de desserte sont fonctionnels, délivrent l'eau et la population s'y approvisionne. Avec les 17 kiosques mis en place et une borne fontaine à Ndembomalabo, les réalisations ont permis d'impacter 23.028 personnes supplémentaires pour porter le nombre de personnes impactées à 28.676 personnes qui ont un accès sécurisé à l'eau potable. Aujourd'hui, le prix de 100 FC pour le jerrican de 25 litres ne constitue pas un frein à l'acquisition de l'eau par la population. Les recettes effectuées pendant les 8 premiers mois d'exploitation montrent que l'eau était très attendue par cette population très impatiente.

Par contre, pour le volet assainissement l'objectif n'est pas atteint. Les latrines aussi bien dans les écoles que dans les ménages sont en cours de finition. Il serait trop tôt de parler de l'accès à l'assainissement à la date d'aujourd'hui. Même les dispositifs de lavage des mains en utilisation dans certaines écoles par les écoliers, ne permettent pas vraiment de conclure à leur appropriation et par conséquent à l'accès à l'hygiène. En effet, les écoles ont été plusieurs fois fermées pour cause de pandémie et réouvertes quelques jours avant notre descente sur le terrain.

5.5.2 *Atteinte de l'objectif spécifique 2*

OS 2 : A la fin du projet, les capacités de CIDRI sont renforcées tant au niveau opérationnel, qu'au niveau stratégique

Tout en évaluant la contribution de l'action à l'objectif spécifique 2, des réponses seront apportées aux questions additionnelles des termes de référence.

☞ **En quelle mesure ont contribué les actions entreprises pendant le projet au renforcement de CIDRI ?**

Cet objectif spécifique est aussi partiellement atteint au niveau opérationnel et atteint pour le niveau stratégique.

Au niveau opérationnel, il y a des éléments forts ayant contribué au renforcement de la capacité opérationnelle de CIDRI : (i) le renforcement sur le plan administratif et financier, (ii) la conduite de la recherche-action avec une démarche bien construite, (iii) la recherche des solutions alternatives pour faire face aux défis comme la gestion de l'insécurité, la proposition de toilettes Ecosan soumis à validation de Protos et Misereor, (iv) la mise à contribution de la communauté pour conduire les travaux d'adduction d'eau avec beaucoup de réussite.

Comme éléments n'ayant pas contribué au renforcement de la capacité opérationnelle de CIDRI, il faut noter : (i) l'orientation stratégique de conduite de ce volet assainissement, (ii) l'hésitation entre la distribution gratuite des dalles et la vente par le marketing de l'assainissement.

Au niveau stratégique, CIDRI assure davantage son leadership dans la province par (i) sa capacité à proposer des solutions innovantes face aux différents défis rencontrés, (ii) CIDRI est considéré aujourd'hui comme le partenaire technique du gouvernorat sur les questions d'eau et d'assainissement et apporte également son appui aux autres acteurs du secteur, (iii) sa capacité à organiser le secteur les comités de gestion des réseaux d'eau afin d'assurer un meilleur service à la communauté.

☞ **Quelles sont les mesures (renforcement des capacités, financement, support logistique, …) nécessaires, additionnelles à ce qui a été réalisé pendant la mise en œuvre du projet**

D'importantes prouesses ont été faites dans le domaine de l'eau et sa gestion. Il est important de faire le suivi des instruments mis en place à travers le manuel des comités, ressortir les éventuelles insuffisances et envisager leurs ajustements au bout d'un an par exemple (temps de mise en œuvre effectif de la SAGE par l'exécutif). Dans ce cas, CIDRI aura besoin d'un renforcement de capacités de sa cellule de suivi-évaluation de façon technique et en ressources afin de faire un suivi de proximité sur l'ensemble des réseaux.

Dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement, plusieurs thématiques doivent être abordées avec le département technique sur les différentes technologies à promouvoir dans le domaine de l'assainissement aussi bien en milieu scolaire qu'en milieu familial. Partant de nos expériences personnelles sur les ouvrages Ecosan, le bloc mis en place mettra plusieurs années avant de se remplir. Dans ces conditions, il ne pourra pas véritablement servir la cause de l'assainissement écologique. Par conséquent, il est important de revoir la conception tout en tenant compte du contexte local. Au niveau du département social, il est important de revisiter les différentes approches de mobilisation sociale notamment en milieu rural. La réponse peut se trouver dans la démarche. Toutefois, il est important de le renforcer sur d'autres approches comme l'ATPC (Assainissement total piloté par les communautés) qui permet de créer une prise de conscience collective et individuelle de la communauté et pousse cette

dernière à la prise de décision d'abandonner la défécation à l'air libre et de se doter d'un ouvrage d'assainissement familial. Toutes ces approches devront tenir compte du contexte social. Aussi, nous estimons qu'il serait trop tôt d'envisager le marketing social d'assainissement afin de faire acheter les dalles par les ménages. Il y faudra envisager une démarche progressive qui permettra dans un premier temps de créer le besoin au niveau de ces communautés, de les donner le gout de l'utilisation des latrines à travers les matériaux locaux de leur environnement, puis de penser à leur amélioration.

En partant de la vision de la politique nationale d'hygiène et d'assainissement de base de la RDC qui est d'offrir à toutes les couches de la population des services d'eau, hygiène et assainissement performants, accessibles et crédibles et de l'un de ces principe qui oblige tout porteur de projet à associer systématiquement un volet H/A à tout projet d'hydraulique conformément au DSCRP II, les différents renforcements de capacités envisagés dans le présent rapport devront trouver leur sources de financement dans les projets mis en œuvre, notamment MYP 4 et EASI II en cours d'exécution, ou des futurs projets. Si cela n'est pas prévu, ou pas conséquemment prévu, il est nécessaire de faire des ajustements en collaboration avec les partenaires financiers afin de se conformer à la PNHAB au niveau du département administratif et financier, il faut évaluer l'utilisation des outils mis à disposition, leur appropriation par le personnel et éventuellement un renforcement sur les insuffisances notées.

La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) devra être un focus important notamment sur les instruments de gestion selon des principes GIRE.

☞ **CIDRI peut-il remplir pleinement et en autonomie ses fonctions les plus pertinentes ? Et dans quel délai ?**

Il est prévu que le rôle de CIDRI progresse vers un rôle de plaidoyer. Bien sûr que cela est important pour améliorer l'accompagnement de l'Etat dans le secteur, ce rôle devra être soutenu par un potentiel opérationnel fort.

CIDRI a les potentialités techniques pour assurer ce rôle de plaidoyer (rôle qu'il joue déjà auprès du gouvernement provincial) à travers son coordonnateur. Pour l'outiller davantage dans sa démarche, il est important d'envisager un renforcement de capacités en techniques de plaidoyer notamment sur les questions de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et aussi sur les technologies et approches à promouvoir dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

Il sera difficile de se prononcer sur un délai si les accompagnements nécessaires à CIDRI ne sont pas en place.

☞ **Pistes d'amélioration de la stratégie de CIDRI et ses partenaires sur des aspects sociaux et d'un impact plus large, par exemple aux processus du dialogue, de réconciliation et de la paix ?**

En matière de stratégie, il faudra noter :

La démarche d'implication des autorités locales et provinciales, puis l'implication de la communauté pour avoir leur adhésion est une démarche formidable qu'il faut renforcer. Cette implication devra être avant, pendant et après la mise en œuvre du projet

CIDRI devra conduire concomitamment les activités relatives à l'eau et à l'hygiène et l'assainissement de façon cohérente

Le renforcement de la cellule de suivi-évaluation pour un suivi pendant et post projet

L'ouverture des interventions de la SAGE à tous les comités de gestion, membres et non membres de la SAGE afin de promouvoir la culture du dialogue entre acteurs. Cette démarche a été adoptée

dans le cadre de l'implémentation du fonds de professionnalisation. Cependant, il faudra la renforcer.

Prenant en compte le désaccord sur la gestion future du réseau de Bankoko avec Caritas, CIDRI devra dans son rôle de plaidoyer amener les autorités provinciales à assurer le leadership sur la gestion des infrastructures d'eau dans la province en s'appuyant sur la loi 15/026 du 31 décembre 2015. Cela pourra faciliter la réconciliation et de la paix entre l'ensemble des acteurs de l'eau.

5.5.3 *Satisfaction des bénéficiaires*

Les enquêtes auprès des ménages ont ciblé les ménages dont les localités sont bénéficiaires des points d'eau.

Les diagrammes ci-dessus expriment la distance moyenne séparant le ménage enquêté du point d'eau et le temps moyen mis pour assurer un tour du puisage. L'examen de ces diagrammes montre que 62% des ménages enquêtés ont le point d'eau à 200 m environ de leur domicile et 71% mettent une trentaine de minutes pour assurer un tour de puisage. Cette situation est en nette progression par rapport aux déclarations enregistrées pour la situation d'avant-projet qui stipulent que les femmes parcourent des kilomètres à la recherche de l'eau avec tous leurs corollaires qui accompagnent.

Le diagramme ci-dessous indique que 97% ménages sont satisfaits du service de l'eau dans leurs localités.

Il ne sera pas possible de mesurer le niveau de satisfaction des bénéficiaires par rapport à l'assainissement car le projet n'a vraiment pas abordé les thématiques relatives au point de produire des effets. Toutefois, la nécessité de tenir propres les points d'eau par les kiosquiers ont porté leurs fruits. En effet, 85% de la population ont trouvé que les points d'eau étaient bien entretenus. Ils sont 97% qui estiment qu'on peut prévenir certaines maladies en consommant de l'eau potable. Toutefois, le fait de disposer de l'eau potable seule n'est pas suffisant (89%). Ces observations dénotent de la prise de conscience par la communauté de la nécessité de maintenir l'eau potable depuis le puisage jusqu'à la consommation.

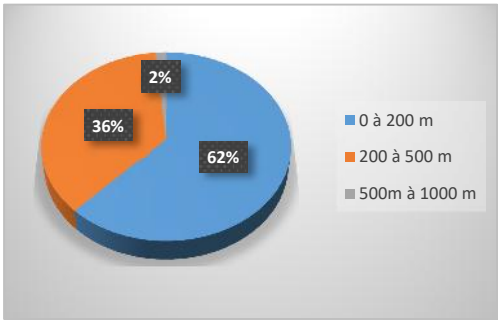


Diagramme 7 : Distance moyenne du ménage au point d'eau

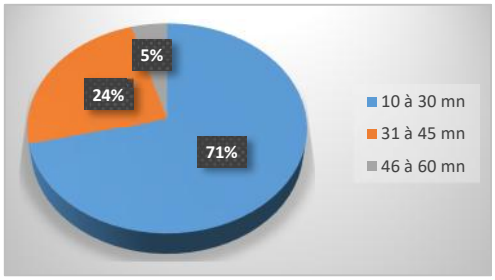


Diagramme 8 : Temps moyen mis pour un tour de puisage

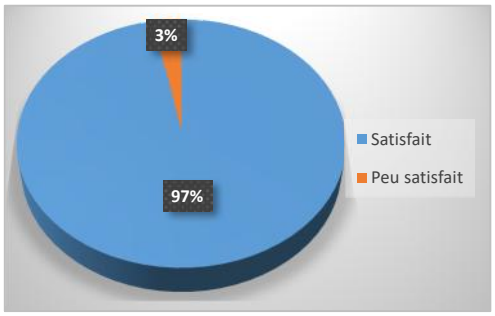


Diagramme 9 : Niveau de satisfaction des ménages du service public de l'eau

5.5.4 *Impressions des acteurs*

Le projet dans sa conception et sa mise en œuvre a été bien apprécié par les acteurs du fait du besoin urgent qu'il est venu combler, notamment les autorités locales qui se disent accompagnées dans leur volonté de fournir de l'eau potable à toute la population de leur ressort territorial.

Sur la pertinence du projet, beaucoup estiment que cette intervention est venue à point nommé car il a apporté de l'eau dans un quartier quasi dépourvu de l'eau potable depuis toujours. La population n'avait

pas d'alternative que de s'offrir ce que la nature mettait à leur disposition, c'est-à-dire se rendre sur les marigots pour s'approvisionner en eau pour la famille.

La mise en œuvre est intervenue dans un contexte règlementaire jamais connu jusqu'à fin 2015. Le projet a eu le mérite d'expérimenter la loi la loi 15 /026 du 31 décembre 2015 portant gestion de l'eau en République Démocratique du Congo depuis la mise en œuvre jusqu'à l'exploitation. Il a vraiment profité du nouvel environnement de gestion mis en place par SAGE à travers le manuel pour la gestion technique et administrative des réseaux, la formalisation du comité suivant la règlementation en vigueur. Les différentes formations, dont ont bénéficié les kiosquiers et les membres des comités de gestion avant le démarrage de l'exploitation, les ont renforcés dans leur gestion.

Sur la qualité de la démarche, l'ensemble des acteurs se retrouve parfaitement dans tout ce qui a été fait. La démarche a été vraiment participative et inclusive. Aucun acteur n'a été laissé de côté notamment la jeunesse que les autorités locales ont voulu mettre au cœur de l'action pour bénéficier de leur accompagnement effectif. Ce caractère participatif et inclusif de la démarche a fait que l'appropriation des interventions a été immédiate par les acteurs à divers niveaux.

Ce projet a été une occasion pour ces acteurs d'apprendre à connaitre le secteur, comment cela fonctionnait, les goulots d'étranglement ou handicaps à la satisfaction des besoins des communautés. Il a permis également à beaucoup d'autres de prendre consciences des enjeux au niveau du secteur. Grâce à ce projet, les acteurs, notamment les autorités à divers niveaux, ont une meilleure connaissance des textes qui régissent le secteur, notamment la loi 15 /026 du 31 décembre 2015 portant gestion de l'eau en République Démocratique du Congo.

5.6 Impacts potentiels

5.6.1 *Contribution à l'objectif global*

L'**objectif de développement** du présent projet est de contribuer à pérenniser l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement par une professionnalisation de la gestion et l'application des pratiques de l'approche GIRE. Cette pérennisation de l'accès à l'eau passe par : (i) la construction de nouveaux réseaux, (ii) le renforcement du système par la mise en place de nouveaux kiosques (iii) l'existence des comités de gestion légalement reconnus et qui gèrent le système conformément aux normes retenues dans le Manuel de référence pour les comités de gestion des réseaux autonomes d'eau potable dans la Province de l'Ituri, (iv) des administrations provinciale et locale qui répondent aux besoins des comités de gestion, et enfin (v) le comité de gestion qui reçoit de façon efficace et efficiente, les appuis de la SAGE sur l'ensemble des préoccupations techniques, managériales, financières etc.

(i) La construction de réseau d'eau de Bankoko a permis de sécuriser l'accès à l'eau potable pour 28.676 personnes soit 4.780 ménages à travers 17 kiosques et une borne-fontaine tous fonctionnels dans trois quartiers à savoir : Bankoko, Bigo et Opas. Il est important d'ajouter que les avenues de Bigo desservies sont celles se retrouvant sur le trajet de la conduite principale. Les avenues d'Opas desservies sont celles qui sont détachées de Bankoko avant la dernière réforme de l'administration territoriale. Aussi est-il important d'ajouter la localité de Ndembomalabo situé à environ 10 km de la zone des sources et qui est traversée aussi par la conduite principale.

(ii) Le renforcement du système par la mise en place de nouveaux kiosques : toujours dans la logique de pérenniser l'accès à l'eau dans le quartier Bankoko et ses environs, CIDRI a bénéficié d'un don de la Fondation Roi Baudouin de 50.000 euros qui a été affecté à la construction de

huit autres kiosques supplémentaires toujours au système de Ngongo II au quartier Bankoko. Ainsi, fin mars 2021 le nombre des kiosques passera de 17 à 25. Ces bénéficiaires des kiosques sont des bénéficiaires indirects de ce projet.

(iii) L'existence d'un comité de gestion légalement reconnu avec une gestion aux normes : le processus de reconnaissance légale de la GESB est quasi bouclé. Cette association sera bientôt la neuvième association légalement reconnue ayant adhéré à la SAGE pour bénéficier de ses appuis.

(iv) Une administration provinciale et locale qui répond aux besoins des comités de gestion : on note une prise de conscience progressive au niveau des autorités provinciales et locales pour répondre aux besoins des comités de gestion.

(v) Des appuis efficaces et efficientes de la SAGE aux différents comités de gestion : bien avant la fin du processus de reconnaissance légale, la GESB bénéficie de l'appui de CIDRI qui fut le coordonnateur intérimaire de la SAGE et gestionnaire intérimaire de la GESB.

De ce qui précède, on en déduit que la coordination du projet met tout en œuvre pour garantir la pérennisation de l'accès à l'eau potable dans cette partie de la ville de Bunia.

Pour ce qui concerne la contribution au volet GIRE du projet, quelques actions ont été notées selon le rapport final de clôture :

- 3 pépinières installées à E.P. Nizi II (1.680 plantules) où 20 élèves sont formés et une pépinière communautaire à Tsere (20.000 plantules) ;
- 4.742 arbres plantés dont 730 à E.P. Nizi I & II, 1.012 à E.P. Bankoko et 3.000 sur le terrain du campus de l'Université de Bunia (UNIBU). A cause de l'insécurité dans la zone des sources identifiée pour le boisement (10 ha) et les villages riverains des bassins versants, plus ou moins 16.000 plantules n'ont pas été transplantées. Il est important de signaler que 150 familles avaient préparé chacune un champ pour 100 plantules ;
- Encadrement des élèves de l'E.P. Nizi lors de la formation GIRE sur l'aménagement des pépinières d'arbres scolaires.

Ces différentes actions permettront de préserver la qualité des ressources en eau au même titre que les 76.302 m² de champs de Paspalum mis en place dans les aires de captage sont entretenus pour protéger les sources contre l'érosion régressive due aux ruissellements des eaux de pluies torrentielles, exécutés lors du MYP3.

5.6.2 *Prise de conscience manifeste des autorités*

Depuis le démarrage de la mise en œuvre du projet SAGE, le regard porté par les autorités à divers niveaux sur le secteur de l'eau dans la province a commencé par changer et pour cause. Le calvaire des communautés, qui a touché la sensibilité de ces acteurs, s'est remarqué dans l'engagement des autorités dans la mise en œuvre du présent projet. L'accompagnement de ces autorités ne s'est pas fait prier. Au contraire ce sont elles qui ont pris le devant des choses pour rallier la population à la cause du projet. L'organisation du forum de quartier en est une parfaite illustration. Le gouvernorat a instruit les services provinciaux, notamment le cadastre pour accompagner le projet dans la libération des terrains traversés par le projet.

5.6.3 *Services publics de l'eau en amélioration*

La loi 15 /026 du 31 décembre 2015 portant gestion de l'eau en République Démocratique du Congo a conçu le boulevard pour l'accès à un service d'eau de qualité. Le projet SAGE a mieux clarifié ce

boulevard par l'appropriation de cette loi par les autorités à divers niveaux et la mise en place des outils pour accompagner l'implémentation de cette loi. Le projet EASI a permis d'expérimenter ce boulevard. Le premier constat est un service nettement amélioré dans la couverture de la zone d'intervention du projet, dans la prise en compte des groupes vulnérables comme la population de Ndembomalabo, dans la couverture des besoins qui subsistent par d'autres financements. La mise en place d'une gestion plus améliorée qui génère assez de revenus permettant d'investir dans leur maintenance, réhabilitation, extension pour augmenter le nombre de ménages qui accèdent aux services d'eau de qualité. L'adhésion de la GESB à la SAGE lui permettra de bénéficier des appuis techniques, managériales, et financiers pour améliorer la performance du réseau et celle financière. Elle pourra bénéficier des retombées des plaidoyers de la SAGE envers les autorités et les partenaires techniques et financiers du secteur. Les autorités pourront mieux organiser leurs appuis à la gestion du secteur dans un cadre règlementaire bien clarifié sur la base des conventions de gestion signées avec les différentes associations. Ceci sera chose faite après la reconnaissance officielle de la GESB.

5.7 Aspects transversaux

5.7.1 *Genre et inclusion sociale*

Le projet a contribué à l'amélioration des conditions de vie des couches vulnérables comme les femmes (51% des bénéficiaires) suivant le tableau ci-dessus

Tableau 16 : Situation des bénéficiaires suivant le genre

Bénéficiaires	Effectif total	Effectif femmes	Effectif hommes
Population	28676	14625	14051
Elèves	1799	965	834
Enseignants	37	24	13
Total	**30512**	**15614**	**14898**

Le projet a contribué à améliorer la situation de l'accès à l'eau dans de nombreuses localités à Bankoko. 97% des ménages de ces localités ont exprimé leur totale satisfaction quant au service actuel de l'eau car le temps du tour de puisage se trouve nettement amélioré. Il est important de signaler la prise en compte de la population de Ndembomalado, une couche vulnérable par rapport à l'eau qui n'a trouvé comme moyen d'expression que de saboter les installations. Bien que le sabotage ne soit pas une situation à encourager, leur intégration dans le système a permis de résoudre un problème d'inclusion sociale.

Ces travaux d'amélioration ont permis d'installer des équipements d'eau potable dans certains villages ou quartiers qui n'avaient pas accès à l'eau. C'est ainsi que nous constatons un retour des déplacés dans leurs villages (rapport de capitalisation).

5.7.2 *Environnement*

La pression sur les ressources en eau est évidente, du fait de l'évolution démographique galopante dans la ville de Bunia et ses environs, due à l'afflux des réfugiés fuyant la guerre et les conflits ethniques. La pression sur les zones de sources s'est accentuée du fait des captages réalisés pour mettre en place le réseau de Bankoko.

Dans le cas de la mise en place de ce réseau de Bankoko, il a été mis en place 76 302 m² de champs de Paspalum pour protéger des aires de captages contre l'érosion régressive due aux ruissellements des eaux de pluies torrentielles. Aussi, 4.742 arbres ont été plantés dont 730 à E.P. Nizi I & II, 1.012 à E.P. Bankoko et 3.000 sur le terrain du campus de l'Université de Bunia (UNIBU).

5.7.3 *Renforcement des capacités des autorités locales*

Les projets EASI et SAGE sont en parfaite synergie et le renforcement de capacités des autorités locales et provinciales a été un axe prioritaire d'intervention pour le projet SAGE sur plusieurs thématiques, à savoir les formations des autorités locales sur la connaissance du secteur et la règlementation, Le projet a eu le mérite d'avoir mis en place un creuset d'échanges et de partage sur les préoccupations du secteur à travers le groupe sectoriel. La méthodologie de « learning by doing » a été un parfait succès car elle a permis aux acteurs d'apprendre ensemble à conduire le processus de diagnostic et d'élaboration du plan sectoriel, et de structuration du secteur dans la province.

5.8 Autres éléments d'appréciation

5.8.1 *Forces et faiblesses*

5.8.1.1 Forces

- **Engagement des autorités provinciales et locales :** elles ont pris le devant des choses pour rallier la population à la cause du projet. L'organisation du forum de quartier en est une parfaite illustration. Le gouvernorat a instruit les services provinciaux notamment le cadastre pour accompagner le projet dans la libération des terrains traversé par le projet.
- **Implication des populations dans la réalisation des travaux** : l'utilisation des populations bénéficiaires pour les travaux d'excavation des tranchées a permis d'avoir une main d'œuvre assez importante pour réaliser rapidement l'une des tâches les plus fastidieuses et aussi de réduire considérablement le coût des travaux.
- **Disponibilité de ressources financières** : la disponibilité des ressources financières et leur mise à disposition à temps a permis une évolution rapide des travaux et évité tous types de blocage dus au manque de fonds.
- **Expériences accumulées de l'équipe de mise en œuvre de CIDRI** : les dizaines d'années d'expériences de CIDRI dans la conduite des travaux d'approvisionnement en eau potable dans la province a été déterminante pour assurer la conduite des réalisations avec art et professionnalisme.
- **Approche participative et inclusive du projet** : cette approche a permis d'impliquer les autres acteurs du secteur de l'eau, ainsi que les autorités locales et provinciales, ce qui a permis de trouver rapidement des solutions à des situations qui auraient pu empêcher l'atteinte des objectifs du projet.
- **Environnement juridique favorable :** la mise en œuvre de ce projet est intervenue dans un cadre règlementaire très organisé. Ce qui a permis de bénéficier de l'attention de l'ensemble des acteurs.

5.8.1.2 Faiblesses

- **Insuffisance d'expérience de l'équipe de gestion dans la promotion de l'hygiène et de l'assainissement** : le manque d'expérience de CIDRI concernant les questions d'hygiène et assainissement ne leur a pas permis d'amener la population à s'intéresser réellement au volet assainissement du projet.
- **Le montage du projet sur des prévisions non encore acquises d'un autre projet (SAGE) :** l'obtention de certains résultats notamment ceux relatifs à la gestion des réseaux dépend de l'atteinte des résultats du projet SAGE. Les actions du projet SAGE étant toujours en cours et n'étant donc

pas encore des acquis, tout résultat non atteint au niveau du projet SAGE menacerait directement l'atteinte de certains résultats au niveau du projet EASI.

5.8.2 *Implication et apports du gouvernement dans la mise en œuvre du projet*

La prise de conscience pour les besoins d'eau dans le quartier Bankoko a amené le gouvernement provincial à s'investir pour apporter des solutions idoines aux différentes préoccupations liées à la mise en œuvre. Il s'agit :

- L'exonération pour les frais de douanes dans le cadre de l'importation des matériaux hydrauliques : il est à saluer l'engagement et l'accompagnement reçu par CIDRI dans le cadre des démarches entreprises pour aboutir à l'accord de l'exonération par le gouvernement central
- Prise des actes pour la reconnaissance officielle de la GESB comme asbl : L'appropriation de la loi 15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau a permis aux autorités provinciales de porter une oreille attentive à toutes les procédures de formalisations des comités de gestion pour devenir une association sans but lucratif,
- Sensibilisation de la population par les autorités communales et du quartier : les autorités locales, notamment le chef du quartier de Bankoko et le bourgmestre de Mbunya, ont été très actives derrière les communautés d'une part pour l'appropriation du projet, d'autre part pour leurs contributions en nature, notamment la réalisation des tranchées pour les conduites principales. Pour l'appropriation du projet, le chef du quartier de Bankoko a provoqué un forum de quartier afin de partager avec les jeunes les tenants et aboutissants du projet. Suite à cette appropriation, les communautés ont été fortement organisées pour assurer la réalisation des tranchées. Le Bourgmestre et le chef de quartier ont organisé l'entretien des différentes équipes au cours de la mise en œuvre.
- Le gouvernorat a dépêché les services cadastraux pour accompagner la libération de toutes les zones traversées par le réseau en vue de leur libération par les propriétaires terriens et leur sécurisation pour cause d'utilité publique.
- Tous les espaces traversés par les tuyaux ne sont pas lotis. Ainsi, le gouvernorat a donné des instructions aux conservateurs pour protéger ces tuyaux.

5.9 Quelques défis importants

Quelques défis importants ont été identifiés dont la prise en compte par les différents acteurs permettra d'assurer un développement harmonieux du secteur :

La sécurité dans la province : bien que conjoncturelle, la crise sécuritaire qui secoue la province depuis 2015 focalise et devra focaliser davantage l'attention des autorités provinciales. Les impacts de cette crise sur la continuité du service de l'eau a été énorme. En effet, les installations subissent fréquemment des vandalismes privant la communauté d'eau pendant plusieurs semaines ou mois. Selon le rapport final du projet deux vandalismes ont été observés sur le réseau entre septembre 2020 et mars 2021. Du 14/09/2020 au 03/01/2021 et ensuite du 22/02 au 23/03/ 2021, le réseau d'adduction a été vandalisé par des groupes armés. Cet acte ignoble a provoqué un nombre d'effets négatifs inattendus :

- 171 jours de privation d'eau à la population de Bankoko et environs : pourtant l'eau est non seulement un droit fondamental reconnu par les Nations Unies en 2010, mais aussi une condition essentielle pour une vie digne et saine ;
- La destruction de plusieurs ouvrages le long de la conduite : les tuyaux bien qu'à un mètre de profondeur dans le sol, la dalle de couverture de la brise charge et la vanne d'arrêt de la brise charge ont été emportée ;

- La disparition de 3 techniciens jusqu'à ce jour : une réponse imminente est attendue de la part des autorités.

Meilleure gestion de la ressource en eau : il y a une nécessité d'avoir une connaissance suffisante des sources d'eau, pour connaitre leurs capacités afin de rester en cohérence avec l'article 1er de la Loi sur l'eau n° 15/026 de la République Démocratique du Congo, promulguée le 31 décembre 2015 qui stipule que : « La présente Loi a pour objet la gestion durable et équitable des ressources en eaux constituées des eaux souterraines et de surface, tant continentales que maritimes, conformément aux articles 9 et 48 de la Constitution. » cette meilleure connaissance pourra permettre d'assurer une gestion intégrée des ressources en eau dans la province.

Tarification de l'eau à un juste prix : il est important d'évaluer le tarif actuel en vigueur sur le réseau afin de prendre en compte les grosses réparations à moyen et long termes du fait de l'exploitation. La situation d'insécurité qui engendre des couts inattendus devra être prise en compte afin d'assurer un meilleur service au niveau des robinets. Le réseau devra être en mesure à la longue d'assurer des extensions dans une certaine proportion.

Renforcement de la présence du gouvernorat dans le secteur en s'appuyant sur le plan secteur : autrefois absentes, les autorités en charge de la province ont découvert leur rôles et responsabilités très importants à travers le projet SAGE. Ces autorités devront s'appuyer sur les outils mis à leur disposition pour appuyer et orienter l'ensemble des acteurs qui voudront désormais investir dans le secteur de l'eau. Elles devront répondre présentes en apportant de solutions aux préoccupations spécifiques des comités de gestions à travers la SAGE en général et la GESB en particulier. Aussi, est-il important que les autorités accompagnent la GESB pour en faire un comité de gestion de référence dans la province.

Politique en harmonie avec la croissance démographique : la ville de Bunia connait des afflux des populations venant des zones conflictuelles. Ces populations qui s'accroissent créent des besoins supplémentaires auxquels les autorités de la ville devront s'adapter pour satisfaire les besoins de tout le monde.

6. Conclusions et recommandations

6.1 Conclusion

Le niveau de mise en œuvre du projet est évalué à 77% du fait de la forte contribution de la réalisation du projet SAGE. Ces deux projets se sont complétés dans une synergie parfaite pour améliorer le service d'eau à la communauté. La dynamique observée au niveau du réseau d'eau de Bankoko, si elle se maintient, va devenir un modèle de gestion afin d'assurer la durabilité financière des réseaux d'eau. Ceci va vraiment donner un sens à la professionnalisation de la gestion des ouvrages d'eau. Par contre, concernant le volet assainissement il est important de repenser la démarche de conduite des activités afin de faire approprier les interventions par la communauté.

Il est à déduire de cette évaluation est que les actions sont considérées plus importantes, cohérentes, pointues et harmonisées dans le cadre de l'amélioration du service public de l'eau que celui de l'hygiène l'assainissement.

6.2 Recommandations

6.2.1 *Formulation du projet*

Définir des indicateurs SMART : la plupart des indicateurs de mise en œuvre sont agrégés. Ils sont souvent difficiles à atteindre à l'échelle du temps de projet. Aussi, les moyens mis à disposition ne permettront pas non plus de les atteindre. Il est important de mieux travailler ces indicateurs en vue de les rendre SMART. Ce qui va mieux faciliter leur évaluation.

Renforcer le volet GIRE : des actions GIRE visant la protection de la ressource ont été notées comme la mise en place de *Paspalum* dans la zone de source et les plantations d'arbres. Toutefois, il est important de faire le focus sur une meilleure prise en compte de la GIRE pour sa contribution à l'objectif global de l'action.

6.2.2 *Mise en œuvre*

Améliorer la performance de la gestion du réseau : il faut faire un diagnostic approfondi au niveau de chaque kiosque. Ce diagnostic devra aboutir à la connaissance des causes de pertes d'eau énormes au niveau du réseau suivie de la prise des mesures permettant de porter la performance de la partie distribution du réseau à au moins 85%.

Préserver et renforcer les acquis de la gestion du réseau : les autorités locales et le comité de gestion avec l'accompagnement de CIDRI devront s'engager de façon effective et rigoureuse dans une dynamique de préservation des acquis de la gestion intérimaire du réseau. Ils devront optimiser la gestion de sorte à renforcer le réseau et accroitre le nombre de ménages bénéficiaires de l'eau potable de façon sécurisée en partie sur fonds propres.

Sensibiliser les communautés sur les gains en consommant de l'eau potable : il s'agira de démontrer à la population à travers les sensibilisations que le refus de consommer de l'eau potable les oblige à investir quatre fois ou cinq fois plus lorsqu'elles doivent se rendre dans un centre de santé du fait de la consommation de l'eau des marigots. Ceci pourrait amener ces communautés à revoir leur priorité en faveur du paiement de l'eau.

Repenser la démarche de mise en œuvre de l'hygiène et l'assainissement : de façon générale, les travaux d'hygiène et d'assainissement ont connu assez de retard avant le démarrage. Le volet mobilisation sociale n'a démarré qu'en 2020. Le fait de disposer de l'eau potable avant d'assurer une bonne hygiène est vrai, mais ne justifie pas que le réseau d'eau soit totalement achevé avant de démarrer la mobilisation sociale pour l'hygiène et l'assainissement. La mobilisation sociale peut bel et bien commencer pour les deux volets au même moment. De même, les travaux de construction de réseau d'eau et des ouvrages d'assainissement peuvent commencer au même moment de sorte que l'exploitation des deux (réseau d'eau et ouvrages d'assainissement) soit de même.

Renforcer le dispositif de suivi-évaluation : CIDRI dispose d'un responsable de suivi-évaluation, ce qui est une bonne chose pour l'exécution des projets mis en œuvre, notamment du projet EASI. Toutefois, il est important de faire le focus sur les valeurs cibles des indicateurs afin que l'action puisse s'inscrire dans les délais impartis. Il est important au début de la mise en œuvre de faire une analyse des indicateurs et de mettre en place un plan de suivi-évaluation cohérent.

6.2.3 *Pour les interventions futures*

Verser les activités non exécutées sur le volet assainissement dans EASI II : au niveau des écoles, les ouvrages mis en place ne sont pas mis en exploitation. Aussi, les dalles Sanplat ne sont pas distribuées. Sur ce volet, le projet est inachevé. Afin de ne pas perdre les investissements consentis et permettre une meilleure exploitation, il est important de concevoir un paquet d'activités relatif à la mobilisation sociale et la sensibilisation des communautés et des écoliers.

Faire de la gestion du réseau d'eau de Bankoko, une référence en matière de gestion communautaire dans la province de l'Ituri et en RDC : une nouvelle dynamique a été amorcée avec la mise en place de la SAGE et la formalisation des associations locales de gestion des réseaux d'eau suivant les dispositions de la loi 15/026 du 31 décembre 2015. La GESB est la première association légalement constituée avant d'hériter de la gestion du réseau. Afin de rassurer les autres structures de gestion, cette association devra montrer le bon exemple et obtenir des résultats qui devront séduire les autres et les rassurer quant à la possibilité de rendre leur réseau financièrement stable et durable.

6.3 Bonnes pratiques et leçons apprises

6.3.1 *Bonnes pratiques*

Bonnes pratiques	Valeurs ajoutées
Promotion de la maîtrise d'ouvrage à la ville de Bunia et au gouvernorat	Le projet a montré à la ville de Bunia et au gouvernorat qu'ils sont les maitres d'ouvrage à travers l'appropriation de la loi de l'eau. La MO est gage de durabilité des actions. Elle a renforcé la prise de conscience au niveau du secteur et par conséquent la présence de ces autorités dans la gestion du secteur de l'eau pour un meilleur service à la population.
Mise en place d'une association d'usagers légalement reconnue avant la prise de la gestion	Cette situation va constituer un précédent heureux pour les futurs réseaux à mettre en place et obliger les autorités locales à répondre aux besoins des gestionnaires de réseau. C'est une base pour une gestion de l'eau plus professionnelle et sécurisée.

Implication des autorités locales et de la population	Cela a permis la prise en charge par la communauté sous forme de contribution en nature les travaux d'excavation pour la pose des conduites.

6.3.2 *Leçons apprises*

Une démarche de mise en œuvre participative et inclusive facilite l'appropriation du projet par les différents acteurs notamment les bénéficiaires : les séquences de sensibilisations des autorités locales et provinciales, l'organisation du forum de quartier sur le contenu du projet a facilité l'appropriation des interventions et la contribution forte de ces communautés notamment pour les travaux d'excavation pour la pose des conduites. Cette appropriation a rendu aussi les autorités locales et provinciales très réceptives et engagées sur l'ensemble des préoccupations liées à la mise en œuvre du projet.

La mise en évidence des intérêts des uns et des autres est une source d'engagement supplémentaire: les séquences d'informations sur le projet et plus tard sur la loi de l'eau ont permis d'indiquer l'intérêt des interventions, les rôles et responsabilités notamment de la ville de Bunia à travers les communes et la province dans leur rôle de maitres d'ouvrages. En effet, ayant pris conscience de leurs rôles, les autorités locales se sont investies dans l'organisation des communautés pour les travaux d'excavation pour la pose des conduites, le gouvernorat a instruit les services cadastraux pour accompagner la libération de toutes les zones traversées par le réseau en vue de leur libération par les propriétaires terriens et leur sécurisation pour cause d'utilité publique.

Une meilleure compréhension de l'environnement juridique et règlementaire du secteur a facilité la prise d'option pour la gestion du réseau de Bankoko : le projet EASI est intervenu dans un environnement légal caractérisé par l'existence de la loi 15/026 du 31 décembre 2015, et des clarifications du contenu de ladite loi aux divers ateliers organisés dans le cadre du projet SAGE. Ce qui a permis d'aller directement vers l'option de mettre en place une association d'usagers légalement reconnue (GESB) pour assurer la gestion du réseau. Pour renforcer la légitimité de l'association, la gestion intérimaire remettra le réseau et les équipements au gouvernorat qui va les remettre officiellement à la GESB après la sortie des actes notariés.

La professionnalisation et le suivi de la gestion des ouvrages rendent le service public de l'eau performant : La gestion professionnelle mise en place au niveau de Bankoko, l'utilisation des outils de traçabilité des recettes ont permis d'avoir globalement au niveau des kiosques des recettes importantes permettant des investissements au niveau du comité de gestion (local équipé de mobiliers). Il est peut-être trop tôt d'opiner sur la durabilité financière du réseau de Bankoko, mais les résultats obtenus en 8 mois de gestion permettent de dire que la gestion du réseau de Bankoko est sur le sentier de la durabilité financière.

7. Annexes

Annexe 1 : Evaluations du niveau d'atteinte des résultats *52*
Annexe 2 : Niveau de réalisation des activités *54*
Annexe 3 : Liste des personnes ressources *57*
Annexe 4 : Grille de notation *58*
Annexe 5 : Rapport de démarrage *58*
Annexe 6 : PPT de debriefing *58*

Annexe 1 : Evaluations du niveau d'atteinte des résultats

Résultats attendus	Indicateurs de résultat								
	Indicateurs de mesure	Facteurs dominants	Valeurs de base	Valeurs cibles	Valeurs atteintes	Pourcentage	Pourcentage retenu	Pondération	Réalisation par Résultats
R1 L'accès à l'eau potable l'assainissement de base ont augmenté, conformément à la vision intégrée	Indicateur 1a) : valeur cible convenue (en fin de projet) : 28.100 personnes auront un accès sécurisé à l'eau potable, à proximité de leurs logements et avec un temps d'attente de moins de 30 minutes	Nombre de personnes ayant accès à l'eau potable	4800	28100	28100	100%	100%	50%	62%
	Indicateur 1d) : 1000 ménages ont construit des latrines avec l'aide de Sanplat et les utilisent régulièrement. Les latrines sont propres (savon et eau sont disponible en permanence)	Nombre de dalles de latrines sanplat mis à disposition des ménages	0	1000	12	1%	1%	30%	
	Indicateur 1c) : Cinq écoles ont des installations sanitaires (une d'entre elles Ecosan) et peuvent les gérer selon le système GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau)	École disposant des installations sanitaires	0	5	3	60%	60%	20%	
R2 La gestion locale des systèmes d'eau potable (existants et des nouveaux) en Ituri est améliorée	Indicateur 1b) : Les structures administratives de l'ouvrage fonctionnent de manière durable (les tarifs sont établis et calculer de façon à couvrir les coûts ; tout le monde paye selon les règlements)	Le comité de gestion de l'ouvrage fonctionne	0	1	1	100%	100%	100%	100%

R3 Une vision intégrée du secteur de l'eau potable et de l'assainissement est développée et est portée par les acteurs clés en Ituri	Indicateur 1e) : Les différents comités de gestion d'eau potable sont chapeautés par la SAGE [2] et ont obtenu un statut légal pour opérer les installations	Nombre de comités ayant un statut légal	0	8	9	113%	100%	100%	100%
R4 Le rôle de CIDRI évoluera vers le plaidoyer provincial et national au travers groupe sectoriel et échangera davantage ses expériences avec d'autres acteurs	Indicateur 1f) : CIDRI a mis en place des procédures internes de contrôle sûres/fiables qui assurent le pilotage impeccable de la mise en œuvre du projet, de l'administration et de la coopération financière	Procédures internes mises en place	0	1	1	100%	100%	100%	100%

Annexe 2 : Niveau de réalisation des activités

Résultats / Activités	**Niveau de réalisation**	Commentaires / Observations
R1 : L'accès à l'eau potable l'assainissement de base ont augmenté, conformément à la vision intégrée		
A1.1 Construction système d'eau : aménagement zone de sources (5 l/s) - ligne principale ; système de distribution (incl. kiosques). Les fiches de calcul hydraulique montrent les conduites dans le système de Ngongo II, la synthèse tuyauterie, le plan schématique zone des sources et la ligne de distribution se trouvent en ci-dessus du tableau et en annexe.	Réalisée	Le système d'eau a été construit complètement avec la réalisation de travaux complémentaires pour prendre en compte des populations vulnérables non prises en compte au début du projet. Le réseau réalisé est arrivé à satisfaire les besoins de 28000 populations bénéficiaires
A1.2 Mobilisation des bénéficiaires pour leur contribution	Réalisée	Les populations bénéficiaires ont été fortement mobilisées avec l'appui des autorités locales et ont contribué activement à la construction du réseau d'eau à travers l'excavation des tranchées
A1.3 Construction des toilettes (filles/garçons séparés), 1 école avec innovation d'ecosan	Partiellement réalisée	Trois (03) écoles sur cinq (05) ont bénéficié de la construction de toilettes dont deux (02) avec la technologie Ecosan
A1.4 Inclusion dispositifs pour l'hygiène corporelle et menstruelle	en cours	
A1.5 Construction système collecte eau de pluie	Non réalisée	
A1.6 Construction système lavage des mains	Réalisée	Les écoles ont été équipées de dispositifs de lavage des mains
A1.7 Introduction système de gestion des déchets	Non réalisée	
A1.8 Pépinière scolaire et formation élèves sur la propagation	Réalisée	Trois (03) pépinières ont été installées à E.P.Nizi avec formation des écoliers
A1.9 Jardins de démonstration et plantation des vergers autour de l'école	en cours	
A1.10 Identification ménages bénéficiaires SanPlat	en cours	Un total de 8 ménages a bénéficié des SanPlats. Cette activité n'a pas été menée à bien car la mobilisation de la population pour leur expliquer l'importance de l'hygiène n'a pas été effective
A1.11 Développent outils pour promotion SanPlats		
A1.12 Fabrication SanPlats et distribution	En cours	187 SanPlats sur 1000 ont été fabriqués et distribués à 8 ménages. L'introduction du marketing de l'assainissement pour faire des recettes au début de la promotion des dalles a probablement influencé le manque d'engouement de la population
A1.13 Suivi, évaluation et appui des groupes PHAST et HAMS existantes	Réalisée	mise en place des comités d'hygiène et d'assainissement dans les écoles bénéficiaires et sensibilisation des élèves
A1.14 Formation et support groupe de théâtre (Drama groups) pour sensibilisation sur H&A	Non réalisée	
R2 : La gestion locale des systèmes d'eau potable (existants et des nouveaux) en Ituri est améliorée		

A2.1 Support des comités sur gestion administrative et financière	Réalisée	Formations organisées au profit des comités sur la gestion financière et technique qui a abouti à la réalisation d'un manuel de référence
A2.2 Appui au processus de la délégation aux opérateurs privés exploitant les kiosques	Réalisée	
A2.3 Formations pour la mise en place de la structure d'appui à la gestion de l'eau (SAGE)	Réalisée	La SAGE a été mise en place et est opérationnelle
A2.4 Accompagnement et renforcement des capacités des opérateurs privés	Réalisée	
A2.5 Réunions thématiques de la SAGE pour analyser et résoudre des problèmes des systèmes de gestion	Réalisée	
R3 : Une vision intégrée du secteur de l'eau potable et de l'assainissement est développée et est portée par les acteurs clés en Ituri		
A3.1 Suivi avancement programme	Réalisée	
A3.2 Support finalisation diagnostic	Réalisée	
A3.3 Faciliter la participation et la prise de décision aux membres du Comité de Pilotage	Réalisée	
R4 : Le rôle de CIDRI évoluera vers le plaidoyer provincial et national au travers groupe sectoriel et échangera davantage ses expériences avec d'autres acteurs		
A4.1 Documenter les expériences, particulièrement ceux de la Recherche Action	Réalisée	Réalisation de prototypes de kiosques à eau pour expérimentation avec des résultats concluants. Cette expérience a fait l'objet d'édition d'une brochure pour documenter cette expérience
A4.2 Appuyer dans les réflexions et défenses de points de vue, droit à l'eau potable	Réalisée	
A4.3 Mise en contact avec les autres acteurs au niveau de la province et les autres partenaires de Protos	Réalisée	Partage des expériences avec ADIR et les modèles de gestions du Bénin et de l'Equateur
A4.4 Analyse et amélioration des systèmes et des outils de planification, gestion financière et administratives et de la gestion des ressources humaines à travers les systèmes et les outils utilisés par la CAR et les autres partenaires de Protos	Réalisée	
A4.5 Formation et suivi de l'utilisation de ces systèmes outils	Réalisée	
A4.6 Formation et réflexions sur l'approche multi-acteurs	Réalisée	
A4.7 Appui à l'organisation du comité de pilotage du programme	Réalisée	

A4.8 Appui à la mise en place du groupe sectoriel de l'eau et assainissement ensemble avec les services déconcentrés (SNHR et REGIDESO)	Réalisée	
A4.9 Echanges d'expériences avec ADIR et des acteurs dans le Nord- et le Sud-Kivu	Réalisée	

Annexe 3 : Liste des personnes ressources

N° d'ordre	Nom et prénom	Structure/ Fonction	Contact/ numéro ou mail
1	Joris BACKAERT	Représentant résident Protos RGL	+257 798 754 73
2	Lieven PEETERS	Ex Représentant résident Protos RGL	+256 772 990622
3	Harald VAN DER HOEK	Join For Water Gent	harald.vanderhoek@joinforwater.ngo
4	Ewald VAN DEN AUWELANT	Chargé de Programme Protos RGL	+32 478 53 20 60
5		Bourgmestre de Mbunya	-
6	KWONKE Wamara Jacques	Chef de bureau Bunia	-
7	Justin NDJANGO	Coordonnateur principal société civile Ituri	ndjangomugisa@gmail.com 00243 082 542 498 7/ 097 064 5424
8	AGENONGA UDAGA Faustin	Bourgmestre de Shari	00243 081 263 310 1
9	ACAVIA Ayikovi Etienne	Chef de quartier Bankoko	00243 081 153 4068
10	Samy AGENONG'A BEDIDJO	Président SAGE	00243 099 365 2645
11	KAKANI MANDOU DANGA Jean-Marie Vianey	Membre du comité de gestion Bankoko	00243 081 373 301 18/ 099 910 2104
12	AYONA-DEMBO Albert	Gestionnaire Kayansi	00243 081 397 3333
13	LAZO Jean de Dieu	Superviseur EA Bunia	-
15	TSHULO NGANDJE Louis	Médecin Chef DPS	louistshulo@gmail.com
16	Emmanuel GBOMBU	Chef département technique CIDRI	+243 814 668 238 Alphonse.thomani@gmail.com
17	CIZA NYALUNDJA	Cluster WASH/Unicef	nciza@unicef.org
18	Paula Claire DHIRO	Mobilisatrice sociale, chef de département social a1	-
19	Marthe Méno ETKWALA	Chef Division Energie	00243 998 909 918
20	Prosper MULIMBA FURABO	Point Focal DPS	00243 010 391 945/ 099 774 7945 mulimbafura@gmail.com
21	Innocent NGANDRU	Coordonnateur CIDRI	00243 997 608 906
22	Sylvie LOSSY	Responsable suivi évaluation CIDRI	00243 995 915 625

Annexe 4 : Grille de notation

Notations pour les résultats, l'efficacité, l'efficience	***Notations de durabilité :***	***Notations de la pertinence***	***Notations de l'impact :***
1 Très insatisfaisant (HU) : de graves problèmes 2 Insatisfaisant (U) : problèmes majeurs 3 Modérément Insatisfaisant (MU) : des lacunes importantes 4 Modérément satisfaisant (MS) 5 Satisfaisant (S) : lacunes mineures 6 Très satisfaisant (HS) : pas de lacunes	1 Improbable (U) : risques graves 2 Moyennement peu probable (MU) : des risques importants 3 Moyennement probable (MP) : risques modérés 4 Probables (L) : risques négligeables pour la durabilité	1 Pas pertinent (PP) 2 Pertinent (P)	1 Négligeable (N) 2 Minime (M) 3 Moyennement Significatif (MS) 4 Significatif (S)

Annexe 5 : Rapport de démarrage

Annexe 6 : PPT de debriefing

2021

Projet de gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs (EASI)

Evaluation finale du projet EASI
RAPPORT DE DEMARRAGE

Statut : Définitif

Financement

Katholische Zentralstelle für Entwicklungshilfe e.V.
à travers Misereor

& Join For Water

Commanditaire de la mission

Réalisé par

SMA SARL,
BP : 757 Abomey Calavi

Téléphone :
00229) 90 25 23 59 /
97 54 26 99

Email :
smaconseils@gmail.com
(République du Bénin),

RCCM:
RB/ABC/18 B 2058,

IFU:
3201810205511

Compte bancaire
N **030131430004**
Banque Atlantique Bénin

Société de Management et Assistance

(SMA SARL)

SOMMAIRE

1 CONTEXTE 2

2 COMPREHENSION DE LA MISSION 3

3 QUELQUES RAPPELS SUR LA MISSION 4

3.1 OBJECTIFS DE LA MISSION 4
3.2 DUREE DE LA MISSION ET LIVRABLES ATTENDUS 4

1 APPROCHE GLOBALE ET PHASAGE DE LA MISSION 6

1.1 APPROCHE GLOBALE 6
1.2 PORTEE DE LA MISSION D'EVALUATION 6
1.3 PHASAGE DE LA MISSION 7

2 CONSULTATION ET EXPLOITATION DE L'INFORMATION : PHASE DE DEMARRAGE 7

2.1 CADRAGE ET ORIENTATION : ECHANGES AVEC LA COORDINATION SUR LES ORIENTATION DE LA MISSION 7
2.2 APPROPRIATION DE L'INTERVENTION : ANALYSE DOCUMENTAIRE 8
2.3 APPROPRIATION DES QUESTIONS D'EVALUATIONS 8
2.4 PREPARATION DE LA PHASE DE COLLECTE 8
2.4.1 MATRICES DE CLARIFICATION DES CRITERES D'EVALUATION (ANNEXE 2) 8
2.4.2 OUTILS ET TECHNIQUE DE COLLECTE ET D'ANALYSE 9
2.4.3 ECHANTILLONNAGE 12
2.4.4 TRANSMISSION RAPPORT DE DEMARRAGE 12

3 PHASE DE COLLECTE DES DONNEES 13

3.1 PLATEFORME POUR LA COLLECTE DE DONNEES 13
3.2 CHOIX ET FORMATION DES ENQUETEURS 13
3.3 EQUIPEMENTS NECESSAIRES AUX ACTIVITES SUR LE TERRAIN 13
3.4 PRISE EN COMPTE DES INFORMATIONS PRATIQUES EXPLIQUEES DANS LES TDR 13
3.5 COLLECTE DES DONNEES PROPREMENT DITE (ENQUETE, ENTRETIENS, ET OBSERVATIONS) ... 14
3.5.1 PREALABLES 14
3.5.2 REPARTITION DU TRAVAIL DE COLLECTE 14
3.5.3 SUPERVISION 14
3.5.4 VISITE DE TERRAIN 15

3.5.5 DEBRIEFING (RESTITUTION DE TERRAIN) 15
3.5.6 MESURES A ADOPTER DANS LE CONTEXTE DU COVID 19 15

4 PHASE D'ANALYSE DES DONNEES DE RAPPORTAGE ET DE VALIDATION 15

4.1 TRAITEMENT DES DONNEES 15
4.2 ANALYSE DES DONNEES 16
4.2.1 EVALUATION DES INDICATEURS DU CADRE LOGIQUE, ANALYSE DES ECARTS 16
4.2.2 IDENTIFICATION DES DEFIS DE MISE EN ŒUVRE ET APPROCHES DE SOLUTIONS 16
4.2.3 EXAMINER LA MISE EN ŒUVRE DU SUIVI EVALUATION 16
4.2.4 ANALYSE DES ATTENTES DE LA POPULATION 16
4.2.5 ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE 16
4.2.6 ANALYSE DE LA DURABILITE DES RESULTATS 16
4.2.7 ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL 17
4.2.8 ELABORATION ET TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE ET DOCUMENTS ANNEXES ET VALIDATION 17

5 CHRONOGRAMME ET PLAN DE TRAVAIL 19

5.1 CHRONOGRAMME 19
5.2 PLAN DE TRAVAIL 20
5.3 CALENDRIERS DES LIVRABLES 20

6 ORGANISATION DU TRAVAIL 20

6.1 BREVE PRESENTATION DU CONSULTANT 20
6.2 DESCRIPTION DU PROFIL DU PERSONNEL CLE 21
6.2.1 CHEF DE MISSION : EDMOND ATTAKIN 21
6.2.2 EXPERT TIC ET BASE DE DONNÉES : DOSSOU ETIENNE 21
1.1 ORGANISATION 22
6.3 RESPONSABILITE DE CHAQUE MEMBRE 22

7 PRISE EN COMPTE DU CODE D'ETHIQUE 23

7.1 RESPECT DES CROYANCES, ET DES US ET COUTUMES 23
7.2 RESPECT DU DROIT DES PARTICULIERS ET DE L'EGALITE DES SEXES 23
7.3 INTEGRITE / HONNETETE 24

TROISIEME PARTIE : OUTILS DE COLLECTE 25

1 GUIDE D'ENTRETIEN 26

2 QUESTIONNAIRES 28

3 GRILLE D'OBSERVATION 44

ANNEXES 49

1 PROPOSITION DE STRUCTURATION DU RAPPORT 51

2 EQUIPE EN BACK UP 52

3 CONSTATATIONS PRELIMINAIRES 52

4 MATRICE D'EXECUTION 53

Partie 0 : CONTEXTE ET COMPREHENSION DE LA MISSION

1 CONTEXTE

La ville de Bunia comme plusieurs autres villes de la RDC est sujette à une forte croissance démographique avec une forte tendance urbanistique dans un premier temps et une modernisation d'habitats dans un second temps. Aussi, la vague de conflits à laquelle sont confrontés les territoires environnants comme Djugu et le flux de déplacement de personnes vers Bunia qu'ils engendrent, occasionne une demande forte en eau potable par cette population. Cette ville dispose déjà de 2 grands systèmes d'eau, (1) le système de REGIDESO qui donne de l'eau pour le centre-ville mais qui connait beaucoup de pannes et ne peut pas toujours garantir une bonne qualité ; et (2) un grand système Ngongo I qui est géré par un comité de gestion amène l'eau vers les quartiers de Mudzi Pela depuis plus de 30 ans. Ce réseau Ngongo I disponible était dimensionné et construit pour 18.000 personnes et n'arrive donc pas à satisfaire les besoins des 76.313 bénéficiaires actuels. Les difficultés auxquelles sont confrontés ces habitants ne sont pas seulement liées à l'approvisionnement en eau potable, mais aussi les problèmes d'hygiène et d'assainissement de leur environnement. Il urge donc de répondre aux différents besoins de cette population qui croît de jour en jour. C'est pour palier à cette situation que ce projet a été implémenté avec pour ambition de :

- Augmenter l'accès à l'eau potable en quantité suffisante à proximité de la population pour que celle-ci n'utilise plus de l'eau de surface des rivières ou des sources non aménagées ;
- Augmenter l'accès à l'assainissement par la réalisation des dispositifs de base telles que des latrines améliorées (à fosse ventilées) au niveau des ménages et des écoles ;
- Promouvoir des comportements hygiéniques au niveau des ménages et des écoles ;
- Diminuer la corvée des femmes et des enfants pour la quête de l'eau
- Augmenter le « Pouvoir » et la fierté de la communauté. En effet, le fait d'avoir de l'eau chez soi grâce à un nouvel équipement hydraulique et d'avoir impliqué la communauté dans son exécution et sa gestion, crée une conscience de soi-même, une solidarité et un esprit communautaire qui peuvent être des catalyseurs pour d'autres initiatives ;
- Admettre la parité des droits entre les hommes et les femmes dans l'exécution et la gestion de l'œuvre public ;
- Développer une coexistence harmonieuse entre les groupes ethniques autour des acquis du projet.

Les résultats estimés et les principales activités à mener pour y parvenir sont résumés dans le tableau ci-dessous :

- **R1** L'accès à l'eau potable l'assainissement de base ont augmenté, conformément à la vision intégrée
- **R2** La gestion locale des systèmes d'eau potable (existants et des nouveaux) en Ituri est améliorée
- **R3** Une vision intégrée du secteur de l'eau potable et de l'assainissement est développée et est portée par les acteurs clés en Ituri
- **R4** Le rôle de CIDRI évoluera vers le plaidoyer provincial et national au travers groupe sectoriel et échangera davantage ses expériences avec d'autres acteurs

Le projet est dénommé ***« Gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs »*** et est mis en œuvre par **CIDRI** financé par la **Katholische Zentralstelle für Entwicklungshilfe e.V**. à travers **Misereor** et cofinancé par **Join For Water** (grâce aux financements du gouvernement belge et de l'Union européenne)

CIDRI : CIDRI exécute des projets d'eau potable et d'assainissement en Ituri depuis 30 ans. A ce jour 13 réseaux d'adduction d'eau potable approvisionnent plus de 500.000 personnes. Le présent projet est une suite et complément logique à ces projets, qui visent à travailler sur l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire par construction des blocs de latrines (incl urinoirs, salle d'hygiène) incl des dispositifs pour lavage des mains (tippy tap etc).

Join For Water/Protos (demandeur du projet EASI) est une organisation non gouvernementale belge active dans 6 pays d'Afrique et d'Amérique Latine, ainsi qu'en Belgique. Elle contribue au développement des communautés du monde pour qu'elles puissent, grâce aux améliorations sociales et économiques, assurer leur propre subsistance, leur résilience, se développer elles-mêmes et faire leurs propres choix. Un facteur clé pour ce processus est l'accès durable et inclusif à l'eau et à des services d'eau et d'assainissement de qualité. Join For Water renforce la gestion et une utilisation équitable, durable et participative de l'eau. Concernant le projet EASI, il coordonne l'action et donne un appui de renforcement à CIDRI, aux services d'état, aux comités de gestion et à la société civile.

2 COMPREHENSION DE LA MISSION

De 2018 à 2020 le projet Gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs (EASI) avait pour but de contribuer à pérenniser l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement par une professionnalisation de la gestion et l'application des pratiques de l'approche de Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans la province de l'Ituri, République Démocratique du Congo (RDC). Le projet a commencé le 01/07/2018 pour une durée de 24 mois, mais après une prolongation de 3 mois s'est terminé le 30/09/2020.

Comme dans tout projet arrivant à terme, une évaluation finale est nécessaire afin d'apprécier le niveau d'atteinte des résultats du projet et de tirer des enseignements nécessaires à capitaliser dans les interventions futures.

L'évaluation du projet sera faite suivant les critères de pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité aux différents niveaux (économico-financier ; institutionnel ; environnemental ; technologique ; socio-culturel et politique). Les questions additionnelles précisés dans les TdR seront également prises en compte.

L'évaluation portera sur l'ensemble interventions du projet. Il sera pris en compte les résultats tels que définis dans le dossier technique du projet. Tous les aspects de mise en œuvre du projet seront couverts par l'évaluation c'est à dire les aspects techniques et financiers sur toute la durée du projet.

Les termes de référence ont fait aussi une proposition de méthodologie indicative mettant l'accent sur ce qui est attendu de l'évaluation (apprendre et améliorer la stratégie), le caractère participatif et inclusif de la conduite de la mission et le séquençage des activités.

Un calendrier indicatif détaillé de la mission est proposé dans ce rapport de démarrage permettant d'assurer la finalisation du rapport avant le 30 avril 2021.

Un rapport présentant Les résultats de l'évaluation seront transmis à Join For Water et CIDRI qui pourront partager avec les parties prenantes du secteur de l'eau dans la province de l'Ituri.

3 QUELQUES RAPPELS SUR LA MISSION

3.1 OBJECTIFS DE LA MISSION

Les principaux objectifs de l'évaluation sont les suivants :

- Fournir aux partenaires du projet des informations suffisantes qui leur permettront de faire une appréciation sur la pertinence du projet et sur l'atteinte de ses objectifs et résultats escomptés en termes de la pertinence, de l'efficacité, de l'efficience, de l'impact et de la durabilité.
- Traiter du renforcement de CIDRI dans l'évaluation
- Identifier de bonnes pratiques pour aider les parties prenantes du projet dans l'amélioration de la stratégie et la mise en œuvre des phases suivantes pour l'atteinte des objectifs.

3.2 DUREE DE LA MISSION ET LIVRABLES ATTENDUS

La mission est prévue pour se dérouler du 8 février pour prendre fin au plus tard 30 avril 2021. Comme livrables attendus, on a : Le rapport d'évaluation, rédigé en français et comprendra l'analyse de tous les aspects mentionnés ci-dessus et les relatives recommandations ; le rapport sera composé de 35 pages maximum. Le rapport d'évaluation comprendra les documents suivants :

Texte principal : description du projet, des objectifs et les résultats évalués selon les critères énumérés ci-dessus, donner une description détaillée, l'interprétation et l'analyse.

Conclusions et recommandations : pour chaque conclusion devra correspondre une recommandation réaliste, opérationnelle et pragmatique. Les recommandations devront être adressées à tous les niveaux.

1ère Partie : METHODOLOGIE DE CONDUITE DE LA MISSION

1 APPROCHE GLOBALE ET PHASAGE DE LA MISSION

1.1 APPROCHE GLOBALE

Une analyse approfondie de chaque critère d'évaluation (suivant les 5 critères du CAD et les critères additionnels) sera faite. Elle permettra de ressortir tous les éléments nécessaires pour une meilleure compréhension de la mission et l'atteinte des objectifs de l'évaluation. Des questions et sous questions identifiées par critère à travers une matrice d'exécution de la mission serviront de guide pour la confection des outils de collecte, les analyses et pour apprécier globalement la mise en œuvre du projet. Pour réussir le challenge, on essayera de : (i) Identifier par critère, questions voire sous questions, les documents de collecte des données nécessaires et les cibles à interroger, (ii) Définir les outils et les techniques nécessaires de collectes, (iii) Mettre l'observation directe au cœur de la mission afin d'apprécier l'effectivité des réalisations du projet et les changements survenus dans la pratique des acteurs.

L'approche de conduite de la mission sera participative, consultative et inclusive comme souhaitée dans les termes de références garantissant une collaboration étroite avec la coordination du projet, et les différentes parties prenantes au projet. Les échanges seront réguliers tout au long de la mission avec des synthèses pour harmoniser la compréhension de l'évaluateur sur des aspects spécifiques du programme.

Un débriefing sera organisé juste après la collecte des données le 9 mars 2021. Des échanges de mails pourront se poursuivre avec les parties prenantes afin de compléter les informations collectées du terrain et aussi informer le commanditaire sur l'avancement du travail, les difficultés rencontrées, les approches de solutions utilisées et solliciter son appui en cas de nécessité. Le croisement des points de vue des acteurs dans une approche pluridisciplinaire afin de mettre l'accent sur le changement le plus significatif.

SMA va fonder l'évaluation sur les commentaires directs des différentes parties prenantes, l'examen des documents disponibles et les visites sur le terrain afin d'apprécier au mieux les effets du projet quant à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau en général et la pérennisation de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement en particulier.

L'évaluation sera assez qualitative, Mais l'amélioration de la qualité du service public de l'eau et l'accès à l'hygiène et l'assainissement au niveau des bénéficiaires finaux, va nous amener à faire un sondage dans cette population. Donc une collecte quantitative légère sera nécessaire, d'où la méthode de collecte mixte.

Une rigueur sera tenue à l'analyse des indicateurs du projet suivant le genre (besoins des femmes et des couches vulnérables) et les résultats qualitatifs obtenus sur le terrain.

1.2 PORTEE DE LA MISSION D'EVALUATION

L'évaluation finale portera sur la mise en œuvre des activités du projet et la performance de celui-ci en tenant compte des résultats, des objectifs et des effets accomplis en utilisant les critères d'évaluation de pertinence, d'efficacité, d'efficience, de durabilité, d'impact et d'autres questions additionnelles pour mesurer comment l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement a été amélioré et comment les capacités de CIDRI sont renforcées tant au niveau opérationnel, qu'au niveau stratégique.

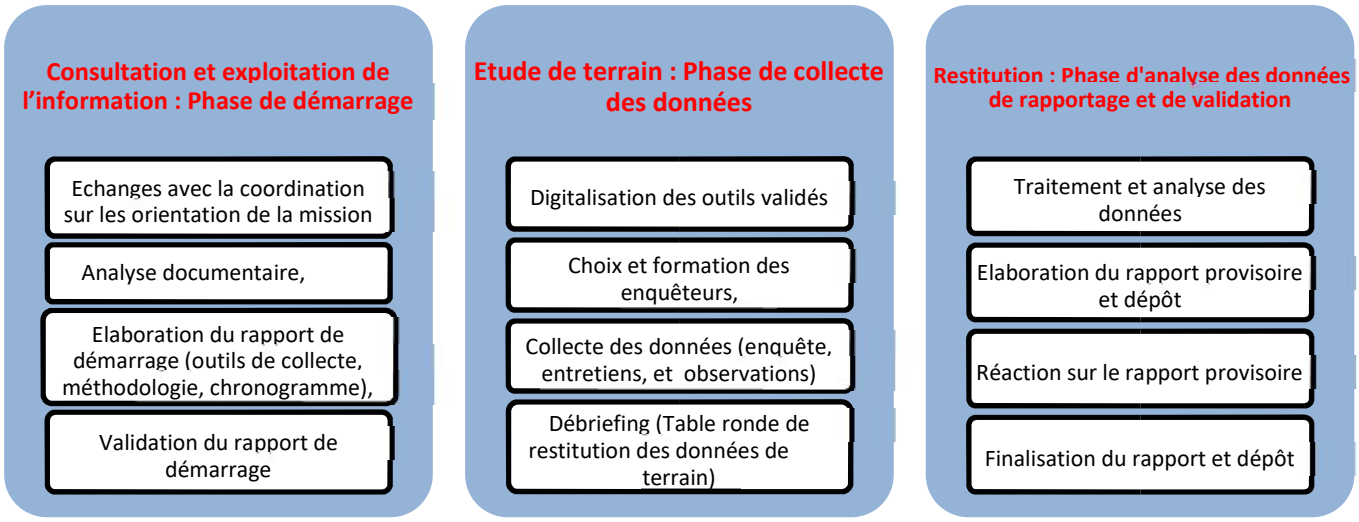
Globalement, il sera question de ressortir les facteurs majeurs qui ont favorisé l'atteinte des résultats et les faiblesses/obstacles qui ont freiné la progression vers l'atteinte de ces résultats.

Il sera pris en compte les résultats tels que définis dans le cadre logique du projet. Tous les aspects de mise en œuvre du projet seront couverts par l'évaluation y compris les aspects techniques et financiers sur toute la durée du cycle de mise en œuvre du projet

Les impacts sur les personnes non ciblées, ainsi que la survenue d'autres impacts et la pérennisation des actions seront analysés. Les thèmes transversaux comme les partenariats, et le genre ne seront pas occultés.

1.3 PHASAGE DE LA MISSION

Trois grandes phases caractérisent la démarche de mise en œuvre de la mission. Chaque étape est constituée par une batterie d'activités bien précises résumées dans le schéma ci-dessous.



Produit

1. Rapport de démarrage validé 1.

Produit

1. PPT de Débriefing
1. Rapport final

Produits

1. Rapport provisoire

2 CONSULTATION ET EXPLOITATION DE L'INFORMATION : PHASE DE DEMARRAGE

2.1 CADRAGE ET ORIENTATION : ECHANGES AVEC LA COORDINATION SUR LES ORIENTATION DE LA MISSION

Ce serait une séquence de travail virtuel (sans contact physique) entre SMA Sarl et l'équipe de pilotage de la mission et permettra aux deux parties d'avoir une même compréhension du contenu des TdR afin de parvenir aux objectifs de la mission. Elle se fera sur les objectifs et résultats attendus de la mission ainsi que la démarche opérationnelle et le chronogramme du Consultant. Aussi, des clarifications sur les attentes de la mission et les points d'attention seront apportées. L'option d'un entretien par Teamss sera faite afin d'avoir des échanges plus vifs. Si cette dernière option est retenue, elle interviendra après l'envoi du rapport de démarrage du Consultant à travers une présentation power point. Cette séance d'échange permettra de focaliser le Consultant sur les points forts à prendre en compte dans l'exploitation de la documentation et l'élaboration des outils, le traitement et l'analyse des données afin d'atteindre les objectifs de la mission. Il sera question aussi de procéder à des clarifications et orientations éventuelles entre autres sur les commentaires et observations faits par SMA sur les TdR.

Les conclusions de ces échanges permettront à SMA d'élaborer la version finale de son rapport de démarrage et de le faire valider avant la descente sur le terrain.

2.2 APPROPRIATION DE L'INTERVENTION : ANALYSE DOCUMENTAIRE

Il est fondamental de s'approprier des documents de référence du projet à savoir le dossier technique et financier du projet EASI, les rapports narratifs et financiers du projet EASI, et les différentes planifications (globale, annuelle et opérationnelles) de la coordination du projet et autres parties prenantes. L'exploitation de cette première série de documents permettra de voir ce qui est prévu, ce qui est fait, puis de ressortir les grandes constatations préliminaires qui permettront de construire les outils de collecte de façon conséquente.

Ce focus sur ces documents avant l'élaboration des outils, permettra d'apprécier les conditions générales de mise en œuvre du projet, d'approprier des résultats mentionnés dans les différents rapports et les centres d'intérêts clés à prendre en compte dans la conduite de la mission. Une meilleure appropriation des documents du projet permettra de : (i) disposer rapidement d'un capital très important de données de base essentielles pour une connaissance rapide des conditions de mise en œuvre du programme ; (ii) faire le point des informations déjà disponibles, (iii) orienter le travail de terrain vers la collecte de données complémentaires d'analyse et d'approfondissement ; (iv) Etablir la liste des points-clés à mettre en exergue pendant la collecte des données de terrain.

2.3 APPROPRIATION DES QUESTIONS D'EVALUATIONS

L'appropriation des questions d'évaluation se fera à travers les questions et sous questions relatives à chaque critère (prévu dans les termes de références) inscrit dans la matrice d'exécution de la proposition.

En tenant compte de la portée des interventions, le Consultant estime important de prendre en compte la valeur ajoutée des réalisations du projet pour le secteur, la contribution des renforcements des capacités dans l'amélioration du service public de l'eau, le genre et la participation de la communauté.

Il s'agira également d'analyser chaque question évaluative, d'apprécier si l'ensemble permet d'atteindre les objectifs d'une évaluation finale et de satisfaire les attentes du client.

2.4 PREPARATION DE LA PHASE DE COLLECTE

2.4.1 Matrices de clarification des critères d'évaluation (annexe 2)

Une check-list des questions clés et sous questions spécifiques et thématiques à approfondir durant la mission de terrain figure dans cette matrice. Elle constitue la boussole pour l'élaboration des outils de collectes ; (guides d'entretien, questionnaires, grilles d'observations).

La matrice d'exécution de la mission d'évaluation fait la lumière sur la démarche de collecte. Il s'agit de :

- Quelles informations recueillir ?
- Où la recueillir (de qui ? Quelles sont les différentes sources pour trianguler ?),
- Comment recueillir les informations (quels sont les meilleurs outils ? Entretiens, rapports, groupe focal, entretiens individuels, revue documentaire…) ? et comment les analyser ?

2.4.2 Outils et technique de collecte et d'analyse

Pour cette évaluation finale (EF), SMA utilisera différents types d'outils lui permettant de recueillir les données pertinentes du projet afin d'appréhender au mieux le taux de réalisation des activités planifiées, la progression des interventions, les impacts potentiels, la durabilité et le niveau de satisfaction des communautés bénéficiaires.

- Guide pour la revue documentaire ;
- Une fiche de renseignements sur les réalisations du projet dans les différentes localités d'interventions
- Guide d'entretien : pour les différentes parties prenantes, (Join For Water, CIDRI, la Structure d'appui à la gestion de l'eau (SAGE), Services de l'Etat, autorités locales, etc.)
- Guide focus group (le comité de gestion communautaire (CdG) de Bankoko , membres fondateurs de la SAGE, le COSA(Comité de santé), les écoles, le groupe des jeunes etc.)
- Questionnaires : Ils seront administrés aux bénéficiaires finaux notamment la population, écoliers. Ces questionnaires rechercheront les motifs de satisfaction relatifs aux interventions, aux changements attendus et à la démarche d'intervention et à l'amélioration du service public de l'eau, Ils seront tous digitalisés et envoyés sur les tablettes pour la tenue des enquêtes.

Tableau 1 : Synthèse outils et techniques de collecte et d'analyse des données

Outils à utiliser	Techniques de collecte	Outils et techniques d'analyse
• Guide d'entretien • Grille d'observation • Questionnaire	• Entretiens individuels (structurés ou semi structurés) • Groupes Focaux • Triangulation • Visite de terrain • Observations directes • Consultation de divers documents	• Analyse SWOT • Analyse des tableaux, • Cartes et diagrammes, • Analyse descriptive

Tableau 2 : Cibles et objectifs de leur enquête

Cibles	Objectifs de l'enquête
CIDRI, Centre d'Initiation au Développement Rural en Ituri,	) Apprécier les acquis en termes de renforcement de capacités à la fin du programme) Mieux comprendre l'opérationnalisation des activités, le niveau de la réalisation des activités, les défis, contraintes et les solutions ou alternatives proposées ou adoptées,) Apprécier les conditions de mise en place des infrastructures, la participation des populations dans les choix stratégiques) Appréhender l'organisation mise en place et la stratégie d'intervention,) Apprécier la collaboration entre les différentes parties prenantes
Join For Water – Protos	) Mieux approprier les objectifs du projet,) Appréhender l'organisation mise en place et la stratégie d'intervention,) Avoir un meilleur feedback sur la conduite globale du processus
Services d'état compétents	) Apprécier, la collaboration avec les services déconcentrés,) Apprécier la qualité et les stratégies d'intervention du projet
Autorités locales	) Apprécier le niveau d'appropriation des interventions,) Apprécier le niveau d'adhésion a la logique de gestion du programme) Apprécier la prise de conscience de leur responsabilité dans l'assurance de services en eau, hygiène et assainissement de qualité) Apprécier le degré d'appropriation des outils et mécanismes utilisés par le projet.
Le comité de gestion communautaire (CdG) de Bankoko	) Apprécier l'effectivité du renforcement reçu au sein de la SAGE) Apprécier la qualité des appuis reçus et l'impulsion donnée au service public de l'eau) Apprécier l'impact des appuis sur l'amélioration des services) Apprécier la collaboration avec les autorités locales et les autres parties prenantes
Groupe Sectoriel de l'eau	) Apprécier la contribution du projet dans l'animation du Groupe Sectoriel de l'eau de la province Orientale et son influence sur la réglementation au niveau local) Apprécier la contribution du projet dans la réalisation du plan sectoriel de l'eau dans la province
Bénéficiaires (Ménages du quartier, écoliers, enseignants)	) Apprécier l'adéquation des besoins des communautés au regards des appuis du projet,) Apprécier les attentes des communautés,) Apprécier la prise de conscience des communautés sur l'importance du paiement de l'eau, sur les risques liés à la consommation de l'eau non potable et l'importance de l'amélioration de leurs habitudes en matière d'hygiène et assainissement) Prendre les perceptions des communautés sur les résultats obtenus) Apprécier les changements obtenus ou attendus.
Société civile	) Apprécier l'implication de la société civile pour le contrôle citoyen et leur impact sur la gouvernance dans les localités d'interventions) Connaitre leur stratégie de veille citoyenne et difficultés rencontrées,) Apprécier la contribution du projet au fonctionnement des organisation de la société civile
Comité de pilotage/ Comité de gestion	) Apprécier les orientations données au projet en tenant compte des enjeux de départ et des résultats obtenus
Membres CA de la SAGE,	) Apprécier la situation de départ en matière de gestion de l'eau au démarrage du projet) Apprécier l'appui du SAGE dans la mise en place du projet) Apprécier les performances du service public de l'eau

Visite de terrain à Bunia	) Se rendre compte de l'effectivité des réalisations sur le terrain (infrastructures d'eau, d'assainissement, de dispositif de lavage des mains et du changement de comportement)) Apprécier la prise en compte de la durabilité des interventions

2.4.3 Echantillonnage

Toutes les cibles ci-dessus identifiées seront prises en compte dans la campagne de collecte d'information. Au niveau des usagers des points d'eau, les bénéficiaires de latrines et des écoliers, il sera procédé à une enquête légère d'opinions et de perceptions sur les réalisations du projets et l'amélioration du service public de l'eau. Les usagers à enquêter seront répartis au niveau des habitants des sous-quartier de Bankoko bénéficiant du nouveau système d'approvisionnement en eau potable et au niveau des écoles bénéficiaires des ouvrages d'hygiène et d'assainissement. Environ 82 bénéficiaires (usagers, écoliers, enseignants) seront sondés. Le choix des usagers tiendra compte du genre.

En dehors des usagers le nombre à enquêter par cible sera précisé dans le rapport de démarrage après avoir pris connaissance des rapports de mise en œuvre et des échanges préliminaires avec l'équipe de projet.

Cibles	Taille	Observation
CIDRI, centre d'initiation au développement rural en ituri,	4	Coordonnateur du projet, le chef département social, le chef département technique, la mobilisatrice sociale
Join For Water – Protos	1	Chargé de projet
Services d'état compétents (division provinciale en charge de l'eau, division provinciale de la santé)	2	
Autorités locales	4	Deux autorités nommées , deux cadres techniques
Comités de gestion du quartier Bankoko	2	
Ménages du quartier	60	Juste un sondage
Ecoliers	20	Deux écoles seront enquêtées à raison de 10 écoliers par école
Enseignants	4	Enseignants en charge des questions d'hygiène et les directeurs
Société civile	1	
Membres du CA de la SAGE,	2	Un membre fondateur
Superviseurs en eau et assainissement des zones de santé	1	
Gestionnaire des points d'eau	5	
Groupe sectoriel Eau	1	
Comité de pilotage/ Comité de gestion	1	
Visite de terrain à Bunia		

2.4.4 Transmission rapport de démarrage

Le présent rapport de démarrage composé de trois parties essentielles et soumis à l'appréciation du comité d'appréciation de la mission d'évaluation sera transmis le 15 février 2021 pour recueillir les appréciations et amendements. Ces amendements seront pris en compte aussitôt après le feedback de l'équipe de coordination de la mission pour produire le rapport de démarrage final avant le 27 février 2021.

3 PHASE DE COLLECTE DES DONNEES

3.1 PLATEFORME POUR LA COLLECTE DE DONNEES

La réussite d'une étude d'évaluation passe absolument par une bonne collecte de données. La fiabilité des données collectées est un préalable pour un rapport de très bonne qualité. Pour assurer cette qualité, SMA a fait l'option de collecte électronique des données avec l'application CAPI (Computer-Assisted Personal Interviewing) qui sera programmée sous CSPro à installer sur les tablettes. C'est une opportunité de collecter des données géo référencées à travers l'utilisation des tablettes. L'avantage de cet outil est double. Non seulement, il permet d'assurer la fiabilité des données mais de gagner énormément de temps qui est consacré à la saisie des données avant le traitement.

3.2 CHOIX ET FORMATION DES ENQUETEURS

Les agents enquêteurs à identifier rempliront les conditions suivantes : (i) au moins le niveau BAC, (ii) disposant des expériences dans la collecte des données avec tablettes/smartphones serait un atout, (iii) Expériences dans le domaine de l'eau serait un atout, (iv) disposer d'une moto, (v) Maitrisent l'une des langues du milieu (swahili, lingala, lendu…), (vi) Savoir manipuler les smartphones/tablettes. La formation sera assurée par le chef de mission assisté de la coordination (à leur convenance) du projet pendant une (1) journée. Elle sera constituée d'une phase théorique, d'une simulation en salle et d'une simulation en milieu réel. Il est important d'ajouter que toutes les tablettes seront configurées avant le déplacement de Bunia par le chef de mission. Avant la configuration des données sur les tablettes, une simulation en milieu réel sera effectuée pour affiner davantage les outils.

3.3 EQUIPEMENTS NECESSAIRES AUX ACTIVITES SUR LE TERRAIN

Equipement	Quantité	Fournisseur	
Véhicule	01	CIDRI	
Tablettes configurées avec les outils de collecte	02	SMA SARL	1 tablette en réserve
Ordinateur	01	SMA SARL	
Salle de réunion	01	CIDRI	
Traducteur	01	CIDRI	
Matériel didactiques nécessaires pour la formation		CIDRI	

3.4 PRISE EN COMPTE DES INFORMATIONS PRATIQUES EXPLIQUEES DANS LES TDR

Distance : Le déplacement sur l'Ituri se fera par avion via Kampala. Le déplacement dans la province se fera avec le véhicule de CIDRI.

Barrière linguistique : La conduite des entretiens sur le terrain sera effectuée par le chef de mission auprès des parties prenantes. Le Consultant va s'appuyer sur CIDRI pour le recrutement de deux (2) enquêteurs maitrisant les langues locales (Lendu, Swahili,) pour l'administration du questionnaire d'enquête.
Pour les focus groupes envisagés notamment avec les comités de gestion, le recrutement d'un traducteur sera nécessaire pour maximum deux (2) jours. Car nous estimons que les autres parties prenantes s'exprimeront parfaitement en français.

3.5 COLLECTE DES DONNEES PROPREMENT DITE (ENQUETE, ENTRETIENS, ET OBSERVATIONS)

3.5.1 Préalables

Avant le démarrage de la collecte des données, certains préalables nous paraissent indispensables. Il s'agit notamment de l'envoi de correspondances aux autorités communales et à certaines personnes ressources concernées par l'étude avec un planning de passage. Il est souhaitable que cette correspondance soit adressée directement par la coordination du projet. Aussi, est-il indiqué de délivrer aux consultants une lettre de recommandation pour lui faciliter la conduite de la mission.

3.5.2 Répartition du travail de collecte

Au total, 02 agents de collecte seront mobilisés pendant quatre (4) jours de travail effectif. Ils seront chargés de l'entretien structuré à l´aide de questionnaires intégrés aux tablettes. Ils vont enquêter essentiellement les usagers des services d'eau, les écoliers, les enseignants, les gestionnaires des points d'eau et remplir la grille d'observation intégrée aux tablettes.

Par contre, le Chef de Mission (CM) sera chargé des entretiens avec les parties prenantes au projet, les personnes ressources, les services de l'Etat compétents et les partenaires stratégiques puis de la supervision du travail des agents de collecte.

Des observations directes de terrain seront menées par les agents de collecte et le CM. Des prises de photos seront faites pour illustration.

3.5.3 Supervision

Trois (3) moyens de supervisions seront utilisés à savoir :

- La visite des enquêteurs : elle consiste à visiter les enquêteurs, à visualiser les enquêtes déjà réalisées et à apporter de solutions à leurs problèmes,
- La création d'un forum WhatsApp : il permettra d'échanger avec toute l'équipe tous les jours afin de répondre aux différentes préoccupations des enquêteurs.,
- Le point quotidien des enquêtes synchronisées et les éventuelles incohérences, écarts et approches de solutions.

3.5.4 Visite de terrain

Au cours de cette visite, une attention particulière sera accordée à l'observation et aux témoignages des bénéficiaires (sur leurs perceptions et satisfaction). Ces informations viendront étayer celles issues de la campagne de collecte d'informations avec les tablettes et entretiens. Ces visites vont concerner essentiellement les réalisations physiques (les infrastructures du réseau et les toilettes).

3.5.5 Débriefing (restitution de terrain)

Après la collecte des données, une séance de débriefing (table ronde de restitution et de validation des données) sera organisée le 9 février 2021 pour faire le point de grandes conclusions préliminaires obtenues du terrain. Au cours de cette table ronde, une présentation (PowerPoint) sera faite. Elle sera organisée à Bunia avec Join For Water, CIDRI, les membres du comité de pilotage, de SAGE et du groupe sectoriel.

3.5.6 Mesures à adopter dans le contexte du covid 19

L'étude se déroulant dans un contexte sanitaire difficile caractérisé par la pandémie de COVID 19, des mesures particulières seront prise pour protéger les participants et le personnel de collecte (consultant, enquêteurs).

Toutes les phases de la mission s'effectueront dans le respect strict et rigoureux des mesures barrières. Les enquêteurs seront formés sur ces mesures pendant la formation. A titre illustratif, les mesures minimales comprennent le port de masques en tout temps, le maintien de la distance sociale, le lavage des mains et l'utilisation d'un gel hydroalcoolique (désinfectant) en tout temps.

Sur le terrain et dans les véhicules, le port du masque de façon convenable sera obligatoire.

Avant chaque entrevue, l'agent de collecte de données devra procéder au lavage des mains dans la mesure du possible ou utiliser le gel hydroalcoolique. Devra profiter de l'occasion pour sensibiliser son enquêté sur les gestes barrières et l'amener à adopter les mêmes mesures que lui.

L'enquêteur devra veiller au respect de la distance sociale d'au moins 1 mètre entre lui et son interlocuteur.

4 PHASE D'ANALYSE DES DONNEES DE RAPPORTAGE ET DE VALIDATION

4.1 TRAITEMENT DES DONNEES

Une base de données brute issue des différentes enquêtes sera obtenue. Après un toilettage des données, une analyse descriptive sera faite et permettra de ressortir les proportions, les tableaux, les diagrammes. Le tableur Excel et le logiciel SPSS 18 seront utilisés pour générer les fréquences relatives suivant la formule suivante :

$$\text{Fréquence}_i = \frac{\text{Effectif de la modalité i}}{\text{Nombre de répondants}} \text{ X } 100$$

Ces différents traitements devront permettent d'aboutir aux valeurs des indicateurs du cadre logique. Après le traitement des données, un feedback sera organisé à l'endroit de l'équipe du programme à travers un atelier de restitution des données afin de prendre en compte leurs observations et recommandations dans l'analyse des données. Ces données traitées seront traduites en tableaux, graphiques, cartes etc.

4.2 ANALYSE DES DONNEES

4.2.1 Evaluation des indicateurs du cadre logique, analyse des écarts

Cette évaluation nous permettra d'apprécier la cohérence de la logique d'intervention (activités, objectifs spécifiques et objectif global) et apprécier la probabilité d'atteinte des différents indicateurs inscrits dans le dossier technique au regard des hypothèses préalables. On essayera de répondre à certaines préoccupations comme ; (i) les moyens mis à contribution permettent-ils d'atteindre les objectifs du programme à terme ? (ii) les indicatifs sont-ils SMART ?

4.2.2 Identification des défis de mise en œuvre et approches de solutions

Un examen minutieux devra être fait de toutes les contraintes et défis enregistrés au cours de la mise en œuvre, apprécier les solutions apportées par les parties prenantes et faire des propositions de recommandations.

4.2.3 Examiner la mise en œuvre du suivi évaluation

Il s'agira d'analyser, le dispositif de suivi évaluation mis en place, le circuit de collecte et de remontées des informations, les moyens humains, techniques et financiers mis à contribution. On appréciera aussi la cohérence du plan de suivi évaluation avec l'utilisation qui est faite.

4.2.4 Analyse des attentes de la population

Elle permettra de confronter les activités prévues, les hypothèses de réalisation et les perceptions des bénéficiaires du projet pour apprécier si les changements qualitatifs obtenus ou attendus et les perspectives de survenue des effets/impacts.

4.2.5 Analyse de la prise en compte du genre

Les analyses seront également focalisées sur la prise en compte du genre dans les appuis du projet et la satisfaction des bénéficiaires. Cette analyse se fera au regard des propositions faites dans le document de formulation. Elle va consister à vérifier la prise en compte de ces mesures proposées. Aussi, sera-t-il question de voir si ces mesures sont suffisantes pour satisfaire les besoins des groupes vulnérables.

4.2.6 Analyse de la durabilité des résultats

Le cadre ci-dessous sera mis à contribution pour assurer une analyse complète de ce critère.

Tableau 3 : Cadre d'analyse de la durabilité

Acquis du projet	Durabilité des résultats sur les plans :

	Economique et financière	Organisationnelle et institutionnelle	Environnementale	Technologique	Sociale

4.2.7 Analyse du dispositif institutionnel

Le dispositif institutionnel et organisationnel du projet et son efficacité seront évalués suivant le cadre ci-dessous

Tableau 4 : Cadre d'analyse du dispositif institutionnel

Parties prenantes au Programme	Mandats	Potentialités pour le faire	Faiblesses de l'acteur et risques possibles	Niveau[1] d'engagement dans la réalisation des activités et facteurs explicatifs	Suggestions

4.2.8 Elaboration et transmission du rapport provisoire et documents annexes et validation

4.2.8.1 Caractéristique du rapport

Un rapport provisoire sera établi et soumis à l'appréciation du comité de pilotage de la mission d'évaluation.

Il comportera la synthèse de la démarche méthodologique, les différents résultats. Le volume du rapport sera de 35 pages au plus sans les annexes et précédé d'un résumé exécutif de 3 pages au plus. Il sera utilisé aussi la police « times new roman », la taille 11 et l'interligne 1,15 pour les différents livrables. Toutefois le candidat est disposé à se conformer aux standards de forme du client.

Tous les rapports élaborés devront suivre la démarche d'assurance qualité à l'interne avant son envoi au client (tous les livrables sont concernés).

4.2.8.2 Conclusions et recommandations

Les recommandations seront proposées suivant la conception initiale du programme, la mise en œuvre, les résultats obtenus et/ou suivant les acteurs. Elles devront faire apparaitre les orientations stratégiques pour les futures interventions

[1] 1= Faible ; 2= Passable ; 3= Assez bien ; 4 = Bien

Deuxième Partie : CHRONOGRAMME ET ORGANISATION DU TRAVAIL

5 CHRONOGRAMME ET PLAN DE TRAVAIL

5.1 CHRONOGRAMME

Projet de gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs (EASI)

CHRONOGRAMME EVALUATION FINALE

Nombre de jours de la Mission

	Activité	Lieux
	Durée de chaque phase	
	Signature du contrat	
I	**Consultation et exploitation de l'information: Phase de démarrage (Vingt un (21) jours calendaires)**	
I-1	Echange avec l'équipe de coordinnation sur les orientations de la mission	Echange par skype ou par mail
I-2	Analyse documentaire	Bureau SMA
I-3	Elaboration du rapport de demarrage (outils de collecte, methodologie, chronogramme)	Bureau SMA
I-4	Lecture et amendement du rapport de demarrage	Echange par skype ou mail
I-5	Prise en compte des amendement et finalisation du rapport de demarrage	
II	**Etude de terrain: Phase de collecte de données (douze (12) jours calendaires))**	
II-1	Digitalisation des outils validés (conception des outils sous CSPro)	Bureau SMA
II-2	Voyage Cotonou Entebbe	
II-3	Séance de Travail avec l'équipe de Protos à Kampala	
II-4	Voyage Entebbe -Bunia	
II-5	Choix, des agents de collecte	
II-6	Formation et répartition des agents de collecte par zone	Terrain
II-7	Collecte des données proprement dite (enquête, entretiens et observations directes)	Terrain
II-8	Supervision et assurance qualité du travail des enquêteurs	Terrain
II-9	Traitement sommaire des données et préparation de la séance de débriefing	Bureau SMA
II-10	Débrienfing (restitution des données de terrain)	Coordination du projet
II-11	Voyage -Bunia- Entebbe	
II-12	Voyage Entebbe -Cotonou	
III	**Restitution: Phase d'analyse des données de rapportage et de validation (quarante deux (42) jours calendaires)**	
III-1	Traitement et analyse des données	Bureau SMA
III-2	Elaboration et transmission du rapport provisoire et document annexes	Bureau SMA
III-3	Amendement et avec envoi des observations du rapport provisoire	Echange par skype ou mail
III-4	Finalisation et envoi du rapport final	Bureau SMA

Planification activités continues du Consultant

Planification activités discontinues du Consultant

Planification activités de l'équipe de coordination de la mission

5.2 PLAN DE TRAVAIL

Projet de gestion et approvisionnement de l’eau potable et mesures d’hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs (EASI)

PLAN DE TRAVAIL EVALUATION FINALE

N°				Février,2021																											
	Personnel	Postes		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
	Personnel clé																														
1	ATTAKIN Edmond	Chef de Mission, Expert AEPHA	Siège									0,5	0,5	0,5	0,5			0,5									0,5	0,5	0,5		
			Terr.																												
2	DOSSOU Etienne	Cartographe Démographe	Siège																							0,5	0,5	0,5	0,5		
			Terr.																												
	Personnel d'appui																														
1	SAHGUI Saba Pélagie	Agent d'appui	Siège																									0,5	0,5		
			Terr.																												
2	LOUGBEGNON Samson	Agent d'appui											0,5	0,5	0,5			0,5										0,5			
3	4 Agents de collecte	Agents de collecte	Siège																												
			Terr.																												

N°				Mars, 2021																														
	Personnel	Postes		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
	Personnel clé																																	
1	ATTAKIN Edmond	Chef de Mission, Expert AEPHA	Siège																						0,5	0,5	0,5					0,5	0,5	
			Terr.			0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5																					
2	DOSSOU Etienne	Cartographe Démographe	Siège				0,5				0	0,5						0,5	0,5	0,5	0,5													
			Terr.																															
	Personnel d'appui																																	
1	SAHGUI Saba Pélagie	Agent d'appui	Siège			0,5	0,5	0,5			0,5	0,5														0,5	0,5					0,5	0,5	
			Terr.																															
2	LOUGBEGNON Samson	Agent d'appui				0,5	0,5																				0,5	0,5						0,5
3	4 Agents de collecte	Agents de collecte	Siège																															
			Terr.				4	4																										

N°				Avril,2021																														Total jours/		
	Personnel	Postes		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	Siege	Terr.	Total
	Personnel clé																																			
1	ATTAKIN Edmond	Chef de Mission, Expert AEPHA	Siège						1	1	1	1			1															1				12		16
			Terr.																																4	
2	DOSSOU Etienne	Cartographe Démographe	Siège																															5		5
			Terr.																															0	0	
	Personnel d'appui																																	0	0	
1	SAHGUI Saba Pélagie	Agent d'appui	Siège																															3	3	3
			Terr.																															0	0	
2	LOUGBEGNON Samson	Agent d'appui		0,5					0,5	0,5	0,5	0,5			0,5																			3,5	3,5	3,5
																																		0	0	
3	4 Agents de collecte	Agents de collecte	Siège																															0	0	8
			Terr.																																8	

5.3 CALENDRIERS DES LIVRABLES

N°	Livrables	Dates de livraison
1	Rapport de démarrage provisoire	15 Février 2021
2	Rapport de démarrage validé	27 Février 2021
3	Séance de Débriefing	9 Mars 2021
4	Rapport provisoire	11 avril 2021
5	Rapport définitif	28 avril 2021

6 ORGANISATION DU TRAVAIL

6.1 BREVE PRESENTATION DU CONSULTANT

La Société de Management et Assistance (SMA) est une société de droit béninois créé en janvier 2018 dans le but de valoriser le génie africain en fédérant toutes les énergies pour la construction d’un idéal meilleur au service d’un développement inclusif. Elle met l’innovation au cœur de l’action afin d’offrir une pleine satisfaction aux clients. A SMA, il n’y a que des solutions innovantes et durables et des défis à relever. Trois domaines d’interventions prioritaires fondent l’existence de SMA à savoir :

- Eau, assainissement et déchets
- Agriculture et aménagements agricoles
- Environnement et changements climatiques

Aussi, des expertises sont développées dans le domaine de la gouvernance, de l’éducation, de la santé, des renforcements de capacités etc.

Les services offerts sont essentiellement les : (i) Etudes, (ii) Ingénierie, (iii) Appuis conseils, (iv) Suivi contrôle, (v) Renforcement de capacités, (vi) Réalisations, (vii) Evaluations de projets/programmes, (viii) Développement de politiques et stratégies sectorielles.

SMA dispose d’une équipe opérationnelle forte qui s’appuie sur un pool d’experts expérimentés et rompus à la tâche. Ces ressources humaines indispensables pour toute entreprise, s’appuie sur les valeurs (Professionnalisme, Excellence, Rigueur, Confiance en soi, Esprit d’équipe, Redevabilité) de l’institution pour offrir les meilleures solutions à nos clients.

6.2 DESCRIPTION DU PROFIL DU PERSONNEL CLE

6.2.1 Chef de mission : Edmond ATTAKIN

Ancien employé de Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement (CREPA) devenu Agence Panafricaine intergouvernementale Eau et Assainissement pour l'Afrique (EAA), Edmond ATTAKIN Expert AEPHA, et spécialiste en évaluation de projets et programmes a capitalisé dix-huit (18) années d'expériences dont treize (13) dans le domaine de l'AEPHA. Il a conduit ces cinq (5) dernières années dix (10) missions d'évaluation de projets/programmes dont huit (8) dans le secteur de l'AEPHA. Il a une parfaite connaissance du contexte de l'eau africain, du fait des échanges réguliers entre collègues de CREPA qui regroupait les pays de l'Afrique de l'ouest et du centre et une mission d'étude effectué en Ouganda précisément à Kampala et à Fort Portal. Parmi les autres missions conduites, il y a l'amélioration de la gestion du service public de l'eau, la gouvernance dans le secteur de l'AEPHA, l'implication de la société civile dans la gestion du service public de l'eau au Bénin. Sa dernière mission conduite a été pour le compte de Protos (Join For Water) dénommé Gouvernance Locale de l'Eau dans le Nord Bénin » (GLEauBe 2) avec un important volet sur la gouvernance de l'eau, l'implication de la société civile. Il a conduit également de nombreuses missions d'études diverses.

Edmond ATTAKIN, fort de ses nombreuses années d'expériences, a une capacité d'adaptation très forte au contexte du milieu et une démarche d'appropriation rigoureuse des documents et politiques et de stratégies qui lui permet de satisfaire ses clients. Il incarne les valeurs de professionnalisme, d'excellence, de rigueur, confiance en foi, d'esprit d'équipe et de redevabilité dans la conduite de différentes missions à charge pour donner pleine satisfaction à ses clients. La rigueur et le souci du travail bien fait dont il fait preuve lui ont valus un renouvellement de confiance de la part de plusieurs partenaires avec lesquels il a eu à travailler. Ses compétences et ses expériences font de lui une personne suffisamment outillée pour mener à bien cette mission vu le contexte et les exigences de cette évaluation et surtout le temps assez court.

Les nombreuses collectes de données organisées ont été effectuées avec les plateformes Akvo flow, ODK collect, CSPro dans le cadre de neuf (9) missions d'études.

Dans sa démarche de conduite des activités, il vise toujours la satisfaction du client au-delà de leurs attentes.

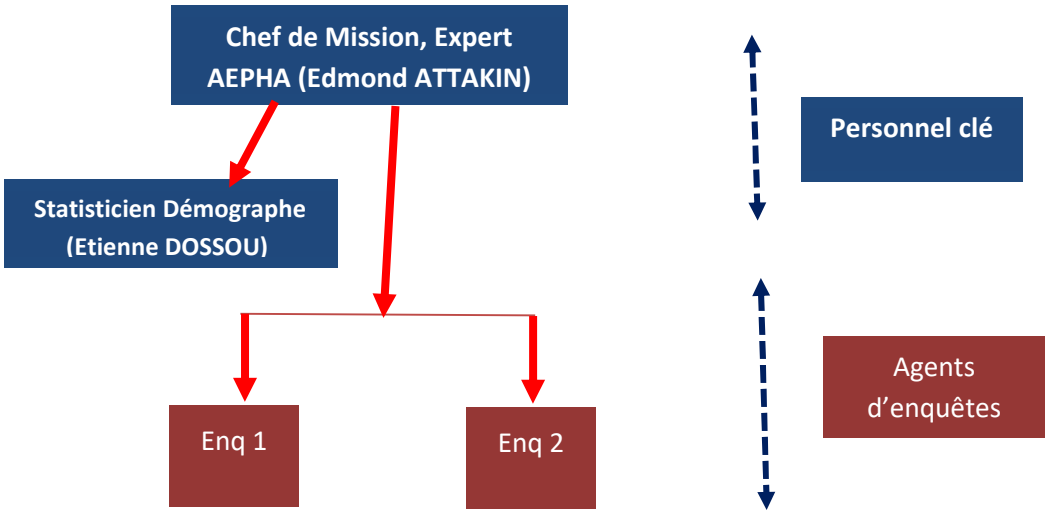
6.2.2 Expert TIC et base de données : DOSSOU Etienne

DOSSOU Etienne, Démographe et cartographe de formation, a acculé de nombreuses années d'expérience dans la définition des échantillons pour la conduite des missions de collecte de données pour assurer une meilleure représentativité. Il possède une vaste expérience en systèmes d'informations géographiques et utilisation des TIC dans la collecte des données. Il a accumulé plusieurs expériences avec le chef de mission en conception d'outils sous diverses plateformes TIC (plateforme Akvo flow, ODK collect, CSPro) pour la collecte des données lors d'évaluations de projets ou de missions d'étude de référence. Son professionnalisme lui permet de toujours fournir des outils de collecte de qualité et l'obtention de données d'une haute précision. L'importance de la précision et de la qualité des données à collecter pour cette évaluation, font de lui la personne idéale pour l'exécution de cette tâche.

1.1 ORGANISATION

Deux (02) enquêteurs vont appuyer le chef de mission dans la collecte des données et seront chargés d'assurer la collecte des données auprès des usagers.

L'organigramme mis en place est schématisé par le diagramme suivant :



A travers ce diagramme, on note une coordination générale forte assurée par le Chef de mission à travers la supervision directe des activités de l'ensemble des experts mobilisés pour la conduite de ladite mission puis le suivi contrôle des activités des enquêteurs.

6.3 RESPONSABILITE DE CHAQUE MEMBRE

Nom	Tâches
ATTAKIN Edmond	Coordination de la mission Appropriation des documents et revue documentaire, Préparation de la méthodologie, Elaboration des outils de collecte et d'analyse, Formation des agents de collecte Entretien parties prenantes et personnes ressources, Présentation de données collectées au cours d'un atelier de débriefing Evaluation des activités menées au regard des objectifs et des planifications Analyse du dispositif assurant la durabilité des acquis du projet, Analyse de la prise en compte du genre Elaboration des rapports
DOSSOU Etienne	Création des enquêtes sous CSPro et configuration sur les tablettes Dépouillement et traitement des données, Réalisation de cartes pour illustration Elaboration des bases de données géo référencée des ouvrages visités
Enquêteurs	Bénéficiaires de la formation Prise de contact avec les autorités locales ; Collecte des données avec Smartphone auprès des bénéficiaires du projet (enquêtes et observations) Élaboration d'un rapport d'enquête.

7 PRISE EN COMPTE DU CODE D'ETHIQUE

Pour prendre en compte le code d'éthique en annexe 3, le Consultant avec toute son équipe devra

- Respecter les croyances, les us et coutumes
- Respecter le droit des particuliers et de l'égalité des sexes
- Faire preuve d'intégrité et d'honnêteté

7.1 RESPECT DES CROYANCES, ET DES US ET COUTUMES

Le projet a été mis en œuvre dans différents environnements socio culturels à savoir l'environnement Lendu, Swahili et le lingala qui sont dominants dans la zone du projet. L'appropriation de ces différents environnements est importante pour le Consultant. Fondamentalement, il sera question de mieux s'accommoder de ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire lorsqu'on est à la quête d'informations dans ces environnements socio culturels. Pour y parvenir, le consultant utilisera des enquêteurs maitrisant les langues locales et assez sensibles aux us et coutumes. Une place prépondérante devra être accordé à l'éthique en matière de collecte des données au cours de la formation. Le Consultant pourrait s'appuyer sur CIDRI ou toute organisation locale pour l'identification de ces enquêteurs

L'obligation sera faite aux enquêteurs de faire une visite de courtoisie aux chefs traditionnels dans chaque localité ciblée pour la collecte des données.

Le port vestimentaire et la démarche de salutations devront permettre aux enquêteurs de mieux s'intégrer dans chaque localité et dans chaque ménage.

Dans chaque ménage, les enquêteurs devront chercher à rencontrer d'abord le chef de ménage et avoir l'autorisation avant d'enquêter leurs cibles.

7.2 RESPECT DU DROIT DES PARTICULIERS ET DE L'EGALITE DES SEXES

Ce respect va s'articuler autour des points suivants :

- Respecter le consentement libre et éclairé : Au cours de la collecte des données, les cibles sont libres d'accorder au non l'entretien aux agents de collecte. Par ce fait, il revient aux agents enquêteurs de trouver les éléments de motivations nécessaires pour l'amener à se prêter à leurs questions. Toute image à prendre de la personne enquêtée ou de son environnement doit être précédée d'une explication de l'utilisation qui sera faite de l'image et requérir l'autorisation de ce dernier avant de passer à la prise de vue.
- Points de vue et les intérêts du client et des parties prenantes : la rédaction du rapport doit refléter l'analyse et les commentaires des différentes parties prenantes à l'évaluation. Chaque élément rapporté doit être soutenu par des évidences. Les informations doivent être triangulées (au moins trois sources différentes). Les informations mono sources non soutenues par des évidences doivent être écartées. Depuis la planification de l'évaluation jusqu'à la préparation du rapport, les points de vue du client doivent être pris en compte.
- Formatage des données collectées : les données de l'évaluation doivent être rendues accessibles dans une forme qui assure le respect des individus et qui ne compromet pas les engagements de confidentialité. L'intégrité des résultats devra être respectée. La formulation de conclusions négatives (si elles existent) et de critiques à l'égard de l'objet évalué doivent être justes et sincères. Toutefois, ces conclusions négatives ne doivent pas occultés les aspects positifs du fait de l'intervention du projet. L'évaluateur devra rester neutre tout en faisant une analyse approfondie et objective des informations collectées.

- Respect de la confidentialité et protection des données à caractère sensible : Les informations rapportées devront requérir la confidentielle totale de la source d'information. Le fait d'avoir des informations ou opinions suffisamment triangulées devront permettre de parvenir à cet objectif. Une information suffisamment intéressante pour servir d'éléments d'illustration comme les verbatim à faire figurer dans le rapport, devront requérir le consentement des personnes concernées.
- Respect de l'égalité des sexes et de l'équité : L'égalité des sexes est le principe selon lequel les hommes et les femmes devraient recevoir un traitement égal et ne devraient pas être victimes de discriminations basées sur leur appartenance à l'un ou l'autre sexe, dans le cadre de la présente mission, ce principe sera rigoureusement respecté. Dans la mesure du possible, le consultant essayera de respecter tout au moins la proposition hommes femmes présente dans les cibles enquêtées au niveau des échantillons. Aussi, essayera-t-il de respecter autant que possible le genre concerné par le sujet abordé par un échange.

7.3 INTEGRITE / HONNETETE

Les cinq points suivants permettront de juger de l'intégrité et de l'honnêteté du consultant :

- La première preuve d'intégrité et d'honnêteté du consultant est la sincérité, l'authenticité et l'étendue de ses aptitudes et de ses connaissances. Les références des personnes de contact pour chaque mission peuvent permettre au client de vérifier chaque expérience mentionnée aussi bien pour le cabinet que pour le chef de mission.
- Le consultant, notamment le chef de mission qui est en même temps le promoteur de la Société de Management et Assistance (SMA) a capitalisé d'énormes expériences en évaluations de projet (neuf au total) et d'un programme multi acteurs, et des missions en gouvernance de l'eau. Toutes ces missions sont soutenues par des attestations de bonne fin d'exécution.
- Le consultant a bien compris la mission et sa portée et a proposé les prix en conséquence
- Les informations collectées seront traitées et analysées sans être dénaturés.
- Le consultant et toute son équipe sera totalement ouvert à l'environnement culturel et social des intervenants et se conduire de manière respectueuse à l'endroit de leurs valeurs et de leurs normes ;

Troisième partie : Outils de collecte

1 GUIDE D'ENTRETIEN

CIDRI, Centre d'Initiation au Développement Rural en Ituri,
1. Quels ont été les principaux problèmes de mise en œuvre du projet ? Facteurs internes et externes et mesures prises pour réduire leur impact ? 2. Respect du calendrier des activités ? (Différents acteurs) 3. Appréciation du rôle des autres acteurs dans la mise en œuvre du projet, 4. Comment appréciez-vous la sensibilité des autorités locales par rapport aux besoins d'accompagnement pour la réussite de la mise en œuvre 5. Mécanismes mise en place pour assurer le suivi évaluation de l'atteinte des résultats et objectifs et la durabilité des acquis, 6. Perspectives de pérennité des solutions proposées aux regards des pesanteurs sociologiques identifiées, 7. Forces et faiblesses 8. Défis et enjeux encore à relever 9. Eléments à améliorer si le projet est à reprendre 10. Suggestions et recommandations pour les interventions futures
Join For Water – Protos
1. Appreciations globales de la conduite du projet EASI 2. Regard rétrospectif sur les besoins du secteur et les solutions proposées 3. Principaux résultats obtenus 4. Analyse des solutions par rapport aux problème identifiés 5. Regard sur la collaboration entre parties prenantes 6. Défis et enjeux encore à relever 7. Eléments à améliorer si le projet est à reprendre 8. Disponibilité à soutenir les acquis de la durabilité 9. Suggestions et recommandations pour les interventions futures,
Services d'état compétents (division provinciales en charge de l'eau, Division provinciale de la santé)
1. Situation de l'ccès aux services d'AEPHA dans le quartier Bankoko avant le projet 2. Quelles sont vos impressions par rapport au renforcement des équipement d'eau potable à Bankoko 3. Vos impressions par rapport aux latrines sanplan et aux dispositifs typpi tap pour le lavage des mains 4. Grands changements enregistrés après toutes ses interventions, 5. Quelle est la valeur ajoutée de ces changements 6. Appréciation du rôle des différents acteurs dans la mise en œuvre du projet. 7. Mécanismes et des outils proposés par le projet : forces, facilités à les mettre en œuvre, limites et suggestions, 8. Quelles sont les chances de maintien des changements notés 9. Quels seront les apports de la division pour assurer le maintien des acquis 10. Elements à améliorer si le projet est à reprendre 11. Quelles sont les nouveaux défis du secteur,
Autorités locales
1. Situation de l'accès aux services d'AEPHA dans le quartier Bankoko avant le projet 2. Quelles sont vos impressions par rapport au renforcement des équipement d'eau potable à Bankoko 3. Vos impressions par rapport aux latrines sanplat et aux dispositifs typpi tap pour le lavage des mains 4. Appréciation du rôle des autres acteurs dans la mise en œuvre du projet (CIDRI, Protos, prestataires de services etc.) 5. Regards sur les technologies proposés par le projet : forces, facilités à les mettre en œuvre, limites et suggestions, 6. Quels les changements et améliorations apportés dans l'accès au service d'AEPHA dans le quartier, 7. Quelles sont les chances de maintien des changements notés 8. Quels seront les apports des autorités pour assurer le maintien des acquis, 9. Prise en compte l'égalité des sexes, les groupes vulnérables au niveau des parties prenantes au projet

des bénéficiaires finaux ;

10. Défis et enjeux encore à relever
11. Bonnes pratique, leçons apprises,
12. Eléments à améliorer si le projet est à reprendre et recommandation
13. Attentes non satisfaites

Comités de gestion de réseaux d'adduction

1. Quelle est la situation de l'accès de l'eau dans le quartier Bankoko avant le projet,
2. Quelles sont les améliorations enregistrées depuis la mise en place des infrastructures
3. Outils et documents de gestion mis à disposition
4. Progrès enregistrés dans la gestion des services d'eau (techniques, organisationnelles, financiers, accès aux services d'eau)
5. Défis et enjeux encore à relever,
6. Bonnes pratique, leçons apprises,
7. Eléments à améliorer si le projet est à reprendre et recommandation
8. Attentes non satisfaites

Société civile

1. Leurs zones et axes d'intervention dans le quartier
2. Les offres de services pour les cibles à la base (communautés, écoles, centre de santé, autorités communales, etc.)
3. Leurs stratégies d'intervention ;
4. Leurs appréciations sur la mise en œuvre des activités dans le secteur Eau et assainissement dans le quartier : facteurs de succès et facteurs d'échecs ;
5. Quels regards porte-t-elle sur les réalisations de EASI pour l'amélioration des services d'eau à la population,
6. Suggestions et recommandations pour des interventions futures dans le secteur,

Membres fondateurs de la SAGE,

1. Appuis de la SAGE dans l'amélioration de l'accès à l'eau dans le quartier Bankoko ?
2. Appuis dans le cadre du projet EASI
3. Appréciation sur les options proposées par le projet dans le quartier Bankoko
4. Difficultés rencontrées
5. Eléments à améliorer pour rendre la SAGE plus au service de la population
6. Suggestions et recommandations pour les interventions futures,

Superviseurs en Eau et Assainissement des Zones de Santé

1. Rôles dans la zone de santé,
2. Appuis apportés dans le cadre de la mise en œuvre du projet EASI
3. Principaux résultats
4. Appréciations des réalisations de EASI
5. Valeurs ajoutées pour l'amélioration de l'accès à l'AEPHA
6. Suggestions et recommandations pour des interventions futures dans le secteur,

Groupe de jeunes

1. En quoi consiste les travaux réalisés
2. Motivation pour la mobilisation sociale pour les travaux
3. Changements apportés par les travaux réalisés,

2 QUESTIONNAIRES

protos Join For Water / CIDRI	**EVALUATION FINALE** **Projet Gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs (EASI)**
CIBLES A ENQUETER	**Questionnaire** **Ménages**

000	**Section 0 : Identification**					
N°	**Questions**	**Réponses**			**Codes**	**Saut**
001	Province/					
002	Ville / Territoire					
004	Village ou Quartier de ville					
005	Localité ou Hameau					
006	Nom et prénoms du chef du ménage enquêté				/____/___/	
007	Sexe	1 Masculin 2 Féminin			/____/___/	
008	Contact					
009	Sexe	1 Masculin 2 Féminin				
010	Age					
011	Ethnie	1 Swahili, 2) lingala, 3) lendu, 4) Autres (préciser)				
012	Niveau d'instruction	1 Primaire 2 Secondaire 3 Supérieur 4 Alphabétisé 5 Non alphabétisé				
013	Profession	1 Fonctionnaire 2 Artisan 3 Agriculteur 4 Commerçant 5 Transporteur 6 Maraîcher 7 Sans activité 8 Autres (préciser) _____				
014	Nombre de personnes vivant dans le ménage				F	M	T
	Date	Femmes					
		Enfants,					
		Autres personnes à charges					
		/____/____/__0__/_3__/_2__/_1__/					
015	Nom de l'enquêteur					

100	Section 1 : accès à l'eau		
N°	**Questions**	**Réponses**	**Code**
101	En un jour ordinaire, pendant la saison sèche, à quel point d'eau prenez-vous normalement l'eau que vous utilisez ? *(plusieurs modalités de réponse sont possibles)*	1) robinet à la maison 2) Robinet chez les voisins 3) pompes manuelles ; 4) bornes fontaines ; 5) Puits moderne ; 6) puits traditionnel; 7) citernes 8) Autres à préciser	/____/ Si robinet
102	Si réponse 6 à 8 N'existe-t-il pas une source d'eau plus améliorée dans votre localité ?	1) oui 2) non	
103	En un jour ordinaire, pendant la saison des pluies, à quel point d'eau prenez-vous normalement l'eau que vous utilisez ? *(plusieurs modalités de réponse sont possibles)*	1) robinet à la maison 2) Robinet chez les voisins 3) pompes manuelles ; 4) bornes fontaines ; 5) Puits moderne ; 6) puits traditionnel; 7) citernes 8) eaux de pluies 9) Autres à préciser	
104	Si réponse 6 à 8 0la question 103 et 1 à 5 à la question 101, La source d'eau améliorée ne fonctionne-t-il pas en saison des pluies ?	1) oui 2) non	
105	Si oui, le puisage est t-il payant ?	1 Oui, 2 non	
106	***Citer les cas où*** le puisage est t-il payant	10) robinet à la maison 11) Robinet chez les voisins 12) pompes manuelles ; 13) bornes fontaines ; 14) Puits moderne ; 15) puits traditionnel; 16) citernes 17) eaux de pluies Autres à préciser	
107	Comment le payement se fait-il ?	1) Au volume (à chaque puisage) 2) Forfait mensuel 3) Forfait annuel 4) Cotisation pour payer panne et redevances 5) Autres	

200	Section 2 : Service public de l'eau		
N°	**Questions**	**Réponses**	**code**
201	Le point d'eau le plus proche se situe à quelle distance de votre ménage. *(enquêteur marquer le nombre de vos pas et encercler)*	1) 0 à 200 m 2) 200 à 500 m 3) 500m à 1000 m 4) plus de 1000 m	/__/
202	A quel moment de la journée vous allez chercher de l'eau ?	1) Matin 2) Midi	/__/

		3) Soir	
203	Quel est le temps moyen mis pour un tour de puisage (avoir un récipient d'eau à la maison?)	1) 10 à 30 mn 2) 31 à 45 mn 3) 46 à 60 mn 4) 61 à 90 mn 5) 91 à 120 mn 6) Plus de 120 mn	/__/
204	Quels autres facteurs influencent le temps de puisage	Affluence sur le point d'eau Etat de l'ouvrage Pression de l'eau Autres	
205	A quelle heure le fontainier commence par vendre l'eau ? (heure d'ouverture)	1) Avant 7h 2) 7 à 8h 3) Après 8 h	/__/
206	A quelle heure le fontainier arrête la vente de l'eau ?	1) Avant 18 h ; 2) 18h à 19h 3) 19 h à 20 h, 4) Après 20 h	/__/
207	Est-ce que le point d'eau est actuellement fonctionnel ?	1 Oui 2 Non	
208	Si non depuis quand, ne fonctionne-t-il pas ?	1) Moins d'une semaine ; 2) Une semaine ; 3) Deux semaines ; 4) un mois 5) deux mois ; 6) trois mois ; 7) plus de trois mois (à préciser) _____	/__/
209	Si, le point d'eau fonctionne, est-il tombé en panne ces trois derniers mois?	1 Oui 2 Non	/__/
210	Si oui Combien de temps la panne a-t-elle duré avant sa réparation ?	1) Immédiatement ; 2) deux jours ; 3) Moins d'une semaine 4) Une semaine; 5) Deux semaines ; 6) un mois 7) deux mois, 8) plus de deux mois	/__/
211	Si deux jours ou plus, où est-ce que vous vous approvisionnez en eau ?	1) Point d'eau potable voisin ; 2) Puits ; 3) Marigot ; 4) Autres à préciser_____	/__/
212	Qu'est ce qui a causé la panne selon vous ?	1) Incivisme des usagers 2) Mauvaise qualité des équipements 3) Trop de sollicitations, 4) Pièces d'usure courage comme le segment 5) Autres à préciser	/__/
213	Si 5 à 8 à la question 210, qu'est ce qui justifie la longue durée de la réparation de la panne à des moments donnés ?	1 Manque de moyen financier 2) Indisponibilité de la pièce de rechange 3) indisponibilité de l'artisan réparateur 4) Autres à préciser _____	/__/
214	Quelle est votre appréciation de la gestion des pannes des comité de gestion ?	1. Bonne 2. passable 3. mauvaise	/__/
215	Etes- vous satisfaits du service de l'eau dans votre localité	1) Satisfait ; 2) Peu satisfait ; 3.) Pas satisfait	/__/

Hygiène autour des points d'eau à aborder

N°	Questions	Réponses	code
300	**Section 3 :** Hygiène autour des points d'eau		
301	Le point d'eau est t il toujours nettoyé avant le démarrage de la fin	1. Oui 2. Non, 3. Oui, mais	/___/
302	Si oui, Mais, pourquoi ?	1. C'est nettoyé quand c'est sale, 2. C'est nettoyage deux à trois fois par semaine, 3. Le vendeur d'eau nettoie quand il veut 4. Autres	/___/
303	Si 2 ou 3 à la question 3, que font les autorités de la localité ?	1. Avertissement 2. Verbalise 3. Autres	
304	Les récipients de puisage sont t il nettoyé sur les points d'eau ?	1. Oui 2. Non, 3. Parfois 4. Souvent 5. Rarement	
305	Si 1 puis 3 a 5 ; l'eau est déversé où ?	1. La où, on lave 2. On s'éloigne du point d'eau 3. Autres	
306	Quelles est votre appréciation de la propreté autour des points de puisage d'eau	Bien entretenu Entretien passable, Sale Très sale	/___/

500	**Section 5 : Disponibilité et fonctionnalité des latrines**		
501	Disposez-vous d'une latrine	1.Oui 2. Non	/___/
502	De quel type de latrines disposez-vous ? (précisez le nombre pour chaque type) (Observation)	1Latrine traditionnelle (avec paroi non maçonnée et sans tuyau d'aération) 2. Latrines de type Mozambique (avec un seul trou) 3. Latrine ECOSAN (double fosse surélevée) 4. Latrines VIP 5. Autres types de latrine (à préciser) ___	/___/ /___/
503	***Niveau de fonctionnement*** Utilisez-vous (cette ou ces) latrine(s)?	1.Oui 2. Non	/___/
504	Qui sont ceux qui utilisent principalement les latrines dans votre ménage ?	1. Le chef de ménage seul 2. Les hommes et les femmes adultes 3. Les enfants de plus de 10 ans 4. Tous les membres de la famille 5. Les voisins 6. Les visiteurs	/___/ /___/ /___/
505	Où défèquent les enfants qui ne sont pas en âge d'utiliser les latrines ?	1 .dans la cour ; 2. Dans des couches ; 3 Dans les pots ; 4. autres à préciser____	/___/
506	Où sont évacuées les selles des enfants qui ne peuvent pas utiliser des latrines ?	1. Dans la nature 2. Dans les latrines 3. Autres (à préciser)……	/___/

507	Comment faites-vous le nettoyage des latrines ?	1. Balayage simple 2. Avec de l'eau 3. Avec de l'eau et du savon 4. Autres_____	/___/
508	Etes-vous satisfaits de la latrine que vous utilisez ?	1 Oui 2. Non	/___/
509	Si non pourquoi	1) Dégagement d'odeur 2) Latrine salle 3) Latrine non aérée 4) Ça ne cache pas l'intimité 5) Autres à préciser	
510	Si non, où est-ce que les membres de votre ménage font-ils leurs besoins ?	1. Dans la latrine des voisins 2. Dans la latrine publique 3. Dans la latrine de l'école 4. Dans la brousse	/___/ /___/
511	Est-ce important selon vous que chaque ménage dispose d'une latrine?	1. Oui 2. Non	/___/
512	Si non, pourquoi ?	1. A cause de la proximité de la brousse 2. A cause de la proximité du cours d'eau 3. On ne défèque pas dans une case à l'intérieur, car l'air ne circule pas 4. Deux trous ne se regardent pas 5 autres à préciser	/___/
600	**Section 6 : Disponibilité et fonctionnalité des dispositifs de lavage des mains**		
601	Avez-vous un dispositif de lavage des mains dans le ménage ?	1. Oui 2. Non	/___/
602	Si oui Ou se trouve ce dispositif	1) Dans la cour 2) A côté de la latrine 3) Dans la latrine 4) Autres à préciser	
603	Si oui photo		
604	Dans quelles situations vous vous lavez les mains avec l'eau simplement ? ?	1) L'enquêtée ne se lave jamais les mains, 2) Après avoir déféqué (après l'utilisation des toilettes), 3) Après avoir fait le nettoyage anal d'un enfant, 4) Après d'autres types de contact avec les selles, 5) Avant de manger, 6) Avant d'allaiter un enfant, 7) Avant de nourrir un enfant, 8) Avant de préparer la nourriture, 9) Avant de manipuler l'eau potable, 10) Quand les mains sont sales 11) Autres à préciser	
605	Dans quelles situations vous vous lavez les mains avec l'eau et du savon ?	1) L'enquêtée ne se lave jamais les mains, 2) Après avoir déféqué (après l'utilisation des toilettes), 3) Après avoir fait le nettoyage anal d'un enfant, 4) Après d'autres types de contact avec les selles, 5) Avant de manger, 6) Avant d'allaiter un enfant, 7) Avant de nourrir un enfant, 8) Avant de préparer la nourriture,	

		9) Avant de manipuler l'eau potable, 10) Quand les mains sont sales 11) Autres à préciser	
606	Quelles sont les situations critiques où le lavage des mains à l'au et au savon vous paraissent obligatoire	1) Après avoir déféqué (après l'utilisation des toilettes), 2) Après avoir fait le nettoyage anal d'un enfant, 3) Après d'autres types de contact avec les selles, 4) Avant de manger, 5) Avant d'allaiter un enfant, 6) Avant de nourrir un enfant, 7) Avant de préparer la nourriture, 8) Avant de manipuler l'eau potable, 9) Quand les mains sont sales 1) Autres à préciser	
607	Quand vous vous lavez les mains avec du savon, quel type de savon utilisez-vous ?	1) Savon traditionnel 2) Cendre 3) Savon moderne en pain, 4) Savon poudre (Omo, Klin) 5) Savon liquide 6) Autres	

Impressions des communautés,

Section 6 : Ménages et maladies hydriques				
601	Quelles sont les maladies qui sont fréquentes dans votre localité ?	1. Diarrhée 2. Choléra 3. Dysenterie 4. Fièvre typhoïde 5. Bilharziose 6. Paludisme 7 Autres (à préciser)	/___/	*(Plusieurs réponses sont possibles)*
602	Est-ce que quelqu'un de votre ménage est tombé malade de la diarrhée au cours de ces deux dernières semaines**?**	1. Oui 2. Non	/___/	
603	Si oui combien de personnes ?	----------		
604	Est-ce que quelqu'un de votre ménage est tombé malade du **vomissement** au cours de ces deux semaines ?	1. Oui 2. Non	/___/	
605	Si oui combien de personne?	----------		
606	Est-ce que quelqu'un de votre ménage est tombé malade la **fièvre typhoïde** au cours de ces deux semaines ?	1. Oui 2. Non	/___/	
607	Si oui combien de personne	----------		
608	Pensez-vous que l'on peut prévenir certaines maladies en consommant de l'eau potable	1. Oui 2. Non	/___/	
609	Si oui lesquelles ?	1. Diarrhée 2. Choléra 3. Dysenterie		

		4. Fièvre typhoïde 5. Bilharziose 6. Paludisme 7. Autres (à préciser)_____	/___/	
610	Pensez vous que consommez de l'eau potable est suffisant pour garantir la bonne santé pour tous ?	Oui Non		
611	Si non pourquoi	Faut pas polluer potable Garder toujours l'eau à l'abri des enfants Autres		
612	Comment faire pour ne pas polluer l'eau	1. Bien nettoyer les récipients de transports, 2. Bien couvrir pendant le transport, 3. Conserver dans les récipients adéquats 4. Autres		

	EVALUATION FINALE **Projet Gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs (EASI)**
CIBLES A ENQUETER	**Questionnaire** **Gestionnaires des points d'eau**

000	**Section 0 : Identification**			
N°	**Questions**	**Réponses**	**Codes**	**Saut**
001	Province/			
002	Ville / Territoire			
004	Village ou Quartier de ville			
005	Localité ou Hameau			
006	Nom et prénoms de l'enquêté			
007	Nom de la structure en charge de la gestion de la l'ouvrage			
008	Durée du contrat			
009	Date de signature du contrat			

011	Sexe de l'enquêté	1 Masculin 2 Féminin	/____/___/	
012	Niveau d'instruction de l'enquêté	1 Primaire 2 Secondaire 3 Supérieur 4 Alphabétisé 5 Non alphabétisé	/____/___/	
013	Contact			
014	Age			
015	Ethnie	1 Swahili, 2) lingala, 3) lendu, 4) Autres (préciser)		
016	Profession	1 Fonctionnaire 2 Artisan 3 Agriculteur 4 Commerçant 5 Transporteur 6 Maraîcher 7 Sans activité 8 Autres (préciser) _____		
017	Date	/____/____/__0__/_3__/_2__/_1__/		
018	Nom de l'enquêteur			

Section 1 : données sur l'activité				
101	Quel est le type de point d'eau dont vous assurez la gestion ?	1. Forages, 2. BF, 3. Puits, 4. Sources captées, 5. autres	/____/	
102	Est-ce que le point d'eau est actuellement fonctionnel ? *(Si gestionnaire enquêté hors du point d'eau si non observé et cocher)*	1) Oui 2) Non	/____/	
103	Si non depuis quand, ne fonctionne-t-il pas ?	1 Moins d'une semaine 2 Une semaine 3 Deux semaines 4 un mois 5 deux mois 6 trois mois 7 plus de trois mois	/____/	
104	Quels sont les types de récipient que les usagers utilisent pour l'achat de l'eau ? *(Plusieurs réponses sont possibles)*	1) Bidon 25 litres, 2) Bidon en métal (Gérycane) 3) Bassine 36 litres ; 4) Seau plastique 5) Pot (en terre cuite) 6) Autres à préciser_____	/____/ /____/ /____/	
105	Quel est le tarif du récipient déclaré	1) 5frs, 2) 10 frs ; 3) 25 frs ; 4) 50 frs et plus	/____/ /____/ /____/	Si plus d'une réponse au 205 le premier correspond à la première et le second à la seconde

				et ainsi de suite
106	Comment les usagers paient –ils l'eau?	1. Cash 2. Abonnement mensuel 3. Accès libre 4. Cotisation chaque fin de mois pour payer la redevance à la mairie 5. Autre (préciser) _____	/____/	
107	Si Cotisation chaque fin de mois, préciser le montant payé par ménage			
108	Quelle est la quantité moyenne d'eau vendue par jour (m3). En saison sèche		/____/ /____/	
109	Quelle est la quantité moyenne d'eau vendue par jour (m3) en saison pluvieuse ou en nombre de récipient type utilisé pour la vente	1)		
110	Existe-t-il un cahier de compte pour les consommations ?	2) oui 3) non		
111	Si oui peut on photographier ?	1) oui 2) non		
112	Photographier les pages utiles	3)		
113	Quelle est votre recette journalière moyenne pendant la saison sèche ?		/____/ /____/	Idem
114	Quelle est votre recette journalière moyenne pendant saison pluvieuse			
115	Quelle est votre recette annuelle ?			
116	Existe-t-il un cahier de compte pour les consommations ?	4) oui non		
117	Si oui peut on photographier ?	4) oui non		
118	Photographier les pages utiles			
119	A quelle heure commencez- vous par vendre l'eau ?	1) Avant 7h 2) 7 à 8h 3) Après 8 h 4) Accès libre à tout moment 5) Autres	/____/	

120	A quelle heure arrêtez vous la vente de l'eau ?	1) Avant 18 h ; 2) 18h à 19h 3) 19 h à 20 h, 4) Après 20 h 5) Accès libre à tout moment 6) Autres	/____/	
Section 2 : Gestion des pannes				
201	Le point d'eau est tombé en panne ces trois derniers mois?	1 Oui 2 Non	/___/	Si non aller à 305
202	Si oui Combien de temps la panne a duré avant sa réparation	1) réparation immédiate ; 2) deux jours ; 3) Moins d'une semaine 4) Une semaine; 5) Deux semaines ; 6) un mois 7) deux mois, 8) plus de deux mois	/___/	
203	Qu'est ce qui a causé la panne selon vous ?	1) Incivisme des usagers 2) Mauvaise qualité des équipements 3) Défauts d'entretien 4) Autres à préciser	/___/	
204	Qu'est ce qui justifie la longue durée de la réparation de la panne ?	1. Manque de moyen financier 2. Indisponibilité de la pièce de rechange 3. Indisponibilité de l'artisan réparateur 4. Réparation du ressort de la mairie 5. Retard dans l'information de la mairie 6. Retard dans l'information de l'AR 7. Autre à préciser	/___/	
	Toutes les pannes sont elles systématiquement prises en charge par le gestionnaire	1. Oui 2. Non		
	Si non quelles sont les pannes prise en charge par le gestionnaire	1. Les petites pannes , 2. Les grosses pannes 3. Les pièces d'usures courantes, 4. Les pièces avec de grosses sommes 5. Autres		
	Dans les cas où ce n'est pas le gestionnaire, qui les prend en charges	1. Les autorités locales, 2. Les autorités provinciales 3. Les ONG opérant dans la province 4. CIDRI 5. etc		
205	Dans le cas où ce n'est pas le gestionnaire qui assure la réparation, quel est le temps moyen mis par les structures d'appui à la réparation pour réagir ?	1 Moins d'une semaine, 2 Une semaine 3 Deux semaines, 4 un mois 5 deux mois	/___/	

206	Quelle est votre appréciation de la gestion des pannes des points d'eau qui relèvent des autorités ?	1. Bonnes 2. passables 3. mauvaise	/___/	
207	Est-ce que le réparateur de pompes vient faire des entretiens préventifs sur l'ouvrage	1) Oui 2) non	/___/	
208	Si oui quelle est la fréquence ?	1) Un mois 2) Deux mois 3) Trois mois 4) Trois mois 5) Deux fois par an 6) Une fois par an	/___/	
209	Si non pourquoi ?	1) Absence de contrat entre le gestionnaire et le réparateur 2) Absence de contrat entre le gestionnaire et les autorités 3) Absence de réparateur sur le territoire 4) Absence de réparateur dans la province 5) Autres à préciser	/___/	
210	Lorsque vous signalez une panne au réparateur, quel est le temps moyen qu'il met pour venir réparer?	1) Immédiatement 2) Deux jours 3) Une semaine 4) Un mois 5) Plus d'un mois	/___/	
211	Si deux jours ou plus la population s'alimente où ?	1 Point d'eau potable voisin 2 Puits 3 Marigot 4 Autres à préciser_____	/___/	
212	Comment qualifiez-vous la régularité et l'efficacité des réparateurs	1) Très bonne 2) Bonne 3) passable 4) Mauvais	/___/	
	Section 3 : - Relation autorités du territoire / gestionnaires			
301	Quel est le mode de gestion du point d'eau?	1. Comité d'eau 2. Contrat avec les autorités, 3autres	/___/	
302	Si 2 pourquoi?		/___/	
	Est- ce vous payez une redevance?	Oui 2) non		
	A qui ?	1. Comité de gestion		

		2. Territoire 3. Province 4. Autres		
303		1)		
304	Quelle est la fréquence de paiement de la redevance ?	Mensuelle Trimestrielle Semestrielle Annuelle	/___/	
305	Quelle est le montant de la redevance mensuelle que vous payez ?		/___/	
306	Quelle est le montant de la redevance trimestrielle que vous payez ?			
307	Quelle est le montant de la redevance annuelle que vous payez ?			
308				
309	**Suggestion (**Qu'est-ce qui est possible de faire à votre avis pour améliorer la collaboration autorités /gestionnaires) autorités /gestionnaires …… …… ….. …….. réparateur/gestionnaires ……..… …… …… ……			
310	**Fin**			

	EVALUATION FINALE **Projet Gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs (EASI)**
CIBLES A ENQUETER	**Questionnaires** **Ecoliers**

Section 0 : Identification				
N°	Questions	Réponses	Codes	Saut/
001	Province/			
002	Ville / Territoire			
003	Village ou Quartier de ville		/____/____/	
004	Localité ou Hameau		/____/____/	
005	Nom de l'école		____/____/	
006	Nom et prénoms de l'enquêté			
007	Date	/____/____/_**0**__/_**3**__/_**2**_/_**1**_/		
008	Classe	CI □ CP □ CE1 □ CE2 □ CM1 □ CM2 □		
009	Sexe	M □ F □		
010	Tranche d'âge :	Moins de 5 ans □ ; Entre 5-8 ans □ ; Entre 8-10 ans □ Au-delà de 10 ans □	/____/	
012	Si oui rôle/ fonctions			
100	**Section 1 : Lavage des mains**			
101	Est-ce que tu te laves les mains pendant tout le temps que tu passes à l'école avant de rentrer à la maison ?	1. Oui 2. Non □		
102	Citer les moments où tu te laves les mains ?	1) avant d'écrire dans le cahier, 2) après le sport, 3) avant de manger, 4) après les toilettes, 5) autres à préciser □		
103	Si 1 ou 2 ou 4 ; avec quoi vous vous servez pour se laver les mains ?	1 Tippy tap 2 lave mains à robinet 3 lave mains à poussoir 4 récipient d'eau, 5) Autres		
104	Qui assure le remplissage des dispositifs d'eau ?	1. Le groupe d'écoliers du jour 2. N'importe qui 3. les filles uniquement 4. autres à préciser		
105	Nettoyez-vous le dispositif de lavage des mains ?	1. Oui 2. Non □		
106	Si oui, qui assure le nettoyage ?	1. Le groupe d'écoliers du jour 2. N'importe qui 3. Les filles uniquement 4. autres à préciser		

107	Quelle est la fréquence de nettoyage ?	1. Tous les jours 2. Une fois par semaine 3. Deux fois par semaine 4. autres à préciser		
108	Comment faites-vous le lavage des mains ?	1. Avec de l'eau, 2. Avec de l'eau et du savon, 3. Avec de l'eau et de la cendre, 4. Autres à préciser _____		
109	Si c'est avant de manger pendant la récréation avec quoi vous vous servez pour se vous lavez les mains ?	1. 1 Tippy tap 2. 2 lave mains à robinet 3. 3 lave mains à poussoir 4. Ensemble de 2 récipient d'eau ou plus disposé par terre, 5. Autres à préciser		
110	Si c'est la réponse à la question 109 c'est dans les mêmes récipients que tout le monde se lave ?	1) Oui 2) Non □		
111	A quel moment l'eau est-elle changée ?	1) à la fin de la recréation 2) quand l'eau est sale 2) quand l'eau finit dans le récipient 4) autres		
200	**Section 2 : Utilisation et entretien des toilettes**			
201	Quand vous venez à l'école, déféquez-vous dans les toilettes avant de rentrer à la maison ?	1) Oui □ 2) Non □		
202	Si oui, qu'est-ce qui vous amène à utiliser	1. C'est le maitre qui nous enseigne de toujours utiliser les latrines pour déféquer 2. C'est bon d'utiliser les latrines 3. À la maison j'utilise toujours les latrines, 4. Les latrines sont propres 5. Les latrines sont sans odeur 6. Autre à préciser		
203	Si non pourquoi ?	1) Latrine sale 2) dégagement d'odeur 3) Latrines toujours fermées 4) Latrines en mauvais état 5) Autre à préciser		
204	Si pas utilisation de latrines, où faites-vous vos besoins de défécation ?	1) A côté des latrines, 2) dans la brousse 3) je rentre à la maison pour aller déféquer et revenir 4) Autres à préciser		
205	Existe-t-il d'urinoir dans l'école	1) Oui 2) Non		
206	Utilisez-vous l'urinoir pour vos besoins ?	1) Oui 2) Non		
207	Si non pourquoi ?	1) urinoir sale 2) dégagement d'odeur 3) urinoir fermé		

		4) urinoir en mauvais état 5) Autre		
208	Les latrines et urinoirs sont-ils entretenus selon vous ?	1) Oui 2) Non		
209	Si oui comment faites-vous le nettoyage des latrines ?	1. Balayage simple 2. Avec de l'eau 3. Avec de l'eau et du savon 4. Autres_____		
210	Si oui, qui assure le nettoyage ?	1. Le groupe d'écoliers du jour 2. N'importe qui 3. les filles uniquement 4. autres à préciser		
211	Quelle est la fréquence de nettoyage ?	1. Tous les jours 2. Une fois par semaine 3. Deux fois par semaine 4. autres à préciser		
	Section 3 : Comportement de l'écolier dans le ménage			
301	disposez-vous de latrines à la maison	1) Oui 2) Non		
302	Si oui depuis quand l'avez-vous ?	1. Plus de 3 ans 2. 3 ans 3. 2 ans 4. 1 an 5. moins d'1 an		
303	Qui a conseillé à tes parents de la réaliser ?	1) C'est les parents qui ont fait 2) C'est moi qui ai demandé aux parents parce que c'est bon d'utiliser les latrines, 3) Autres		
304	Si non, où vous faites vos besoins de défécation quand vous êtes à la maison ?	1) Dans la brousse, 2) chez les voisins dans 3) la latrine de l'école 4) autres		
305	avez-vous de dispositif de lavage des mains à la maison ?	1) Oui ☐ 2) Non		
306	Si oui; lequel ?	1 Tippy tap 2 lave mains à robinet 3 lave mains à poussoir 4 récipient d'eau, 5) Autres à préciser		
307	Qui assure le remplissage des dispositifs d'eau ? *(plusieurs réponses possibles)*	1) Maman 2) Papa 3) Enfants garçons 4) Enfants filles 5) Autres à préciser		
308	Nettoyez-vous le dispositif de lavage des mains?	1) Oui 2) Non		
309	Si non, qui assure le nettoyage ? ? *(plusieurs réponses possibles)*	1) Maman 2) Papa 3) Enfants garçons 4) Enfants filles 5) Autres à préciser		

310	Quelle est la fréquence de nettoyage ?	1. Tous les jours 2. Une fois par semaine 3. Deux fois par semaine 4. autres à préciser		
311	Comment faites-vous le lavage des mains ?	1. Avec de l'eau 2. Avec de l'eau et du savon 3. autres à préciser		

3 GRILLE D'OBSERVATION

protos Join For Water / CIDRI	**EVALUATION FINALE** **Projet Gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs (EASI)**
CIBLES A ENQUETER	**Grille d'observation école**

	Section 0 : Identification de l'école		
N°	Questions	Réponses	
001	Province/		
002	Ville / Territoire		
003	Village ou Quartier de ville		
004	Localité ou Hameau		
005	Nom de l'école		

Section 1 : Latrines				
101	Type de latrines	1VIP, 2 ECOSAN, 3 latrines à chasses 4 latrines traditionnelles 5 autres à préciser		
102	Etat	1. 1bon état 2. Mauvais état 3. Hors usage □		
103	Nombre de blocs de latrines dans l'école			
104	Nombre cabines de latrines total			
105	Nombre de cabines réalisées EASI			
106	Nombre de cabines de latrines utilisées dans l'école			
107	Les cabines de latrines réalisées par EASI sont-elles utilisées	1. Oui 2. Non		
108	Présence de cabines pour les personnes à motricité réduite ?	1. Oui 2. non		
109	Séparation des cabines suivant le genre ?	1. Oui 2. non		
110	Existence de matières fécales au niveau des trous de défécations	1. Oui 2. Non		
111	La latrine est-elle propre ?	1 Oui 2. non		

112	Existence de papier anal à l'intérieur	1 Oui 2. non		
113	Nombre de cabines de latrines utilisées propres sans mouches ni odeur			
115	Au moment de la visite, les fosses semblaient –elles trop remplies ou prêtes à déborder ?	1Oui 2. non		
116	Existence des dispositifs de lavage des mains au niveau de la latrine ?	1Oui 2. non		
117	Les dispositifs contiennent-ils de l'eau ?	1Oui 2. non		
118	L'eau est-elle trouble ?	1Oui 2. non		
119	Existence du savon ou la cendre au niveau du dispositif de lavage des mains ?	1Oui 2. non		
Section 2 : dispositifs de lavage de mains au niveau des salles de classes				
201	Présence de dispositif de lavage des mains à proximité des salles de classes ?	1) Oui 2) non		
202	Au moment de la visite y a-t-il de l'eau dans les installations de lave main ?	1) Oui 2) Non		
203	Le dispositif est-il propre ?	1) Oui 2) non		
204	L'eau est-elle trouble ?	1) Oui 2) Non		
205	y a-t-il du savon/cendre à côté du dispositif au moment du passage ?	1. Oui 2. Non		
206	Est-ce qu'il y a présence de l'humidité sur le réceptacle du DLM ?	1) Oui 2) Non		
Section 3 : Etat de salubrité de l'école				
301	Etat de la cour de l'école	1. Salle 2. Propre		
302	Etat des salles de classe	1. Salle 2. Propre		
303	Existence des ordures en tas et abandonnées dans la cour	1) Oui 2) Non		

	EVALUATION FINALE **Projet Gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs (EASI)**
CIBLES A ENQUETER	**Grille d'observation** **Ménages**

000	**Section 0 : Identification**			
N°	**Questions**	**Réponses**	**Codes**	**Saut**
001	Province/			
002	Ville / Territoire			
003	Village ou Quartier de ville			
004	Localité ou Hameau			
005	Nom et prénoms gestionnaire du point d'eau		/____/___/	
006	Sexe du gestionnaire	1 Masculin 2 Féminin	/____/___/	
007	Contact			
008	Date	/____/____/__**0**__/_**3**__/_**2**__/_**1**__/		
009	Nom de l'enquêteur			
010	Type d'ouvrage	1. Forages manuels 2. BF **3.** Autr**es**		

100	**Section 1 : Transport et stockage de l'eau**	
101	Type de récipient utilisé dans la maison pour le transport (observez le mouvement dans la maison au moment de l'enquête)	1. Bassine 2. Seau 3. Bidon 4. Pas de mouvement observé 5. Autres
102	Couverture du récipient de transport (observez le mouvement dans la maison au moment de l'enquête)	1. Couvert 2. Non couvert 3. Pas de mouvement observé
103	Utilisation de stabilisants	1. Oui 2. Non
104	***Si oui:*** type de stabilisants utilisés ?	1. Feuilles 2. Calebasse 3. Bol 4. Sachet en plastique 5. Autre
200	**Section 2 : stockage de l'eau**	
201	Type de récipient principal	1. Jarre en terre cuite 2. Bidon 3. Seau au plastique 4. Fût métallique 5. Jarre en ciment

		6. Marmite alumineux 7. Autre
202	Lieu du récipient de stockage d'eau	1. Sur la cour (sous le soleil) 2. Dans la cours (sous l'arbre) 3. Dans le salon 4. Dans la chambre 5. Dans la cuisine
203	Type de couverture du récipient	1. Aucune 2. Plateau tissé avec les nervures de végétaux 3. Couverture de bassine 4. Autres à décrire
204	Niveau d'entretien de la couverture	1. Couverture sale 2. Couverture propre 3. Je ne sais pas 4. Autres
300	Section 3: **Point d'eau dans le ménages**	
301	Existe-t-il de puits dans la concession ? (observer)	1) Oui 2) non
302	Le puit est-il couvert ?	1) Oui 2) non
303	Emplacement de la puisette	1) Sur le puits 2) Au sol 3) Ailleurs
304	Notez- vous la présence d'excréments d'animaux autour du point d'eau ?	1) Oui 2) non
305	Y a-t-il des déchets ou des herbes aux alentours du point d'eau ?	1) Oui 2) non
306	Les animaux sont-ils en divagation autour du point d'eau ?	1) Oui 2) non
307	Estimez la position du puits par rapport à la latrines si les deux ouvrages existent	
500	Section : Latrines	
501	Type de latrines	1VIP□, 2 ECOSAN□, 3 latrines à chasses □, 4 latrines traditionnelles□ 5 autres□
502	Etat	1bon état □ 2 mauvais état □ 3 Hors usage □
503	Nombre de Blocs de latrines dans le ménage	
504	Nombre Cabines de Latrines total	
505	Nombre de cabines de latrines utilisées	
506	Existence de matières fécales au niveau des trous de défécations	1. Oui 2. Non
507	La latrine est-elle propre ?	1 Oui 2. Non
508	Nombre de cabines de latrines utilisées propres sans mouches ni odeur	
509	Existence de papier anal à l'intérieur	1 Oui 2. non
510	Au moment de la visite, les fosses semblaient –elles trop remplies ou prêtes à déborder ?	1 Oui 2. non

511	Existence des dispositifs de lavage des mains au niveau de la latrine ?	1Oui 2. non

protos Join For Water / CIDRI	**EVALUATION FINALE** **Projet Gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs (EASI)**
CIBLES A ENQUETER	**Grille d'observation** **Point d'eau**

000	**Section 0 : Identification**			
N°	**Questions**	**Réponses**	**Codes**	**Saut**
001	Province/			
002	Ville / Territoire			
003	Village ou Quartier de ville			
004	Localité ou Hameau			
005	Nom et prénoms gestionnaire du point d'eau		/____/___/	
006	Sexe du gestionnaire	1 Masculin 2 Féminin	/____/___/	
007	Contact			
008	Date	/____/____/__0__/_3__/_2__/_1__/		
009	Nom de l'enquêteur			
010	Type d'ouvrage	4. Forages manuels 5. BF **6.** Autres		

Paramètres d'observation	**Description**
Etat des alentours du point d'eau (forages manuels, BF)	1. Présence de flaques d'eau 2. Présence de tas d'ordures 3. Autres
Etat de la dalle anti bourbier (plateforme)	1. Bon 2. Passable 3. Mauvais
Etat du système de puisage	1. Bon 2. Passable 3. Mauvais
Etat du puits perdu	1. Bon 2. Passable 3. Mauvais
Etat du canal de conduite du surplus d'eau	1. Bon 2. Passable 3. Mauvais

Présence des ordures dans le canal	1. Oui 2. Non
Pratiques observées aux alentours immédiats du point d'eau	3. Vaisselle 4. Lessive 5. Cuisine 6. Ateliers d'artisans 7. Autres
Etat de la clôture de l'ouvrage	1. Bon 2. Passable 3. Mauvais 4. Absent
Présence des animaux domestiques autour de l'ouvrage	1. Oui 2. Non
Enfants s'amusant aux alentours de l'ouvrage	1. Oui 2. Non

ANNEXES

1 PROPOSITION DE STRUCTURATION DU RAPPORT

0 résumé exécutif
1. Introduction générale
1.1 contexte et justification de la mission d'évaluation
1.2 rappel du but et des objectifs de l'évaluation
1.3 méthodologie
2 Description du projet
2.1 Situation initiale
2.2 Présentation synoptique du projet
3. Constatations
3.1 Conception/formulation du projet
3.2 analyse du budget prévisionnel du projet
3.3 mise en œuvre du projet
3.4 principaux résultats obtenus
3.5 prise en compte du genre
4. Appréciation du projet suivant les différents critères
4.1 pertinence (par rapport aux politiques, stratégies et aux documents de planification stratégiques, aux besoins identifies, aux attentes des bénéficiaires)
4.2 Efficacité (analysée suivant les différentes composantes du projet ainsi que le système de suivi évaluation)
4.3 Efficience (appréciation du ratio TEP /TEF, la gestion efficiente des planification, ajustement des retard)
4.4 Durabilité (politique, environnementale, socioculturelle, institutionnelle, technologique, économico financier, approches de mise en œuvre)
4.5 Impact (atteintes des objectifs, changements majeurs, satisfaction des bénéficiaires, amélioration de la qualité du service, effets et impacts potentiels après le projet)
5. Conclusions et recommandations
5.1 Conclusions
5.2 Recommandations (conception, mise en œuvre, interventions futures,)
5.3 Bonnes pratiques et enseignements tirés

2 EQUIPE EN BACK UP

Du fait du planning très serré du commanditaire, le consultant devra s'appuyer sur son équipe de bureau notamment de deux ressources humaines expérimentés en matière d'évaluation du projet et qui ont accompagné la préparation de la présente soumission.

Nom	Profil / Poste	Synthèse des expériences en rapport avec la mission	Tâches
SAHGUI Saba Pélagie	Géographe Employé du bureau Agents d'appui dans le cadre de la mission	Sept (7) missions de collecte de données dont Quatre (4) en AEPHA Supervision des missions de collecte de données, Assistance au chef de mission dans le cadre de 2 missions d'Evaluation Traitement des données d'enquêtes	Revue Documentaire Participation à la préparation de la mission, Participation à l'analyse et au rapportage
LOUGBEGNON Samson	Titulaire d'une licence en eau et assainissement Employé du bureau Agents d'appui dans le cadre de la mission	Deux (2) missions de collecte de données Assistance au chef de mission dans le cadre de 1 mission d'Evaluation Traitement des données d'enquêtes	
ADANTOKPA Elégie	Secrétaire Administrative		Rapportage

3 CONSTATATIONS PRELIMINAIRES

- Les rapports narratifs détaillent bien le niveau d'avancement concernant la réalisation des infrastructures (mise en place du réseau d'adduction etc.) et des activités sociales
- Des travaux imprévus ont été réalisés (mise en place d'équipements et alimentation de régions non prévus).
- L'objectif spécifique n°2 relatif au renforcement des capacités de CIDRI n'a pas été abordé dans les rapports narratifs
- L'insécurité et la maladie Ebola ont fortement menacé la réalisation de certaines activités
- Le projet a nécessité un prolongement de 3 mois afin de réaliser toutes les activités non achevées

4 MATRICE D'EXECUTION

Critères d'évaluation	Questions clés	Sous-Questions Spécifiques	Sources de données	Méthodes / Outils de collecte de données	Méthodes d'analyse des données
Pertinence	Cohérence par rapport aux attentes et priorités des principaux bénéficiaires et parties prenantes dans le projet et aux besoins du secteur d'eau potable en Ituri	Articulation du projet par rapport aux politiques et stratégie en vigueur dans le secteur	Documents de politiques et stratégies nationales (Loi n° 15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau) Plan sectoriel de l'eau pour la Province de l'Ituri Dossier technique et financier du projet EASI	Recherche documentaire	Qualitative
		Les actions proposées répondent-elles aux principaux défis identifiés par le programme	Dossier technique et financier du projet EASI Manuel de référence pour la gestion Plan sectoriel de l'eau pour la Province de l'Ituri Visite de terrain	Recherche documentaire	Qualitative
		Les actions menées à travers la chaine des résultats satisfont elles aux attentes des bénéficiaires	Dossier technique et financier du projet EASI Autorités provinciales et locales Bénéficiaires finaux	Recherche documentaire Enquêtes de terrain	Quantitative et Qualitative
Efficacité,	Réalisations pour l'atteinte des objectifs	Evaluation des planifications de mise en œuvre des activités	Différentes planifications (globales, par tranche et opérationnelles) Visite de terrain	Recherche documentaire Enquêtes de terrain	Quantitative et Qualitative
		Evaluation du niveau d'atteinte des objectifs	Rapports narratifs et de progrès Matrice de suivi des résultats Visite de terrain	Recherche documentaire Enquêtes de terrain	Quantitative et Qualitative

		Facteurs favorisants ou grandes contraintes à l'atteinte des résultats	Rapports narratifs et de progrès Equipe de projets	Analyse des données de mise en œuvre Entretiens	Quantitative et Qualitative
		Conditions de mise en œuvre des résultats	Rapports narratifs et de progrès Acteurs de mise en œuvre du projet	Entretiens Analyse des données de mise en œuvre	Qualitative
Efficience	Utilisation optimale des ressources (humaines, financières) et les délais d'intervention	Rationalité de la gestion des ressources financières affectées au projet (rapport coûts/résultats, suffisances des ressources, coûts unitaires projets versus cout unitaires projets analogues, variances dépenses planifiées et exécutées)	Rapports narratifs et de progrès Dossier technique et financier du projet EASI Prestataires de services	Recherche documentaire Enquêtes de terrain Entretiens	Analyse comparative
		Délai de réalisation et contraintes temporelles (temps passé par intervention, retards enregistrés dans l'exécution des activités, contraintes majeures) Analyse des risques engendrés par les retards actuels au regard du financement et des délais de financement	Rapports narratifs et de progrès Dossier technique et financier du projet EASI Prestataires de services	Recherche documentaire Enquêtes de terrain Entretiens	Analyse comparative
Durabilité.	Pérennisation des acquis du projet EASI	**Niveau politique** : les actions s'inscrivent-ils dans le cadre des lois approuvés, et en préparation : sur la gouvernance politique de l'eau, sur la gestion de l'eau. Appréciation de l'implication des services étatiques et des autorités locales. Les actions ont-elles influencé la politique et les stratégies de l'eau au niveau de la province ? de nouveaux textes de lois ont-ils été pris pour règlementer la gestion de l'eau ?	Documents de politiques et stratégies nationales (Loi n° 15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau) Plan sectoriel de l'eau pour la Province de l'Ituri Personnel dans les services de L'Etat compétents	Recherche documentaire Enquêtes de terrain Entretien	Qualitative
		Durabilité socioculturelle : appropriation des solutions proposées par les communautés et adéquation avec leurs systèmes de valeurs. Perspectives de pérennité des solutions proposées aux regards des pesanteurs sociologiques identifiées	Autorités provinciales Bénéficiaires finaux	Entretien Enquêtes de terrain	Qualitative
		Au plan institutionnel Appropriation des solutions proposés par les acteurs au niveau provincial et local Niveau d'amélioration de la pratique des actions dans la délivrance des services publics de l'eau	Equipe de projet Autorités provinciales et locale	Entretien	Qualitative

		Disponibilité en matière de ressources humaines, d'équipements, de gestion et de suivi des parties prenantes Evaluation de la capacité des parties prenantes pour la poursuite des interventions	Membres de la SAGE	Recherche documentaire	
		Sur le plan technologique Apprécier l'exploitation et l'adaptation des technologies aux situations locales, Evaluer la maîtrise de ces technologies par le personnel local Apprécier le dispositif de maintenance des infrastructures	Equipe de projet Rapports des ateliers et événements de renforcement et formations. Comités de gestion et usagers	Entretien Recherche documentaire	Qualitative
		Niveau économico-financier Apprécier les modalités de payement de l'eau par la communauté, les tarifs de l'eau appliqués et son adéquation au niveau de revenu de la communauté Apprécier le financement du dispositif de maintenance des infrastructures	Communautés Equipe de projet Comités de gestion	Enquêtes de terrain Entretiens	Quantitative et Qualitative
		Durabilité environnementale Analyse des options mises en œuvre au regard du respect des principes environnementaux Examen des impacts à court, moyen et long terme des réalisations du projet sur l'environnement	Rapports narratifs et de progrès Equipe de projet Comité de gestion	Recherche documentaire Entretien	Qualitative
Impacts	Changements majeurs ou potentiels enregistrés sur l'amélioration l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement ainsi que le renforcement des capacités de CIDRI	Améliorations apportées dans le service public de l'eau Analyse des modalités de gestion financière des comités de gestion, Productivité des usagers des systèmes d'eau Création d'emploi pour le secteur privé local et la population dans les travaux sur les systèmes d'eau, Niveau d'implication de la population dans les réflexions sur l'organisation du secteur d'eau potable en Ituri, Renforcement de la position des femmes dans des niveaux décisionnels, Formation de CIDRI sur les moyens performants de gestion et d'interaction avec les autres acteurs	Inventaire et diagnostic des points et ouvrages d'hygiène et d'assainissement à Bankoko Comités de gestion Equipe de projet Bénéficiaires finaux Statuts et ROI Sage	Recherche documentaire Enquêtes de terrain Entretiens	Qualitative Analyse comparative

		Effets / impacts potentiels après le projet	Equipe de projet Bénéficiaires finaux	Entretien	Qualitative
		Quels sont les bonnes pratique, leçons apprises, éléments à améliorer, enseignements à tirer, recommandation et orientations stratégiques	Parties prenantes au projet	Recherche documentaire Analyse des acquis du projet Entretien et visite de terrain	Qualitative
Renforcement des institutions locales	Amélioration des performances des institutions locales en général et de CIDRI en particulier	Changements apportés dans les pratiques des administrations locales	Equipe de projet Rapports narratifs et de progrès Autorités locales	Recherche documentaire Entretien et visite de terrain	Quantitative et Qualitative
		Degré d'appropriation des approches et technologies promues par le projet	Rapports des ateliers et événements de renforcement et formation Rapports narratifs et de progrès Autorités locales	Recherche documentaire Entretien et visite de terrain	Quantitative et Qualitative

Projet Eau et Assainissement en Ituri (EASI)

Structures de mise en œuvre:

Financement

Evaluateur :

MISEREOR & Protos/CIDRI

SOCIETE DE MANAGEMENT ET ASSISTANCE (SMA SARL)
Recherche, Ingénierie, Evaluations, Etudes & Réalisations
BP 757 Abomey-Calavi Tel (00229) 90 282359 / 97 642 699
Email: smaconseils@gmail.com
SMA, au-delà de vos attentes

ATELIER DE RESTITUTION DE LA COLLECTE DES DONNES

BUNIA, LE 11 MARS 2021

EDMOND ATTAKIN, SOCIETE DE MANAGEMENT ET ASSISTANCE (SMA SARL)

SOMMAIRE

- Rappel des objectifs de la mission et dispositif de collecte
- Principaux résultats du projet Gestion et approvisionnement de l'eau potable et mesures d'hygiène à quartier Bankoko (Bunia) et environs (EASI)

RAPPEL DES OBJECTIFS DE LA MISSION ET DISPOSITIF DE COLLECTE

OBJECTIFS DU DEBRIEFING

- Valider les données collectées
- Collecter les données complémentaires
- Recevoir les éventuelles orientations sur les attentes du commanditaire

RAPPELS DES OBJECTIFS DES PROJETS

- Contribuer à pérenniser l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement par une professionnalisation de la gestion et l'application des pratiques de l'approche GIRE
  - Augmenter l'accès à l'eau potable ainsi que l'hygiène et l'assainissement, par la construction des ouvrages et en élaborant une gestion appropriée incluant les différents acteurs : société civile, consommateurs, autorités publiques, autres acteurs de développement
  - Renforcer les capacités de CIDRI tant au niveau opérationnel, qu'au niveau stratégique

RAPPEL DES OBJECTIFS DE LA MISSION

- Apprécier la conformité des résultats obtenus au cadre de performance développé,
- EF se fera sur la base des critères du CAD avec quelques questions additionnelles
- Fournir des recommandations, identifier les leçons apprises et les éventuelles bonnes pratiques pour aider les parties prenantes dans l'amélioration de la stratégie et la mise en œuvre des phases suivantes de l'appui à la gestion du secteur de l'eau en Ituri

DISPOSITIF DE COLLECTE DES DONNÉES

- Deux (2) enquêteurs identifiés et formés avec l'appui de CIDRI
- Répartition des enquêteurs dans les avenues de Bankoko pour l'administration des questionnaires aux groupes cibles bénéficiaires (ménages, écoles et gestionnaires des points d'eau)
- Entretien par le chef de mission avec les différentes personnes ressources,
- Enquêtes achevées par les 2 enquêteurs
- Entretiens quasi achevés
- Dépouillement continue
- Période de collecte : du 3 au 11 mars 2021

CIBLES ENQUETÉES

Cibles	Taille	Observation
CIDRI, centre d'initiation au développement rural en Ituri	5	Coordonnateur de l'action, responsable suivi évaluation, RAF, Mobilisatrice sociale, Chef département technique
Join For Water – Protos	4	Représentant résident actuel, Chargé de programme actuel, Représentant Résident au moment de mise en œuvre du projet, Collaborateur du service programme au siège en Belgique
Autorités locales	3	Bourgmestre Mbunya, Bourgmestre Shari, CQ Bankoko,
Comités de gestion de réseaux d'adduction	1	Président CA GESB,
Groupe sectoriel eau et assainissement	3	Point focal villages assainis, DPS, Cluster Wash
Ménages	66	
Société civile	1	Coordonnateur Provincial
Comité de pilotage	4	Point focal villages assainis DPS, Administratrice du territoire Irumu, Cluster Wash
Membres fondateurs de la SAGE, & membres actuels de l'exécutif de la sage	2	Coordonnateur de la SAGE, Président du CA SAGE,
Superviseurs en eau et assainissement des zones de santé	1	Sup EA zone de Santé Bunia
Ecoliers	20	
Enseignants	3	Enseignant Ste Cécile et EP Bankoko
Gestionnaire des points d'eau	12	
Visite de terrain à Bunia		Latrines Ste Cécile, Agneau de Dieu, latrines ménages, site de production des dalles Sanplat

ACTIVITÉS NON ABOUTIES

- Réalisations des latrines dans les ménages en cours,
- Formations sur les toilettes ECOSAN

DIFFICULTÉS

- Insécurité ayant retardé la conduite à temps de certaines activités
- Complexité administrative
- Quelques difficultés internes entre CIDRI et Protos liés
  - transfert des avances de fonds à bonne date
  - Echanges procéduraux sur la conduite des activités,

PROJET GESTION ET APPROVISIONNEMENT DE L'EAU POTABLE ET MESURES D'HYGIÈNE À QUARTIER BANKOKO (BUNIA) ET ENVIRONS (EASI)

REGARDS SUR LA SITUATION D'AVANT PROJET

- Situation de l'eau était catastrophique : À peine 5% de desserte en eau dans le quartier Bankoko depuis l'époque coloniale
- Le bidon de 20 litres était à 200 FC
- Forte pression démographique après une guerre due à l'afflux des refugiés.
- problèmes d'approvisionnement en eau qui s'accentuent (4 à 5 km).
- Quelques forages privés hors normes.
- Proliférations des maladies hydriques,
- des problèmes de viol avec bcp de foyers cassés.

DÉMARCHE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

- Visite conjointe CIDRI et autorités locales au niveau du quartier
- Un comité a été installé dès le début pour sensibiliser la population, sensibilisation faite de porte à porte en leur montrant l'importance d'avoir des toilettes, latrines, lavage des mains pour préserver la qualité etc
- Recensement de toute la population pour savoir ceux qui ont tous ces besoins
- Les écoles primaires et conventionnelles ont été visitées . Par la suite des toilettes ont été construites suivi d'une formation sur l'utilisation de ses latrines

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- Eau
  - Plus de 24 km de canalisation mis en place
  - 17 kiosques à eau réalisés : Bankoko (12), Opas (2), koromodjo (1), Bigo kolomani (1), Bakey (1)
  - Après le nouveau découpage Opas a été séparé de Bankoko et devient un quartier autonome
  - Koromodjo, Bigo, kolomani sont les quartiers traversés par la conduite principale et qui ont été desservés
  - Réalisation de 5 réservoirs (4 chambres collectrices et 1 chambre de départ)
  - Captages de 16 sources à Jingunga et 11 à Djukou haut

PRINCIPALES RÉALISATIONS

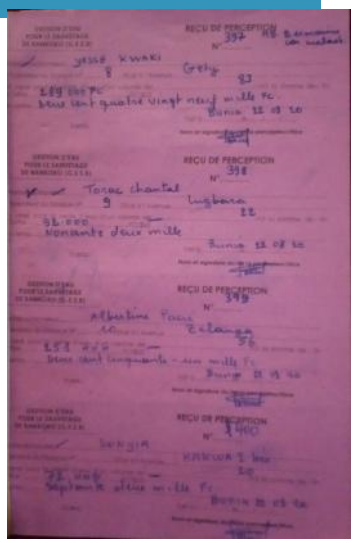
- HA
  - Réalisation de deux latrines Ecosan dans les écoles de Ste Cecile et Agneau de Dieu et une latrines à chasses à EP Bankoko
  - Mise en place des comités d'hygiènes et d'assainissement et des clubs HAMS dans les trois écoles sus cités,
  - Reprise progressives des animations dans les clubs HAMS

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- Réalisation de 187 latrines familiales sanplat dont huit (8) seulement en ont bénéficié.
- Redynamisation de 4 comité d'hygiènes et d'assainissement et constitution d'un CHA dans les avenues à Bankoko
- Réalisation des sensibilisation communautaire en fonction des besoins

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE

- Gestion temporairement assurée par CIDRI
- 100 FC le bidon de 20 litres
- 10% des recettes pour les kiosquiers
- Remise du réseau à la GESB en cours de préparation conformément à la loi



GESTION DE L'INFRASTRUCTURE

- 25733,62 USD collectés sur les différents kiosques après huit mois de gestion. Ce qui représente 94,54% des prévisions attendus (fin septembre 2020)
- Réalisation d'un bureau équipé de mobiliers pour le GESB
- Augure une bonne perspective en matière de durabilité financière

FACTEURS FAVORISANT L'OBTENTION DES RÉSULTATS OBTENUS

- Volonté affichée du gouvernement provincial,
- Forte implication des autorités communales et du quartier
- Bonne compréhension et appropriation du projet par la population,
- Expertise confirmée de CIDRI selon les personnes interrogées
- Approche participative (Forum de quartier sur le projet, campagne de sensibilisation des communautés)
- Contribution de la population
  - Réalisation des tranchées pour la pose des canalisation sur 75% des longueurs (ménages indisponibles paient 5dollars)
  - Libération et dons des domaines traversés par les tuyaux et lieux d'implantations des kiosques

IMPLICATION ET APPORTS DU GOUVERNEMENT DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

- Le gouvernement provincial a œuvré pour l'exonération et sur le plan opérationnel
- Appui des autorités pour la prise des actes pour la reconnaissance officielle du GESB Comme asbl
- Sensibilisation de la population par les autorités communales et du quartier (organisation du forum de quartier),

IMPLICATION ET APPORTS DU GOUVERNEMENT DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

- Instruction donnée aux conservations pour protéger les tuyaux là où il n'y a pas de lotissement
- Libération de toutes les zones traversées par le réseau sous la direction des services provinciaux du cadastre
- Exonération des matériaux de construction par le gouvernement central

QUELQUES ÉLÉMENTS DE CHANGEMENTS

- Diminution des conflits et des disputes sur les points d'eau
- L'Eau en permanence et à proximité,
- la qualité de l'eau,
- changements de comportements de la population (lavage des mains, réalisation des latrines avec dalles en bois)

ELÉMENTS DE RECOMMANDATIONS

- Poursuivre la sensibilisation au niveau des communautés pour la mise a disposition des sanplat déjà réalisés,
- Poursuivre les efforts pour la reconnaissance rapide de la GESB et le transfert de la gestion

MERCI POUR VOTRE ATTENTION